

Le régime social britannique en temps de crise économique : enjeux théoriques et politiques

Clémence Fourton

► **To cite this version:**

Clémence Fourton. Le régime social britannique en temps de crise économique : enjeux théoriques et politiques. Sciences de l'Homme et Société. 2014. dumas-03144502

HAL Id: dumas-03144502

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03144502>

Submitted on 17 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le régime social britannique en temps de crise économique : enjeux théoriques et politiques

Direction : Mme Susan Finding – Université de Poitiers – Soutenance le 16 septembre 2014

Remerciements

J'adresse ici mes remerciements sincères aux personnes qui ont contribué à ce travail.

En premier lieu, je remercie Mme Susan Finding d'avoir dirigé mes recherches avec patience et attention, et pour ses conseils avisés et son soutien.

J'adresse ensuite des remerciements infinis aux trois patientes impliquées dans l'occupation de *Lifeworks* qui ont accepté de réaliser un entretien. Le temps précieux qu'elles m'ont accordé m'a appris bien plus qu'il n'est possible d'en rendre compte ici.

Enfin, je voudrais remercier les ami-e-s qui ont accompagné ce travail : ma gratitude va à Arthur Duhé pour les discussions théoriques éclairantes, à Ann-Lys Bourgognon pour l'aide salutaire à la retranscription, à Marc Lenormand pour les conseils sur l'enquête de terrain et la connaissance des luttes passées, et à Colin Faverjon et Jean-Loup Ville pour la relecture. Toutes les erreurs qui persisteraient, ainsi que le positionnement scientifique que je présente sont de ma responsabilité.

Table des matières

Remerciements.....	2
Table des matières.....	3
Liste des abréviations utilisées.....	4
Introduction.....	5
1. Épistémologie de l'étude des régimes sociaux.....	12
1. 1. Les deux paradigmes dominants de l'étude de l'émergence des États-providence.....	12
1. 1. 1. L'analyse fonctionnaliste.....	12
1. 1. 2. L'analyse politique.....	14
1. 2. La place des typologies dans la caractérisation des régimes sociaux.....	18
1. 2. 1. La typologie tripartite canonique.....	18
1. 2. 2. Critiques de la typologie d'Esping-Andersen.....	19
1. 3. La réforme des États-providence est-elle une image miroir de leur création ?.....	23
1. 3. 1. Les paradigmes fonctionnalistes et politiques appliqués à la réforme.....	24
1. 3. 2. Pour une théorie de la réforme.....	25
2. Lutttes discursives autour du Welfare Reform Act.....	30
2. 1. Le Welfare Reform Act dans les discours institutionnels.....	31
2. 1. 1. Présentation de la réforme par le gouvernement Cameron.....	31
2. 1. 2. Les réformes d'activation sociale.....	33
2. 1. 3. Justifier l'activation : dissuasion, utilitarisme et paternalisme.....	36
2. 2. Discours oppositionnels autour du WRA.....	42
2. 2. 1. Les mots comme enjeux de lutte.....	42
2. 2. 2. Rejeter le lexique de la dépendance.....	44
2. 2. 3. Réhabiliter la dépendance.....	46
3. La campagne Save Lifeworks : la lutte contre la fermeture d'un centre de soin.....	52
3. 1. Contexte politique de la campagne.....	52
3. 2. Entretien avec des patientes : entendre la parole d'un groupe.....	57
3. 2. 1. Méthode de l'entretien et de son analyse.....	57
3. 2. 2. Les enquêtées et leur prise de parole.....	59
3. 3. De la lutte pour l'interprétation des besoins à la subjectivation politique.....	62
3. 3. 1. Relations de lutte et relations de soin.....	62
3. 3. 2. Quels rapports à quelle politique ?.....	68
3. 3. 2. 1. Positionnement par rapport à la politique institutionnelle.....	69
3. 3. 2. 2. Rapport au militantisme.....	74
Conclusion.....	80
Bibliographie.....	84
Rapports institutionnels, textes de loi et discours politiques.....	84
Articles et ouvrages de recherche.....	85
Articles de presse, émissions de radio et de télévision.....	91
Sites webs consultés.....	95

Liste des abréviations utilisées

CCCS: Cambridge Complex Cases Service

CPFT: Cambridge and Peterborough NHS Foundation Trust

HSCA: Health and Social Care Act

HSCB: Health and Social Care Bill

NHS: National Health Service

NICE: National Institute for Health and Care Excellence

NWRO: National Welfare Rights Organization

OED: Oxford English Dictionary

WRA: Welfare Reform Act

Introduction

Un régime social peut être défini comme la façon dont une société prend en charge les besoins fondamentaux de ses membres. Ce régime peut être caractérisé selon plusieurs critères, qui varient selon les auteur-e-s et les courants théoriques et idéologiques, et qui impliquent généralement une attention au fonctionnement du système de protection sociale et une évaluation des effets de celui-ci sur la population à laquelle il s'applique. On distingue État-providence (*welfare state*) et régime social (*welfare regime*) car l'on considère que l'État-providence est une forme particulière de régime social dans lequel l'État prend en charge une part importante des besoins de la population.

Sur le plan théorique, un régime social peut être envisagé en relation avec le concept de soin social (*social care*) développé par Mary Daly et Jane Lewis (Daly & Lewis 2000). Le *care* est envisagé par ces auteures comme un travail social de soin auprès des enfants, des personnes âgées et des adultes malades ayant une dimension éthique normative et un coût à la fois économique et émotionnel. À partir de cette définition, on peut envisager un régime social comme étant notamment la façon dont une société définit, répartit, et organise ce travail social de *care*.

Une part importante de l'étude des régimes sociaux consiste à analyser dans une perspective comparatiste leur fonctionnement, leurs effets et les principes politiques qui les sous-tendent dans les phases dynamiques de leur existence. La littérature s'attache ainsi à comprendre leur émergence et leur développement, en mobilisant différents paradigmes. Selon le paradigme retenu, les auteur-e-s insistent sur la convergence ou la divergence des différents modèles.

De manière symétrique, l'étude des régimes sociaux s'intéresse aux causes de leurs mutations, en particulier à l'évolution de la part relative de l'État et des marchés dans la provision des services sociaux, et à la diminution de l'allocation budgétaire des états à la protection sociale en temps de crise économique (*welfare retrenchment*). À ce titre, la question se pose de savoir si l'on

peut appliquer le même paradigme à l'explication de la diminution de la protection sociale qu'à celle de son développement.

L'étude de l'évolution d'un État-providence en temps de crise économique ne revient pas nécessairement à décrire sa disparition ; plusieurs auteur-e-s soulignent que l'idée selon laquelle les États-providence européens sortiraient nécessairement affaiblis des crises économiques des vingt dernières années est mise à mal par les études empiriques qui prouvent que les États-providence résistent remarquablement bien aux difficultés économiques que traverse l'Europe (*welfare resilience*) (voir par exemple Van Kersbergen, Vis & Hemerijck 2014). Cependant, les conséquences sur les régimes sociaux de la crise économique débutée en 2008 (que l'on désignera en référence à sa dénomination anglophone comme la Grande Récession), de par son caractère récent, sont encore mal évaluées, bien qu'on commence à trouver des études sur ce sujet.

En particulier, la revue *Intereconomics* a publié en 2012 un numéro spécial à ce sujet, intitulé "The welfare state after the Great Recession." L'ensemble des articles qui y sont publiés défendent deux thèses principales. La première est que la protection sociale, qui représente une partie importante des budgets européens, n'est pas responsable de la crise économique, et qu'elle a au contraire permis – et permet encore – d'atténuer ses effets sociaux. La seconde est que la crise économique actuelle est utilisée comme prétexte par les gouvernements européens pour justifier des politiques de réduction des budgets alloués à la protection sociale.

En ce qui concerne le Royaume-Uni, près de 60 ans après la promulgation en 1948 des trois lois qui ont constitué le cœur de l'État-providence britannique – *National Health Service Act*, *National Insurance Act* et *National Assistance Act*, instituant respectivement le service de santé, le système de protection sociale, y compris les allocations chômage et la retraite, et le système d'allocations sociales – le gouvernement de David Cameron, a, depuis son accès au pouvoir en 2010, entrepris une réforme de l'État-providence en profondeur.

L'article de Peter Taylor-Gooby du numéro spécial d'*Intereconomics*, qui porte sur le Royaume-Uni, s'intitule "Beveridge overboard? How the UK government is using the crisis to

permanently restructure the welfare state", et démontre que la coalition des Conservateurs et des Libéraux-Démocrates menée par David Cameron utilise la Grande Récession pour réaliser des buts politiques de réduction de la provision sociale (Taylor-Gooby 2010: 226) :

[The] changes take place alongside a restructuring of provision in health care, education, local services, the employment services, cash benefits and, perhaps more significantly, in the principles that underlie public provision. This is the most substantial series of changes to the structure of welfare provision in the UK since the period of reform following the Second World War.¹

La réforme de l'État-providence telle qu'elle est entreprise par la coalition se décline en effet selon deux volets principaux : le *Health and Social Care Act* (2012) dont découle la réorganisation des soins et la réforme du *National Health Service* (NHS) et le *Welfare Reform Act* (2012), qui porte sur la distribution des aides financières liées à l'emploi, au chômage et au logement.

Le *Welfare Reform Act* a pour effet de remplacer six allocations attribuées aux personnes ayant de très faibles revenus par une seule allocation nommée crédit universel (*universal credit*). La loi prévoit également des sanctions plus strictes en cas de « fraude ». Sa mesure emblématique est l'instauration d'une pénalité financière pour les personnes occupant un logement social qui auraient un logement considéré comme étant trop grand par rapport au nombre de personnes y vivant. Cette pénalité financière (retenue sur les allocations) est désignée par ceux qui la contestent par le nom de "bedroom tax" bien qu'elle ne soit pas véritablement un impôt. Si l'essentiel de l'opposition à cette réforme s'est concentrée autour de la "bedroom tax", les principes qui sous-tendent l'ensemble de la réforme ont été fortement critiqués dans les médias, à la fois par des journalistes, des politiciens, des activistes et des personnes bénéficiant des aides sociales. Cette réforme et sa contestation permettront donc d'étudier les enjeux discursifs et définitoires inhérents au projet politique de réforme de la partie de l'État-providence britannique portant sur les aides financières.

Le *Health and Social Care Act*, quant à lui, a pour principal effet de favoriser la marchandisation du NHS, en donnant la possibilité à des pourvoyeurs privés de fournir le système

¹ Toutes les traductions des citations sont des traductions personnelles sauf mention du contraire. « Les changements portent sur la restructuration des services publics de santé et d'éducation, des services locaux, des services d'emploi, des allocations, et, ce qui est peut-être encore plus significatif, sur les principes qui sous-tendent les services publics. Il s'agit de la série de changements dans la structure de l'État-providence la plus importante depuis la période de réforme qui a suivi la Seconde Guerre Mondiale. » (Taylor-Gooby 2010: 226).

de santé en services ou en matériel (Davies 2013). Cette réforme a suscité, à travers tout le pays, une vive opposition de principe depuis la publication en juillet 2010 du livre blanc "Equity and Excellence: Liberating the NHS" et la présentation du projet de loi en janvier 2011 à la Chambre des Communes. L'opposition à ce projet de loi est multiforme (*The Guardian*, 19 mars 2012) et rassemble différents types d'organisations politiques et d'acteurs : elle comprend notamment des partis politiques (le parti Travailleiste et une partie du parti Libéral entre autres), de nombreuses associations médicales (dont la *British Medical Association* qui comptait 141 000 membres en 2012), des syndicats (au premier rang desquels UNISON, syndicat de la fonction public rassemblant donc des personnes travaillant pour le NHS, et UNITE), ainsi que des organisations militantes, comme par exemple *Keep Our NHS Public*, organisation militante fondée en 2005, ou *Disabled People Against the Cuts*, fondée en octobre 2010. À Cambridge (Cambridgeshire, Royaume-Uni), elle a pris notamment la forme d'une campagne menée par des patient-e-s d'un centre de soin géré par le *Cambridge and Peterborough NHS Foundation Trust* (CPFT) menacé de fermeture. Le *Complex Cases Service* (CCCS) de Cambridge, couramment désigné sous le nom de *Lifeworks*, est un centre de soin pour des personnes atteintes de maladies mentales (principalement des troubles de la personnalité, mais aussi des dépressions, des troubles suicidaires, des troubles obsessionnels compulsifs...), dont la fermeture, prévue initialement pour le 24 mars 2014, a été annoncée au début du mois de mars 2014. Suite à cette annonce, des patient-e-s de *Lifeworks* ont occupé le centre du 4 mars à la première semaine de juillet 2014, lorsqu'un accord a été trouvé et que les personnes mobilisées ont obtenu que la fermeture du centre soit annulée, et que celui-ci soit maintenu ouvert pour une durée de 5 ans.

On se propose de réaliser dans ce mémoire une étude de ces deux réformes et de certaines des résistances qui leur sont opposées. Cela se justifie par des considérations à la fois théoriques et historiques. Sur le plan historique, la réforme concomitante du NHS et du système de protection sociale constitue un parallèle à leur mise en place commune en 1948, suite au rapport de William Beveridge. Sur le plan théorique, il semble pertinent de réaliser une étude du HSCA et du WRA car

il apparaît que la question des aides sociales et du système de santé sont deux éléments constitutifs du travail social de *care* tel qu'on l'a défini avec Daly et Lewis. En effet, les aides sociales aux personnes qui ne travaillent pas ainsi que le système de santé font partie du travail social de *care* en ce qu'ils répondent à des besoins sociaux – la santé et l'aide au handicap. Fraser (1987) établit que la définition de ces besoins sociaux est elle-même l'objet d'une lutte sociale – la lutte pour l'interprétation des besoins – et que la façon dont ils sont pris en charge est à prendre en compte pour caractériser un régime social donné.

Outre l'étude des besoins sociaux que constituent la santé et l'assistance aux plus pauvres, l'éducation pourrait faire l'objet d'une analyse du même type, notamment parce qu'elle vise à prendre en compte « l'ignorance », qui figure parmi les « cinq grands maux » identifiés par le *Beveridge Report* (Beveridge 1942) : indigence, maladie, ignorance, misère et désœuvrement². Bien que celle-ci face aussi l'objet de réformes importantes sous le gouvernement Cameron (*Academies Act* de 2010 et *Education Act* de 2011), on choisit ici de ne pas l'inclure à notre étude faute de place, notamment car il faudrait d'abord déterminer si le fait d'intégrer l'éducation dans la définition du travail social de *care* se justifie théoriquement.

En somme, la combinaison d'une revue de la littérature sur les enjeux théoriques et politiques de l'étude des régimes sociaux européens et de l'étude du WRA et du HSCA vise à analyser la façon dont la lutte pour l'interprétation des besoins sociaux structure l'espace social et est à la fois cause et conséquence de l'existence de groupes aux intérêts antagonistes. Cette analyse suppose de répondre aux questions suivantes : quel paradigme est le plus à même de rendre compte de l'évolution du régime social britannique en temps de crise économique ? Comment la Grande Récession influe-t-elle sur l'État-providence britannique ? Dans quelle mesure la modification d'un régime social peut-elle mener à une restructuration de l'espace social et à une redéfinition des acteurs et actrices politiques, tant au niveau collectif qu'individuel ? Quels types de discours sont mobilisés

² "But Want is one only of the five giants on the road of reconstruction and in some ways the easiest to attack. The others are Disease, Ignorance, Squalor and Idleness". *Beveridge Report*, Part I, "Three Guiding Principles of Recommendations", paragraph 8. « Mais cet état [de pauvreté] n'est que l'un des quatre géants qui se dressent sur la route de la reconstruction et, d'une certaine manière, le plus facile à abattre. Les autres sont la maladie, l'ignorance, la misère et le désœuvrement. » Traduction Bessières 2012).

par les acteurs sociaux autour d'un élément constitutif d'un régime social et quelles conséquences cela a-t-il pour la définition normative de celui-ci ?

Dans un premier temps, on présentera les enjeux épistémologiques de l'étude des régimes sociaux : à travers une revue de la littérature, on présentera les différents paradigmes mobilisés pour rendre compte de l'émergence et de la modification des États-providence, ainsi que les implications de ces paradigmes en termes politiques et méthodologiques. Le recours à une typologie ayant une place importante dans l'étude des régimes sociaux, on rendra compte des débats qui portent à la fois sur le fait même de recourir à une typologie et sur le fait d'utiliser la typologie canonique d'Esping-Andersen.

À partir de cette présentation des enjeux théoriques de l'étude des régimes sociaux, notamment en temps de crise économique, on procédera à l'analyse de l'évolution de l'État-providence britannique dans le contexte de la Grande Récession. On présentera les deux réformes que sont le *Health and Social Care Act* (2012) et le *Welfare Reform Act* (2012) en se plaçant dans la perspective théorique et politique définie par Fraser (1987). On considère que ces deux réformes s'inscrivent dans le cadre qu'elle identifie comme celui de la lutte pour l'interprétation des besoins : au cœur des polémiques qui entourent ces réformes se jouent non seulement la question de l'organisation du système de santé et de protection sociale, mais également la définition même des besoins sociaux qui doivent être pris en charge par l'État-providence. En outre, l'analyse de Fraser porte sur la redéfinition du régime social américain dans les années 1980, et notamment sur les politiques néolibérales des gouvernements Reagan. Son analyse s'inscrit dans un contexte économique qu'elle qualifie de « crise fiscale de l'Etat » (Fraser 1987 : 103). Le contexte économique et le contexte politique de l'émergence de la critique de Fraser sont donc comparables avec la situation des années 2010, marquée au Royaume-Uni par la crise économique et la forte prégnance des politiques néolibérales.

L'étude du *Welfare Reform Act* (WRA) à travers une revue de presse permettra ainsi d'identifier les éléments qui font l'objet d'une bataille discursive entre ceux qui promeuvent et ceux

qui critiquent cette réforme, et dont l'enjeu consiste finalement en la définition même du rôle de l'État dans l'assistance financière aux personnes les plus pauvres, et, sur un plan philosophique, en la définition même de la notion de dépendance.

L'étude du *Health and Social Care Act* (HSCA) portera sur la lutte autour de *Lifeworks* à Cambridge. Cette étude se fera à travers une revue de presse des articles et émissions de radio au sujet de l'occupation, ainsi qu'un entretien de groupe avec trois patientes occupant le centre *Lifeworks* réalisé le 15 mai 2014 à Cambridge. L'étude de l'entretien de groupe permettra de dresser le portrait de trois des patientes impliquées dans cette occupation contre la fermeture de *Lifeworks*, et d'analyser les processus de subjectivation politique (Rancière 1995) à l'œuvre dans cette lutte tels qu'ils se manifestent dans cet entretien (Poirier 2000 : 32). Cette démarche correspond à l'idée développée par Pierson (1996 : 157), selon laquelle il est important, tant sur le plan théorique que politique, de faire une analyse non seulement quantitative mais aussi qualitative des réformes de l'État-providence. En conclusion, on reviendra sur les enjeux discursifs, politiques et subjectifs catalysés par la restructuration de l'État-providence au Royaume-Uni, afin de montrer comment celle-ci participe de la structuration politique de l'espace social britannique contemporain.

1. Épistémologie de l'étude des régimes sociaux

1. 1. Les deux paradigmes dominants de l'étude de l'émergence des États-providence

La littérature des régimes sociaux s'attache en premier lieu à décrire l'émergence et le développement des États-providence. Il s'agit alors de comprendre dans quelles conditions ont émergé les États-providence, et comment leur contexte d'émergence a influencé la forme qu'ils ont prise. Cette étude a toujours une dimension comparatiste dans la mesure où il s'agit aussi de comprendre pourquoi, au sein d'une même unité géographique telle que l'Europe, ont pu se développer des régimes sociaux fort différents. Afin de rendre compte à la fois du fonctionnement de chacun d'entre eux et de comparer les différents régimes sociaux européens, différentes étiologies ont été mises en avant ; si elles ne sont pas mutuellement exclusives, elles sont souvent mobilisées indépendamment dans la littérature. On distinguera quatre paradigmes principaux, auxquels s'ajoutent des phénomènes à mi-chemin entre les questions politiques, institutionnelles et culturelles. La confrontation des paradigmes fonctionnaliste et politique se base à la fois sur des travaux appartenant à chacun de ces courants théoriques et sur des articles ayant une dimension métathéorique, qui réalisent eux-mêmes une comparaison des différentes étiologies (en particulier, Myles & Quadagno 2002, Van Kersbergen 2002 et Arts & Gelissen 2010).

1. 1. 1. L'analyse fonctionnaliste

Historiquement, l'analyse fonctionnaliste est la première à s'être affirmée comme paradigme explicatif de l'apparition des États-providence (elle concerne principalement la littérature des

années 1960-1970). Cette analyse considère que ce sont les grandes forces économiques qui ont présidé au développement des États-providence. La formule de Wilensky (1975, cité par Pierson, 1996 : 148) "strong economies produce strong welfare states"³, la résume efficacement. Elle peut être subdivisée en deux sous-catégories. La première regroupe les théoriciens de l'industrialisation, qui postulent que les régimes sociaux ont été façonnés par les forces de production, envisagées comme de grandes forces économiques impersonnelles (Myles & Quadagno 2002 : 36) :

The root cause of the welfare state, Wilensky concluded, was economic growth mediated by demographic change, which resulted in rising life expectancy and population aging⁴.

Poussée à l'extrême, cette théorie revient à dire que dans des conditions économiques similaires, des états différents auront un régime social comparable, indépendamment du contexte politique. Dans une perspective comparatiste, cette théorie met donc en évidence les similitudes entre différents régimes sociaux.

Le second type d'analyse fonctionnaliste est de type néo-marxiste : au lieu d'imputer la caractérisation des États-providence aux forces de production, elle postule que ce sont les relations de production qui façonnent les régimes sociaux. En somme, dans cette perspective, c'est la logique du capitalisme qui a présidé à leur développement en Europe au XXème siècle (Myles & Quadagno 2002 : 37) :

Welfare state expansion, James O'Connor (1973) argued, was driven by the dual, if contradictory, imperatives imposed on the capitalist state to create conditions for capital accumulation, on the one hand, and the social legitimation of this mode of production, on the other.⁵

Cela revient à dire que ce sont les besoins du capitalisme qui ont présidé à l'apparition des États-providence européens. D'une part, parce que le capitalisme a besoin pour se maintenir d'une main d'œuvre bon marché et en bonne santé, dont une plus-value peut être extraite (Marx 1867), il

³ « Des économies prospères produisent des États-providence forts. » (Wilensky 1975).

⁴ « La cause profonde de l'apparition de l'État-providence, conclut Wilensky, fut la croissance économique conjuguée à des changements démographiques, qui ont consisté en une hausse de l'espérance de vie et un vieillissement de la population. » (Myles & Quadagno 2002 : 36).

⁵ « Le développement de l'État-providence, selon James O'Connor, était à mettre au compte des impératifs, sinon contradictoires, du moins doubles, imposés à l'État capitaliste pour d'une part créer les conditions nécessaires à l'accumulation du capital, et d'autre part assurer la légitimation sociale de ce mode de production. » (Myles & Quadagno 2002 : 37).

est parvenu à pousser les États à mettre en place des régimes de protection sociale telle que l'Assurance Maladie en France en 1945 ou le NHS au Royaume-Uni en 1948. En plus de créer des conditions sociales propices à la production capitaliste, ce développement d'un État-providence constitue également une façon de maintenir la paix sociale : parce que les régimes d'assurance maladie ont amélioré les conditions matérielles d'existence des travailleurs et travailleuses, ils ont constitué une forme de légitimation du système de production capitaliste. Dans cette perspective, un système de protection social garanti par l'État contribue donc directement au maintien d'une économie capitaliste.

Dans les deux cas, ce type d'analyse revient à attribuer une responsabilité moindre aux acteurs politiques dans la formation des États-providence (Myles & Quadagno 2002 : 37) : "Welfare states are the inevitable product of large economic forces beyond the control of policy makers and publics that compel a common response."⁶ C'est la raison pour laquelle ce paradigme a, dans les années 1970, été remis en cause par l'apparition d'une analyse en termes politiques.

1. 1. 2. L'analyse politique

L'analyse en termes d'action politique affirme que la politique est importante (*politics matters*), et postule que les acteurs politiques peuvent agir sur les forces économiques à l'œuvre (Myles & Quadagno 2002 : 37) :

What came to be known as "power resource theory" was based on a theory of distribution in capitalist democracies in which both terms of the couplet—capitalism and democracy—figure prominently.⁷

Le terme « démocratie » employé ici renvoie à la fois à l'action des mouvements sociaux et à la façon dont ils peuvent influencer les politiques publiques et à la politique institutionnelle. Le paradigme qui attribue le développement des États-providence à l'action politique se divise donc en

⁶ « Les États-providence sont le produit inévitable de grandes forces économiques qui sont au-delà du contrôle des politiques et des publics qui imposent une réponse commune. » (Myles & Quadagno 2002 : 37).

⁷ « Ce que l'on désigne comme "théorie des ressources de pouvoir" est basé sur une théorie de la distribution [des richesses] dans les démocraties capitalistes pour laquelle les deux termes de l'expression – capitalisme et démocratie – ont une place prééminente. » (Myles & Quadagno 2002 : 37).

deux sous-types, selon que l'on insiste sur le rôle des mouvements sociaux ou sur le rôle des partis politiques institutionnalisés et en charge de la gouvernance, bien que cette division soit parfois difficile à établir de manière stricte – les relations proches entre le parti travailliste et les syndicats au Royaume-Uni par exemple font qu'il n'est pas analytiquement évident de décréter où s'arrête le militantisme et où commence la politique institutionnelle (Bergounioux, 1983 : 18-21).

Le paradigme qui insiste sur le rôle des mouvements sociaux est formulé en termes de « théorie des ressources de pouvoir » (*power resource theory*) et postule que de la force des mouvements sociaux dépend la distribution des richesses dans une société (Korpi 1980 : 298) :

[W]e hypothesize that in the capitalist democracies the control over power resources is a major factor affecting the functioning of the distributive processes within society, what the outcomes of these processes are and how distributional conflict is patterned.⁸

Les régimes sociaux étant une des façons dont la distribution des richesses dans une société est matérialisée et médiatisée, l'application de ce paradigme au contexte d'émergence des régimes sociaux revient à dire que la nature et la force des mouvements sociaux à ce moment-là déterminent la nature du régime social émergent (Esping-Andersen 1990 : 1) :

The historical characteristics of states, especially the history of political class coalitions as the most decisive cause of welfare-state variations, have played a determinate role in forging the emergence of their welfare-statism.⁹

Appliquant ce cadre théorique aux nations anglo-saxonnes, et notamment au Royaume-Uni, Esping-Andersen explique la formation de l'État-providence britannique, qu'il qualifie de résiduel, par le fait que l'État n'a pas essayé de s'attirer les faveurs des classes moyennes, celles-ci voyant de toute façon leurs intérêts garantis par le marché (Ibid., 31-32). Cependant, Esping-Andersen lui-même reconnaît que dans le cas du Royaume-Uni, la politique gouvernementale ne peut pas être tenue à l'écart de cette analyse en termes de coalitions de classes. L'instauration du NHS et des autres lois faisant suite au *Beveridge Report*, œuvre du Parti Travailliste, montre que les partis

⁸ « Nous postulons que dans les démocraties capitalistes le contrôle des ressources de pouvoir est un facteur qui influe fortement sur le fonctionnement des processus de distribution des richesses dans une société, sur les résultats de ces processus et sur l'organisation des conflits qui portent sur la distribution. » (Korpi 1980 : 298).

⁹ « Les caractéristiques historiques des états, en particulier l'histoire des coalitions des classes politiques, qui est l'élément le plus déterminant pour expliquer les variations entre États-providence, ont joué un rôle fondamental dans leur émergence. » (Esping-Andersen 1990 : 1).

politiques ont aussi une influence sur la forme que prennent les régimes sociaux (Ibid. : 53-54).

Ainsi, l'analyse politique en termes d'influence des mouvements sociaux a un pendant gouvernemental, et certain-e-s auteur-e-s expliquent les variations entre les différents régimes sociaux européens par la force relative qu'avaient les partis politiques de gauche au moment du développement des différents États-providence. Myles & Quadagno (2002 : 37) résument ce paradigme en ces termes (et l'on voit à nouveau qu'il est difficile d'établir une limite claire entre la politique des partis et celle des mouvements sociaux, notamment syndicaux) :

[M]ajor differences in welfare state spending and entitlements among the capitalist democracies could be explained by the relative success of left parties, particularly Social Democratic parties, aligned with strong trade unions in shaping the democratic class struggle.¹⁰

Le paradigme politique tel qu'il est exposé ici a fait l'objet d'une importante révision par les auteur-e-s féministes. La littérature féministe suggère que la version canonique du paradigme politique tend à minorer l'importance des revendications féministes dans la formation des régimes sociaux, soit parce qu'elle se concentre uniquement sur les partis politiques institutionnalisés, qui se revendiquent rarement comme féministes, soit parce qu'elle ne considère que le mouvement social « traditionnel » (i.e. syndicats et mouvements ouvriers) – historiquement à prédominance masculine, soit en termes de nombres de membres femmes, soit en termes de répartition du travail et de la hiérarchie genrée en son sein – et qu'elle ne rend donc pas compte de l'influence du mouvement féministe. O'Connor (1993 : 509) suggère ainsi qu'il faut, en plus d'intégrer les organisations féministes au paradigme politique, repenser l'analyse en termes de ressources de pouvoir en profondeur. Selon elle (Ibid. : 514), le paradigme des ressources de pouvoir suppose que la citoyenneté, définie comme participation politique, agit comme un principe d'égalité venant contrebalancer la classe, ici principe d'inégalité. Or, la participation politique n'a ni les mêmes implications ni les mêmes résultats pour les hommes et les femmes étant donné leur condition sociale respective. Il faut donc repenser la citoyenneté dans le contexte des inégalités de genre, afin

¹⁰ « Les différences majeures entre les dépenses et la provision sociale des différents États-providence au sein des démocraties capitalistes pourraient être expliquées par les différences de succès des partis de gauche, en particulier des partis socio-démocrates, qui, en fonctionnant avec des syndicats forts, donnent sa forme à la lutte des classes démocratique. » (Myles & Quadagno 2002 : 37).

de rendre compte des processus politiques à l'œuvre dans la formation et l'évolution des régimes sociaux (Ibid. : 515) :

A comprehensive analysis of political processes necessitates the incorporation of gender into this analysis and a broadening of the concept of the political to take into account the exercise of power through bureaucratic organizations and the influence of social movements and client representative groups.¹¹

Bien qu'elle suggère de repenser le paradigme politique, la littérature féministe en maintient les fondements : ce sont bien les acteurs et actrices politiques dont l'action façonne les régimes sociaux.

Aux paradigmes structuraliste et politique s'ajoutent deux paradigmes minoritaires. L'analyse culturaliste met en avant les modèles anthropologiques ainsi que les normes culturelles et sociales pour expliquer l'émergence des États-providence (voir par exemple Castles, 1994 pour une étude de l'influence de la religion catholique sur les politiques publiques). L'analyse institutionnaliste, quant à elle, avance que c'est principalement le type d'institutions politiques qui détermine l'émergence du régime social et la forme que celui-ci peut prendre : le type de système électoral, le degré de décentralisation, etc... (Voir notamment Skocpol 1992). Si ce dernier paradigme est minoritaire pour expliquer l'émergence des États-providence, il a acquis beaucoup d'importance dans l'explication de l'évolution des régimes sociaux et de leur diminution, qui commence avec les crises économiques des années 1970.

Avant d'étudier la façon dont on peut envisager l'étude des réformes des États-providence, on se propose de présenter comment la littérature analyse les régimes sociaux après leur phase de développement, à un instant *t* de leur existence. Ces analyses s'attachent à la fois à décrire le fonctionnement des États-providence (leurs acteurs, leurs budgets...) et à étudier leurs effets.

¹¹ « Une analyse exhaustive des processus politiques nécessite d'incorporer le genre dans cette analyse et d'élargir le concept de politique pour prendre en compte l'exercice du pouvoir à travers les organisations bureaucratiques et l'influence des mouvements sociaux et des groupes représentants des usagers et usagères. » (O'Connor 1993 : 515).

1. 2. La place des typologies dans la caractérisation des régimes sociaux

Caractériser un régime social suppose d'une part de décrire son fonctionnement, mais surtout d'évaluer ses effets sur la population à laquelle il s'applique. Cette évaluation se fait au moyen de critères d'évaluation, qui débouchent sur une typologie. Les critères d'évaluation mobilisés ont une portée normative et politique.

Les typologies mobilisées dans la littérature ont deux buts principaux (Cousins 2005 : 108) : les typologies statistiques consistent, à partir de l'étude de données macro et micro-économiques sur les effets des régimes sociaux, à les regrouper en fonction de leurs traits communs. Les typologies théoriques consistent à établir des modèles idéaux-typiques de régimes sociaux et à les soumettre ensuite à des études empiriques pour vérifier leur caractère descriptif.

1. 2. 1. La typologie tripartite canonique

Parmi les typologies théoriques, celle d'Esping-Andersen (1990) a fait date, et a donné lieu à nombre de critiques, utilisations, et reformulations. Il distingue trois types de régimes sociaux : libéral (les pays Anglo-Saxons, au premier rang desquels les États-Unis), corporatiste-conservateur (France, Allemagne, Italie, Autriche...) et socio-démocrate (Scandinavie). Le premier critère est celui de la part relative de l'État, du marché et de la famille¹² dans la prise en charge des besoins sociaux. Le second est celui du « degré de décommodification » (ou « degré de démarchandisation ») induit par un régime social, ce qui revient à évaluer la possibilité qu'a un individu d'arrêter de travailler sans que cela n'ait des conséquences dramatiques sur son niveau de vie. Le troisième est un critère de stratification, qui consiste à déterminer si un régime a pour effet de renforcer ou de réduire les inégalités sociales.

Le type de régime libéral est ainsi caractérisé en ces termes (Esping-Andersen 1990 : 26-

¹² Le critère de la place de la famille dans la provision sociale est un ajout ultérieur d'Esping-Andersen, en réponse à la critique féministe (voir infra).

27) :

[In the 'liberal' welfare state,] means-tested assistance, modest universal transfers, or modest social-insurance plans predominate. Benefits cater mainly to a clientele of low-income, usually working-class, state dependents. [...] Entitlement rules are therefore strict and often associated with stigma; benefits are typically modest. In turn, the state encourages the market, either passively — by guaranteeing only a minimum — or actively — by subsidizing private welfare schemes.¹³

Ce type de régime est aussi qualifié d'État-providence « résiduel » en raison de la part minimale qu'y joue l'État dans la provision sociale. Si Esping-Andersen inclut le Royaume-Uni dans ce type de régime, ce pays n'en constitue pas, selon lui, le prototype. Toutefois, cette réserve tient au fait que la première version de sa typologie (citée ici) date de 1990 ; on montrera plus tard¹⁴ que les réformes actuelles de l'État-providence britannique le rapprochent progressivement de ce modèle idéal-typique.

La typologie d'Esping-Andersen a fait l'objet de trois principales critiques, qui se jouent à différents niveaux.

1. 2. 2. Critiques de la typologie d'Esping-Andersen

La première critique adressée aux « trois mondes » d'Esping-Andersen est de nature statistique (pour un résumé des critiques statistiques, voir Cousins 2005 : 111). Confrontant la typologie aux données statistiques, des auteur-e-s ont établi que cette tripartition ne décrivait pas la réalité de manière fidèle. En particulier, il a été proposé d'ajouter un quatrième type de régime social, le type méridional (Ferrera 1996), ou méditerranéen.

La seconde critique adressée à cette typologie est d'ordre politique, et porte sur les critères d'évaluation mobilisés par Esping-Andersen pour identifier les types de régime. En particulier, la critique féministe a reproché à Esping-Andersen de n'avoir pas pris en compte la question du genre

¹³ « Dans l'État-providence "libéral", les allocations indexées sur les revenus, les allocations universelles modestes et les systèmes d'assurance sociale modestes prédominent. Les allocations sont destinées principalement à une clientèle à faibles revenus, souvent de la classe ouvrière, qui dépend de l'État. Les règles d'attribution des allocations sont donc drastiques et souvent accompagnées d'un stigmate social ; les allocations sont le plus souvent modestes. À l'inverse, l'État encourage le marché, soit passivement – en ne garantissant qu'une protection sociale a minima – soit activement – en subventionnant des plans de protection sociale privée. » (Esping-Andersen 1990 : 26-27).

¹⁴ Voir section : 2. 1. 2. Les réformes d'activation sociale.

dans l'évaluation des régimes. Selon Orloff (1993) les critères mobilisés par Esping-Andersen (part respective de l'État et du marché dans la provision sociale, décommodification et stratification) sont aveugles à la question du genre et ne permettent pas de rendre compte effectivement des effets des régimes sociaux sur la population, puisqu'ils ne font pas apparaître les inégalités de genre induites ou reproduites par ces systèmes de protection sociale. Elle propose donc de reprendre les critères d'Esping-Andersen, mais de les modifier afin de prendre en compte les rapports sociaux de sexe tels qu'ils se jouent en rapport avec l'État-providence (Orloff 1993 : 322) :

Renaming the first dimension – *to state-market-family relations* – would underline the necessity of accounting for families' contributions to welfare and the political importance of the family-state division of welfare labor. The name for the second dimension – *stratification* – is elastic enough to incorporate gender. The social citizenship rights/decommodification dimension is more problematic.¹⁵

Ainsi, ses modifications consistent à prendre en compte d'une part la division sexuelle du travail, notamment telle qu'elle se manifeste au sein de la sphère domestique par le travail de *care* non rémunéré (Delphy 1999), et d'autre part à mettre en évidence le fait que la situation sociale différenciée des hommes et des femmes a des implications sur le sens à donner à la notion de citoyenneté, et que, d'un point de vue matérialiste, celle-ci ne peut être considérée comme universelle.

Orloff souligne que le critère de décommodification est plus complexe et que considérer à priori, comme le fait Esping-Andersen, que la décommodification de la provision sociale et donc du travail social de *care* est nuisible (à sa qualité, à la division sociale du travail, aux rapports sociaux, etc.) revient à ne pas prendre en compte tous les éléments de l'équation. Sans rentrer dans les détails de la discussion, on peut noter avec Nancy Folbre que, dans une perspective féministe, il est en effet possible de justifier de déléguer au marché une partie du travail de soin social (Folbre 2012 : 2) :

[We] reject a common usage of the term "commodification" as a pejorative term applied to any service provided for money, implying that such service is stripped of emotion or concern for others.¹⁶

¹⁵ « Renommer la première dimension "relations entre État-marché-famille" soulignerait la nécessité de rendre compte des contributions des familles à la provision sociale et l'importance politique de la division du travail social de *care* entre famille et État. Le nom de la seconde dimension – stratification – est assez élastique pour y incorporer le genre. La dimension portant sur la citoyenneté et la décommodification est plus problématique. » (Orloff 1993 : 332).

¹⁶ « Nous rejetons l'usage courant du terme "commodification" comme un terme péjoratif appliqué à tout service

Folbre suggère ainsi que l'idée que seul un travail de *care* non rémunéré pourrait être de bonne qualité est une perspective biaisée qui peut avoir des répercussions extrêmement délétères en termes de division du travail. La thèse principale défendue dans l'ouvrage qu'elle a coordonné est que la provision de *care* répond à la fois à des motivations extrinsèques et intrinsèques ("*for love and money*", on souligne). Folbre substitue ainsi à une opposition de principe à la marchandisation d'une partie du travail de *care* une attention aiguë aux conditions de travail des personnes prodiguant du *care*. Elle rejoint donc Orloff quand celle-ci dit que la question de la commodification ne peut être réglée de manière absolue.

Orloff ajoute à la liste des critères d'Esping-Andersen qu'elle a modifiée deux nouveaux critères d'évaluation : la possibilité d'accès à un emploi rémunéré (*access to paid work*, Orloff 1993 : 322) et la possibilité pour les femmes de fonder et de maintenir un foyer autonome (*women's capacity to form and maintain autonomous households*, Ibid. : 323), c'est-à-dire sans être dépendantes du salaire d'un homme. Orloff a donc réutilisé la typologie d'Esping-Andersen en modifiant les critères d'évaluation qu'il proposait, en proposant des critères prenant en compte les inégalités de genre, et montrant par là que le choix des critères à l'aune desquels on évalue un régime social a une portée politique et une dimension normative : lorsqu'elle propose d'évaluer dans quelle mesure un régime social permet aux femmes de fonder un foyer de manière autonome, elle affirme que c'est là un aspect de l'égalité de genre vers laquelle il faut tendre.

Lewis (1992) a quant à elle proposé une typologie qui ne reprend pas celle d'Esping-Andersen, mais pour laquelle les relations de genre constituent la base de la répartition des régimes sociaux. Pour elle, il s'agit d'évaluer les relations de genre produites et reproduites par les régimes sociaux, en partant du principe que ce sont les problématiques liées au genre (division sexuelle du travail, droits reproductifs, participation politique, etc.) qui sont véritablement en jeu lorsque l'on cherche à caractériser la façon dont une société organise ses besoins sociaux. Cela pose finalement la question des critères qui doivent présider à une typologie des régimes sociaux qui combinerait

réalisé pour de l'argent, qui suggère que ce service est dépourvu d'émotion et de souci pour autrui. » (Folbre 2012 : 2).

des objectifs théoriques et critiques : les rapports de genre doivent-ils constituer la base de la typologie ou y être intégrés ? En somme, quels sont les critères à mobiliser dans l'établissement d'une théorie critique normative féministe, et comment juger de leur pertinence épistémologique et politique ? Fraser apporte sur ce point une réponse éclairante, en expliquant qu'il existe des critères d'évaluation de l'interprétation des besoins sociaux (et donc, des régimes sociaux) dont le statut épistémologique n'est pas relatif (Fraser 1989 : 80) :

I claim that we can distinguish better from worse interpretations of people's needs. To say that needs are culturally constructed and discursively interpreted is not to say that any need interpretation is as good as any other. On the contrary, it is to underline the importance of an account of interpretive justification.¹⁷

Les critères qu'elle propose dans le cadre de cette théorie sont à la fois procéduraux et conséquentialistes. Pour résumer, la légitimité épistémologique des critères d'évaluation féministes tient à la légitimité éthique et politique des revendications féministes : celles-ci sont légitimes car elles sont garantes de justice sociale à la fois dans leur élaboration discursive et dans leur application politique (Fourton 2013). Ainsi, la critique des critères présidant à la typologie d'Esping-Andersen peut se faire à la fois sur des bases politiques et théoriques.

La troisième critique de la typologie d'Esping-Andersen est également d'ordre théorique. Cette typologie est basée sur l'idée que c'est le paradigme des ressources de pouvoir qui est le mieux à même d'expliquer l'émergence des États-providence. Mais la comparaison empirique des différents régimes se fait à des instants t qui ne sont plus ceux de leur émergence. Même en adhérant au paradigme politique favorisé par Esping-Andersen, on peut donc s'interroger sur le fait d'avoir une typologie basée sur une théorie de l'émergence des régimes sociaux, dans la mesure où ce n'est pas l'émergence qui est considérée et comparée. Cette question rejoint celle de la transférabilité des étiologies de la création des États-providence à leur réforme.

Plus généralement, l'importance des typologies dans l'étude des régimes sociaux pose la question du rapport entre typologie et théorie. Arts et Gelissen (2002) insistent sur le fait qu'une

¹⁷ « J'affirme qu'on peut distinguer les interprétations des besoins des gens qui sont meilleures que les autres. Dire que les besoins sont culturellement construits et interprétés discursivement ne revient pas à dire que toutes les interprétations des besoins se valent. Au contraire, cela revient à souligner l'importance d'élaborer une théorie de l'interprétation et de la justification de ces besoins. » (Fraser 1989 : 80).

typologie ne doit pas seulement être descriptive, mais aussi explicative.¹⁸ Ils estiment qu'une typologie ne doit pas être une fin en soi mais mener à l'élaboration d'une théorie globale. Cousins résume ainsi le rapport entre typologie et théorie (2005 : 120):

[A theoretically informed typology of welfare states] does not seek simply to cluster together welfare states based on different criteria but, beginning from a theoretical framework as to the factors influencing the development of welfare states, seeks to use typologies to develop these theories.¹⁹

On s'accorde à dire avec elle que typologie et théorie entretiennent un rapport dialectique, et que non seulement l'établissement d'une typologie, mais également l'étude d'un régime social en particulier comportent une dimension inductive, permettant de développer une théorie normative des besoins sociaux. C'est là un des buts de l'étude des réformes de l'État-providence britannique menée ici. Cependant, avant de procéder au détail de celle-ci, il convient de déterminer dans quelle mesure les théories mobilisées pour caractériser les régimes sociaux en fonction de leur création, de leur fonctionnement et de leurs effets peuvent être utilisées pour comprendre leurs réformes.

1. 3. La réforme des États-providence est-elle une image miroir de leur création ?

Le fait que le développement et la diminution des États-providence soient deux phénomènes dynamiques pourrait justifier de leur appliquer le même paradigme explicatif, et certain-e-s auteur-e-s opèrent un retour aux théories fonctionnalistes pour expliquer la réforme des États-providence.

¹⁸ Arts & Gelissen (2002 : 154) soulignent également un manque dans la littérature : une reconstruction théorique des fondements du paradigme de la mobilisation des ressources de pouvoir, sur lequel se base la théorie d'Esping-Andersen, qui permettrait de mieux évaluer la portée heuristique de sa typologie. C'est là un projet stimulant.

¹⁹ « Une typologie des États-providence ayant des fondements théoriques ne cherche pas simplement à rassembler les États-providence en fonction de différents critères, mais, partant d'un cadre théorique qui pose les facteurs en jeu lors du développement des États-providence, cherche à utiliser les typologies pour développer les théories. » (Cousins 2005 : 120).

1. 3. 1. Les paradigmes fonctionnalistes et politiques appliqués à la réforme

L'étude des évolutions des États-providence est marquée dans ces dernières années par une recrudescence du paradigme fonctionnaliste parce qu'il est mobilisé pour rendre compte de l'impact sur les régimes sociaux d'une part de la mondialisation et d'autre part des crises économiques récentes.

L'étude des effets de la mondialisation sur les régimes sociaux suscite un retour aux explications structuralistes (Myles & Quadagno 2002 : 41) :

At the very moment when political theories of the welfare state seem to have relegated the “logic of industrialism” thesis with its emphasis on the overdetermining role of large impersonal economic forces to the critical list, the theory was revived in new form. Economic globalization and postindustrialism (along with its demographic correlated) are the new forces thought to be reshaping welfare states.²⁰

Ainsi, envisager les économies nationales dans un cadre mondialisé favorise les explications structuralistes, en postulant qu'au moins une partie des décisions politiques nationales sont dépendantes, voire déterminées par l'économie internationale (par exemple, voir Mishra 1999). Mais certaines études de la mondialisation soulignent qu'envisager l'État-providence comme étant uniquement le produit d'une lutte entre des forces économiques mondiales (capitalistes) et l'État (perçu comme leur régulateur) ne permet pas de rendre compte de tous les mécanismes à l'œuvre, notamment du rôle que l'État peut jouer dans le maintien du capitalisme et des relations de production genrées qui se jouent dans la sphère domestique (Clarke 2003).

En ce qui concerne l'étude de l'impact de la crise économique actuelle sur les régimes sociaux, celui-ci est envisagé à la fois selon une approche fonctionnaliste (impact du capitalisme) et une approche en termes politiques (influence des décisions politiques et des clivages partisans dans la mise en œuvre de mesures d'austérité.) En somme, trancher entre une analyse fonctionnaliste et

²⁰ « Au moment même où les théories politiques de l'État-providence semblent avoir écarté pour de bon la thèse de "logique de l'industrialisme", qui insiste sur le rôle déterminant des grandes forces économiques impersonnelles, cette théorie a connu une deuxième jeunesse sous une nouvelle forme. La mondialisation économique et l'ère post-industrielle (avec ses corollaires démographiques) sont les forces auxquelles on attribue maintenant la refonte des États-providence. » (Myles & Quadagno 2002 : 41).

une analyse politique des réductions de l'État-providence en temps de crise du capitalisme revient à se demander si les ressources de pouvoir sont encore mobilisables devant les intérêts du capital, ou si ceux-ci président aux décisions et actions politiques même dans les domaines qui ne génèrent pas directement un profit. Certain-e-s auteur-e-s suggèrent que pour répondre à cette question et rendre compte des évolutions des États-providence, notamment en temps de crise économique, il est nécessaire de faire évoluer le cadre théorique mobilisé pour comprendre leur expansion.

1. 3. 2. Pour une théorie de la réforme

Sans rejeter fondamentalement les paradigmes précédents, Pierson est l'un des premiers (1994) à avoir énoncé le besoin de produire une théorie des mutations des États-providence qui ne soit pas une « image en miroir » (*mirror image*, 1996 : 156) des théories de leur développement.

L'argument principal avancé pour justifier d'expliquer l'expansion et la diminution selon des paradigmes au moins partiellement différents est que ces phénomènes ont lieu dans des contextes différents (Pierson 1996 : 144) :

This essay's central claim is that because retrenchment is a distinctive process, it is unlikely to follow the same rules of development that operated during the long phase of welfare state expansion. There are two fundamental reasons for this. First, the political *goals* of policymakers are different; second, there have been dramatic changes in the political *context*.²¹

Selon Pierson, la réforme des États-providence correspond à de nouveaux buts politiques (au Royaume-Uni : réduction des dépenses publiques, privatisations initiées par les gouvernements Thatcher) et un nouveau contexte économique (crises du capitalisme) et politique (déplacement vers la droite de l'échiquier politique, nouveaux acteurs). Ceci explique pourquoi les cadres théoriques antérieurs ne sont plus suffisants pour expliquer la réforme de l'État-providence.

Pierson explique ainsi que le paradigme de la mobilisation des ressources ne peut pas

²¹ « La thèse centrale de cet article est que parce que la réduction de la provision sociale est un processus différent, il est peu probable que son développement suive les mêmes règles qui étaient à l'œuvre durant la longue phase d'expansion des États-providence. Il y a deux raisons fondamentales à cela. La première est que les *buts* politiques des législateurs sont différents, et la seconde qu'il y a eu des changements majeurs dans le *contexte* politique. » (Pierson 1996 : 144, italiques présents dans le texte original.)

s'appliquer de manière symétrique car le développement de l'État-providence a modifié les types d'acteurs, en créant des groupes sociaux spécifiques (1996 : 147) :

The maturation of the welfare state fundamentally transforms the nature of interest-group politics. In short, the emergence of powerful groups surrounding social programs may make the welfare state less dependent on the political parties, social movements, and labor organizations that expanded social programs in the first place.²²

Ainsi, les programmes de réduction de la provision sociale sont susceptibles de rencontrer une forte résistance auprès des employé-e-s des services publics dont l'emploi est conditionné par ceux-ci, ainsi qu'auprès des utilisateurs et utilisatrices de ces services, pour qui le fait d'y avoir recours est intégré dans leur existence, et qui sont donc susceptibles de se mobiliser, même si ils et elles ne font pas à priori partie d'un mouvement social organisé. De cette façon, l'annonce de la fermeture du centre de soin *Lifeworks* à Cambridge a entraîné la mobilisation spontanée des usagers et usagères du centre (environ 90 % des patient-e-s sont des femmes) pour qui la fermeture de ce service représentait un bouleversement majeur de leur existence. Or, parmi les trois usagères avec lesquelles l'entretien de groupe a été réalisé, aucune n'appartenait à une organisation politique, et aucune n'avait d'expérience militante. Pierson désigne ces usagers et usagères comme des personnes potentiellement mobilisées (*the potentially mobilized* 1996 : 151), dont l'hypothétique opposition à une réduction de la provision sociale peut, par anticipation, influencer les décisions politiques.

En outre, critiquant l'attention univoque à la macrostructure économique, il propose de lui substituer une analyse institutionnaliste, dont l'attention porte sur les phénomènes et les institutions politiques, mais qui ne serait pas une simple reprise des théories institutionnalistes mobilisées dans l'explication du développement des États-providence. Il met ainsi en avant des phénomènes à mi-chemin entre les questions politiques, institutionnelles et culturelles, telle que la "*path dependency*" qui postule que l'instauration d'une mesure politique réduit la marge de manœuvre des gouvernements suivants, et est en cela déterminante au-delà des seuls effets de cette mesure, créant des effets de verrouillage (*lock-in*) des politiques publiques. Pour le dire autrement (Pierson 1996 :

²² « Le vieillissement de l'État-providence transforme fondamentalement la nature de la politique basée sur les groupes d'intérêts. En somme, l'émergence de puissants groupes autour des programmes sociaux peut réduire la dépendance de l'État-providence envers les partis politiques, les mouvements sociaux et les organisations liées au travail qui ont au départ développé les programmes sociaux. » (Pierson 1996 : 147).

174) : "The welfare state now represents the status quo, with all the political advantages that this status confers."²³

En dernière analyse, c'est au coût électoral de la diminution de la provision sociale que Pierson attribue la plus grande responsabilité dans la réforme – ou l'absence de réforme – des États-providence (Pierson 1996 : 177-178) :

The core argument of this essay [is] that frontal assaults on the welfare state carry tremendous electoral risks. The contemporary politics of the welfare state is the politics of blame avoidance. Governments confronting the electoral imperatives of modern democracy will undertake retrenchment only when they discover ways to minimize the political costs involved. But as I emphasize, such techniques are hard to come by.²⁴

Certain-e-s auteur-e-s, mobilisant un paradigme qualifié de « néo-institutionnalisme », ou « néo-institutionnalisme discursif » (Schmidt 2010), comptent parmi les techniques politiques dont le but est de minimiser le coût électoral de la réduction de la provision sociale le type de discours mobilisé par les politiques. Schmidt (2010 : 18-19) mobilise ainsi le concept « d'effet de cadrage » (*framing effect*), qui rend compte du fait qu'une même mesure d'austérité, présentée de deux manières différentes, sera plus ou moins bien acceptée par l'opinion publique :

Framing effects occur when different but logically equivalent phrases cause individuals to alter their preferences "irrationally", for example, when people reject a policy program when told its negative effects (it leads to 5% unemployment) and accept it when told its positive effects (it leads to 95% employment).²⁵

L'étude des discours et idées (les premiers étant analysés comme la manifestation des secondes) permet d'une part d'analyser les idées, normes et références qui rassemblent, ou au contraire divisent des groupes d'acteurs ; elle permet d'autre part, dans une perspective interactionniste, d'analyser comment ces discours sont mobilisés et ce qu'ils révèlent des positions

²³ « L'État-providence représente désormais le statu quo, et jouit de tous les avantages politiques que ce statut confère. » (Pierson 1996 : 174).

²⁴ « La thèse principale de cet article est que les attaques frontales contre l'État-providence comportent d'énormes risques électoraux. Les enjeux politiques contemporains de l'État-providence consistent à ne pas porter la responsabilité des réformes impopulaires. Les gouvernements qui font face aux impératifs électoraux des démocraties modernes ne diminueront la provision sociale que lorsqu'ils découvriront des moyens de minimiser la sanction électorale que cette diminution peut engendrer. Mais, comme je l'ai souligné, de telles techniques sont difficiles à mettre en œuvre. » (Pierson 1996 : 177-178).

²⁵ « Des effets de cadrage ont lieu lorsque des expressions différentes mais équivalentes sur le plan de la logique poussent les individus à modifier leurs préférences de manière "irrationnelle", par exemple lorsque la population rejette une mesure politique lorsqu'on lui parle de ses effets négatifs (elle mène à 5% de chômage) et l'accepte lorsqu'on lui parle de ses effets positifs (elle mène à 95% d'emploi). » Schmidt (2010 : 18-19).

ou intentions politiques des acteurs. De cette façon, l'analyse de Millar, Mulla et Powell (2012) des discours mobilisés par des acteurs du NHS autour des propositions de réformes de Lord Darzi (*Next Stage Review*, projet débuté en 2007) leur permet d'analyser à la fois quelles sont les représentations et attentes des différent-e-s acteurs et actrices vis-à-vis du service de santé (celui-ci devrait être plus efficace et plus juste), de distinguer quelles sont les variations discursives en fonction de la place dans la hiérarchie professionnelle (les membres des instances dirigeantes du NHS témoignent plus de sympathie vis-à-vis de la réforme et de son instigateur que les soignant-e-s moins haut dans la hiérarchie), et enfin d'estimer dans quelle mesure la réforme et les discours politiques qui l'accompagnent sont bien reçus, selon les critères d'adéquation, de faisabilité, de pertinence et de résonance (*adequacy, applicability, appropriateness, resonance*, Schmidt 2008). Sur ce dernier point, les auteur-e-s arrivent à des conclusions nuancées : le projet de Lord Darzi, d'un point de vue idéationnel, est parvenu à légitimer par des valeurs normatives d'équité et de quête de l'efficacité une réforme politique, mais son contenu, dans les mesures concrètes qui sont prises, reste controversé.

Dans un article portant sur la crise économique européenne, Schmidt (2014) insiste sur le statut particulier des idées et discours mobilisés en temps de crise économique. Si son article se concentre sur la zone Euro et ne porte donc pas directement sur le Royaume-Uni, elle montre que les discours accompagnant les décisions politiques en temps de crise sont par nature duaux car ils s'adressent à la fois aux marchés et aux peuples, et qu'ils ont des caractéristiques spécifiques (Schmidt 2014 : 205-206) :

On the ideational side, crisis frames provide snapshots of rival ideas [...], programmatic ideas trace incremental changes through stability and crisis, while new, rapidly changing policy ideas demonstrate the creativity of EU leaders' ideas, beyond what might have been expected within the context of long-accepted frames and paradigms [...]. On the side of discursive interaction, moreover, we see how such ideas may be consciously deployed or unconsciously reflected in EU leaders' discourse as they coordinate agreements in the policy sphere and as they communicate to the markets and the people.²⁶

²⁶ « Sur le plan idéationnel, les cadrages mobilisés en temps de crise permettent de saisir des idées rivales, et les idées programmatiques permettent d'identifier les changements progressifs en période stable et en période de crise. Les idées de mesures politiques qui changent rapidement témoignent quant à elles de la créativité des dirigeants de l'Union Européenne, au-delà de ce que l'on aurait pu attendre dans le contexte de cadres et paradigmes au long cours. Sur le plan de l'interaction discursive, on voit en outre comment de telles idées peuvent être mobilisées consciemment ou reflétées

Ainsi, qu'on se place dans une perspective idéationnelle (se concentrant sur la forme et le contenu des idées mobilisées) ou dans une perspective interactionnelle (se concentrant sur la fonction et les effets politiques de ces discours), l'étude des discours et des idées politiques qui caractérisent la promotion et la réception des mesures politiques en temps de crise économique est particulièrement importante, puisqu'elle est révélatrice de la structure discursive et politique de l'espace social.

C'est dans cette double perspective que l'on souhaite aborder la réforme de l'État-providence britannique telle qu'elle est entreprise par la coalition libérale-conservatrice depuis 2010.

inconsciemment dans le discours des dirigeants lorsqu'ils établissent des accords dans la sphère des politiques publiques et qu'ils s'adressent aux marchés et à la population. » (Schmidt 2014 : 205-206).

2. Luites discursives autour du *Welfare Reform Act*

Depuis 2010 et l'accession au pouvoir de la coalition formée par le parti conservateur (*Conservative Party*) et le parti des libéraux-démocrates (*Liberal Democrats*), le paysage des politiques publiques britanniques a été marqué par deux réformes portant sur l'État-providence : le *Welfare Reform Act* (WRA) et le *Health and Social Care Act* (HSCA).

Ces réformes s'accompagnent toutes deux d'un appareil discursif institutionnel visant à justifier leur mise en place. Celui-ci se manifeste notamment dans le texte des lois lui-même, dans les discours des membres du gouvernement qui en sont responsables, et dans leurs interventions médiatiques. Dans une perspective interactionnelle, on considère que ce discours est proféré dans le but de faire accepter la réforme par l'opposition politique et l'opinion publique, et que celui-ci s'adresse à des groupes d'acteurs et d'actrices qui vont à leur tour le contester et proposer des interprétations alternatives des besoins sociaux. On se propose d'étudier dans cette partie la façon dont l'une de ces deux réformes, le WRA, est à la fois présentée et perçue dans le débat public britannique entre 2011 et 2014 ; c'est-à-dire à la fois avant et après la promulgation de la réforme. Il ne s'agit pas d'une étude systématique : les discours cités sont choisis à titre d'exemple, dans le but de montrer que la promotion de la réforme et sa contestation s'inscrivent dans plusieurs paradigmes justificatifs. Le même type d'étude pourrait être réalisé pour le HSCA ; dans le cadre de ce travail on l'étudiera dans une perspective sociologique en troisième partie.

2. 1. Le *Welfare Reform Act* dans les discours institutionnels

2. 1. 1. Présentation de la réforme par le gouvernement Cameron

En ce qui concerne le WRA, c'est Iain Duncan Smith, Ministre du Travail et des Retraites (*Secretary of State for Work and Pensions*, 2010-présent) qui est responsable de la réforme. En termes de mesures effectives, le WRA instaure la "bedroom tax" et remplace l'allocation aux personnes handicapées en vigueur depuis 1992, la *Living Disability Allowance*, par le *Personal Independence Payment*, qui est associée à des évaluations plus strictes et plus régulières de la capacité des personnes à travailler et des effets de leur handicap sur leur vie quotidienne. On l'a dit, le WRA remplace également six allocations attribuées aux personnes ayant de très faibles revenus par une seule allocation nommée crédit universel (*universal credit*), ce qui a pour but d'une part d'instaurer une limite de cumul des allocations (*benefit cap*), et d'autre part, puisque l'allocation est maintenue aussi longtemps que les personnes ne dépassent pas un certain seuil de revenus²⁷, d'encourager les personnes sans emploi à accepter des emplois à temps partiel. La réforme prévoit également des sanctions plus strictes en cas de « fraude », notamment en cas de « sous-occupation » d'un logement social. Le sous-titre de la réforme, qui vise à résumer son essence, est le suivant : "Simplifying the welfare system and making sure work pays"²⁸. La présentation gouvernementale de la loi telle qu'elle figure sur le site institutionnel du gouvernement est formulée en ces termes (*Department for Work and Pensions*, 16 avril 2013) :

Many people on benefits believe that the financial risks of moving into work are too great. For some, the gains from work, particularly if they work part-time, are small, and any gain can easily be cancelled out by costs such as transport. [...] We are aiming to make the benefit system *fairer and more affordable to help reduce poverty*,

²⁷ Ce seuil de revenu varie en fonction du lieu, du genre, de la catégorie d'âge et de la situation. Par exemple, en Angleterre, pour un homme célibataire de 25 ans n'ayant pas de handicap, la limite de revenus à ne pas dépasser pour continuer de toucher les allocations est de £220,85 par semaine. http://www.adviceguide.org.uk/wales/benefits_w/benefits_welfare_benefits_reform_e/benefits_uc_universal_credit_nw/benefits_uc_work_related_requirements/benefits_uc_which_work_related_requirements_do_you_have_to_meet/benefits_uc_who_doesnt_have_to_meet_the_work_related_requirements/uc8_uc_what_is_your_earnings_threshold.htm (Consulté le 13 juin 2014).

²⁸ « Simplifier le système d'aide sociale et s'assurer que le travail paie », page Web du gouvernement dédiée à la réforme. <https://www.gov.uk/government/policies/simplifying-the-welfare-system-and-making-sure-work-pays> (Consulté le 02 juillet 2014).

*worklessness and welfare dependency and to reduce levels of fraud and error.*²⁹

Les termes choisis par le gouvernement Cameron soulignent le triple objectif de la réforme.

En premier lieu, les expressions « [rendre le système] plus juste » et « réduire la pauvreté » reflètent l'objectif annoncé d'amélioration de la justice sociale.

Ensuite, l'expression « [rendre le système] moins coûteux » reflète l'objectif d'économies budgétaires et de réduction de la provision sociale. L'objectif chiffré annoncé par George Osborne, Ministre chargé des finances et du trésor (*Chancellor of the Exchequer*), dans sa présentation du budget 2012, toutes autres dépenses étant égales par ailleurs, est de réduire la provision sociale de 10 milliards de Livres d'ici 2016 (*The Guardian*, 21 mars 2012). Dans leur justification du WRA, Duncan Smith et Osborne lient explicitement cet objectif de réduction des dépenses au contexte économique de crise (*The Telegraph*, 31 mars 2013). Cependant, l'objectif de réduction des coûts, lié au contexte de crise économique, n'est qu'en partie à l'origine de cette réforme. De cette façon, Iain Duncan Smith a été interrogé par John Humphrys dans l'émission *Today* de la BBC4 le 01 avril 2013 sur les motivations profondes de la réforme. On retranscrit ici leur échange sur ce point (BBC4, 01 avril 2013) :

John Humphrys: Are your changes being driven by necessity – critical in your word, or is it a sort of moral crusade, to change our values to work and benefits [...]

Iain Duncan Smith: We have to get the bill down, I know that, but the reality is longer term [...]. What we've got to try and do, that what I'm trying to do through universal credit, all the changes we're making through the disability changes is to change the process, so that actually we end up *restructuring the culture*, so that people actually, in essence, find that work always pays, it doesn't right now, whatever else Labour say [...] Universal credit is all about incentives to go to work, to stay in work, and to move into full-time work. Full time work is where you break free of the welfare system. That's the critical element.³⁰

²⁹ « Beaucoup de personnes bénéficiant d'aides sociales croient que les risques financiers qui accompagneraient le fait de trouver un emploi sont trop importants. Pour certaines d'entre elles, avoir un emploi, en particulier un emploi à temps partiel, n'est pas très avantageux, et ce qu'elles gagnent peut facilement être annulé par des dépenses comme celles liées au transport. [...] Nous voulons rendre le système d'aides sociales plus juste et moins coûteux dans le but de réduire la pauvreté, l'inactivité et la dépendance aux aides sociales et de réduire les niveaux de fraude et d'erreur. » (Ibid.).

³⁰ « John Humphrys : Est-ce que vos changements sont dictés par une forme de nécessité – une situation critique, selon vos propres mots, ou s'agit-il d'une sorte de croisade morale, dans le but de changer nos valeurs à propos du travail et des allocations. [...] »

Iain Duncan Smith : Nous devons réduire la facture, c'est une chose dont je suis convaincu, mais il y a des enjeux à plus long terme. [...] Ce que nous devons essayer de faire, ce que j'essaie de faire avec le crédit universel, tous les changements que nous mettons en place autour du handicap ont pour but de changer les manières de faire pour que nous finissions par *réformer la culture*, pour que les gens soient fondamentalement convaincus que le travail paie

Interrogé sur la dimension morale de la réforme, Iain Duncan Smith ne nie donc pas qu'il y ait bien, outre les questions économiques, une dimension culturelle dans le fait de mettre en place le WRA. En ce sens, il « n'utilise » pas l'argument de la nécessité économique jusqu'au bout, et admet la dimension morale de sa réforme.

Cette réforme a donc aussi, et c'est là le troisième objectif visible dans le texte de présentation du WRA, un objectif en termes de changement des valeurs de la société britannique. Celui-ci est exprimé ici avec les idées de « [réduire] l'inactivité et la dépendance aux aides sociales » ainsi que « les niveaux de fraude et d'erreur », qui sont révélatrices des principes idéologiques qui sous-tendent la réforme : la mobilisation du schème de la dépendance est typique des discours conservateurs (Fraser & Gordon 1994 : 328), et inscrit directement cette réforme dans la lignée des réformes dites « d'activation » de la protection sociale, traduction du terme *workfare*.

2. 1. 2. Les réformes d'activation sociale

Dans son « étymologie géopolitique » du *workfare*, Peck (1998) attribue la popularisation du concept à un discours de Richard Nixon en 1969. Sur le plan théorique, Murray (1984) et Mead (1986) ont été parmi les premiers à élaborer une critique conservatrice du système de protection sociale américain et notamment du programme AFDC (*Aid to Families with Dependent Children*, 1935-1996), et à plaider pour la mise en place de programmes d'activation sociale (King & Ross 2010).

Si le terme a donc ses origines dans le contexte étasunien, il a ensuite été utilisé aussi en Europe pour désigner les politiques publiques visant à inciter les demandeurs d'emploi à travailler par diverses méthodes, au premier rang desquelles le fait de conditionner les aides sociales à une obligation de formation ou de travail – le crédit universel d'Iain Duncan Smith constituant une

toujours, car ce n'est pas le cas actuellement, quoi qu'en disent les travaillistes. [...] Le crédit universel est basé sur des incitations à trouver un emploi, garder cet emploi, et à passer à un emploi à temps plein. C'est avec un emploi à temps plein que l'on se délivre du système de protection sociale. C'est sur ce point que la situation est critique. » (BBC4 01 avril 2013, on souligne.)

forme d'incitation au travail. Ce type de mesures correspond à l'idée que la protection sociale est le produit à la fois de droits et de devoirs, et que le droit à la protection sociale est conditionné au devoir de travailler. Handler (2004 : 2) propose une définition de l'activation qui servira de base à la discussion de la forme que celle-ci prend avec le WRA :

The move towards workfare policies in Western Europe represents a fundamental change in both the meaning of social citizenship and the administration of social welfare. Social benefits are rights that attach by virtue of status – the status of citizenship. Under the new regime, benefits become conditional; *obligations* are attached to *rights*. Social citizenship thus changes from status to contract.³¹

En d'autres termes, les politiques d'activation sociale équivalent à une reconditionnement de l'État-providence, puisqu'elles ont pour effet de réduire la possibilité pour les individus de subsister à l'écart du marché du travail (Rueda 2012). Elles ont donc potentiellement pour effet de rapprocher les régimes sociaux du type « libéral » identifié par Esping-Andersen, qui est caractérisé par un faible degré de déconditionnement. Rueda (Ibid.) insiste sur le fait qu'au Royaume-Uni, la mise en place de politiques d'activation est relativement indépendante de l'alternance partisane, puisqu'avant l'arrivée au pouvoir de la coalition, le ministre travailliste James Purnell a publié en 2008 un rapport contenant des recommandations en termes d'activation qui ont été intégrées au *Welfare Reform Act* de 2009. Ainsi, au Royaume-Uni, on date généralement le développement des programmes d'activation sociale des années 1990's (King & Ross 2010) :

The influence of distinctly conservative critiques of the welfare state has not been limited to the United States. [...] In Britain, American conservative critiques clearly influenced the attitudes of the Thatcher/Major governments in the 1990's regarding the conditionality of benefits and contractualist welfare-to-work programmes (see Lewis 2001: 159). Although considerably less punitive than American variants of workfare, [several authors] have documented the direct impact of American reforms on New Labour's welfare-to-work agenda.³²

³¹ « Le tournant vers les réformes d'activation en Europe occidentale représente un changement fondamental tant en ce qui concerne le sens de la citoyenneté sociale que l'administration de la provision sociale. Les allocations sociales sont des droits qui tiennent au statut – le statut de citoyen-ne. Avec le nouveau régime, les allocations deviennent conditionnelles ; des *devoirs* sont associés aux *droits*. La citoyenneté sociale, qui était donc liée au statut, fait maintenant l'objet d'un contrat. » (Handler 2004 : 2).

³² « L'influence de critiques de l'État-providence spécifiquement conservatrices n'est pas limitée aux États-Unis. [...] Au Royaume-Uni, les critiques conservatrices américaines ont clairement influencé l'attitude des gouvernements Thatcher et Major dans les années 1990 quant à la conditionnalité des allocations et aux programmes d'activation contractualistes. Bien que nettement moins sévères que les variantes américaines des programmes d'activation, plusieurs auteurs ont démontré les conséquences directes des réformes américaines sur le programme d'activation du New Labour. » (King & Ross 2010).

L'expression *welfare-to-work*, qui souligne l'articulation entre travail et protection sociale, est couramment utilisée depuis le retour des travaillistes au pouvoir en 1997 (Barbier 2008 : 3) et correspond à la « restructuration » des États-Providence telle qu'elle est mise œuvre en période « d'austérité permanente » (Pierson 2001, cité par Barbier 2008 : 6).

Cette restructuration a, comme on l'a vu avec le discours de Duncan Smith et Osborne, des objectifs économiques de réduction de la dépense sociale en période de crise économique. Mais outre ces objectifs pragmatiques, ce type de réforme s'inscrit également dans un cadre idéologique particulier (Barbier 2008 : 11) :

Il s'agit d'une transformation idéologique profonde, qui combine l'introduction de nouvelles idées quant à ce qui est censé être le « plus efficace » et une nouvelle « logique morale et politique », articulée avec le discours moralisateur des « droits et devoirs ».

Deacon (1994) a ainsi analysé cette nouvelle logique morale et politique telle qu'elle se manifeste au Royaume-Uni par l'introduction de politiques publiques correspondant au concept de *workfare*, et donc marquées par la notion de conditionnalité. Si le gouvernement Cameron promeut activement le fait que l'aide sociale soit liée à la recherche active de travail, ce type de politique est déjà présent dans les années 1980, au cours desquels les gouvernements conservateurs mettent en place toute une série de mesures qui vont dans ce sens.

Deacon distingue trois types de justifications mises en avant par les promoteurs des mesures politiques d'activation de la provision sociale (Ibid. : 54-55) : la dissuasion (*deterrence*), l'utilitarisme (*utilitarian terms*) et le paternalisme et la morale (*paternalistic or moralistic terms*). Selon Deacon, ces trois paradigmes justificatifs correspondent à des interprétations différentes des causes et des conséquences du chômage de masse ; les deux premiers sont, en termes idéologiques, associés à des principes politiques conservateurs, tandis que le troisième est associé à ce que Deacon nomme le « socialisme éthique » (Ibid. : 57). On se propose de présenter chacun de ces trois paradigmes et, pour les deux types de justifications politiquement conservateurs, d'illustrer comment ils sont effectivement mobilisés dans les discours du gouvernement Cameron. On présentera tout de même le paradigme paternaliste, d'une part car les différences qu'il présente avec

les deux autres permettra de les éclairer d'avantage, et d'autre part pour des raisons historiques, car c'est lui qui a présidé à la mise en place de l'État-providence béveridgien. L'exposé suivra l'ordre choisi par Deacon dans son article.

2. 1. 3. Justifier l'activation : dissuasion, utilitarisme et paternalisme

Selon Deacon, les arguments formulés en termes de dissuasion s'articulent avec l'idée que le fait de ne pas conditionner la protection sociale au travail tend à favoriser l'inactivité et qu'il est nécessaire de dissuader les « profiteurs » du système (Ibid. : 55) :

There is broad agreement that the provision of unemployment benefits inevitably reduces the pressure upon those who receive them to seek work or accept whatever work is available. [...] The more generous the provision, the greater the temptation to idleness, and the larger the numbers of able-bodied men and women in receipt of relief.³³

L'idée centrale de cet argument est donc qu'un haut niveau d'assistance aux personnes sans emploi contribue au maintien du chômage de masse. Cette explication assimile donc, au moins partiellement, le chômage à une question de volonté individuelle, au détriment des explications structurelles de saturation du marché de l'emploi.

Sur ce point, les discours gouvernementaux sur le WRA mettent effectivement en évidence un traitement individuel de la question du chômage. Par exemple, dans un communiqué de presse publié par le gouvernement le 09 décembre 2013 portant sur la limite de cumul des allocations induite par le crédit universel, on peut constater la mobilisation de plusieurs stratégies discursives visant à présenter le chômage comme une question de volonté individuelle (*Department for Work and Pensions*, 09 décembre 2013) :

Capping benefits is a key part of the coalition's economic plan and welfare reforms to create opportunities for *hardworking people* and fix the broken system. New statistics show the full impact of the benefit cap for the first time. [...] *Nineteen thousand people* living in households potentially affected by the benefit cap have now moved

³³ « Il y a un large consensus sur le fait que l'existence d'allocations chômage réduit inévitablement, pour leurs bénéficiaires, la pression à chercher un emploi ou à accepter n'importe quel emploi. [...] Plus les allocations sont généreuses, plus la tentation de l'inactivité est importante, et plus il y a d'hommes et de femmes valides qui bénéficient de l'assistance publique. » (Deacon 1994 : 55).

into work and 28,500 households were capped by October 2013. [...] Iain Duncan Smith said: "These figures highlight our commitment to support *those who want to work hard and get on and to end benefit dependency.*"³⁴

Ce communiqué distingue ainsi une catégorie de gens, celle des gens qui veulent travailler dur, comme une catégorie à part entière, opposée implicitement, par l'emploi du démonstratif "those" à ceux et celles qui ne veulent pas travailler et « s'en sortir ». En outre, l'emploi de chiffres précis dans ce communiqué de presse souligne le caractère quasi-nominatif de la mesure, qui s'adresse à des personnes en particulier, afin de les faire quitter leur statut de bénéficiaire des allocations chômage. Le chômage est donc abordé comme une problématique individuelle, ou familiale avec la mention de « foyers », et non comme une question sociale liée à des causes économiques de grande ampleur, ce qui inscrit ce discours dans le paradigme dissuasif de Deacon. La mention de statistiques concernant à la fois les personnes étant entrées sur le marché du travail et celles ayant été touchées par la limitation des allocations parachève cette volonté de dissuasion en ajoutant à la séparation entre les travailleurs et les oisifs une notion de récompense (le travail) et de réprimande (la limitation).

Le fait que le gouvernement établisse une distinction entre deux catégories de personnes est important, car cela revient à distinguer entre les méritant-e-s et les autres. Ainsi, celles et ceux qui « veulent s'en sortir » sont présenté-e-s comme différent-e-s des autres, non sur le plan économique, mais bien sur le plan moral. Cette distinction renvoie à ce que Deacon identifie comme les origines historiques du paradigme de la dissuasion. Il affirme en effet que c'est ce paradigme qui se manifeste dans les Lois sur les Indigents (*Poor Laws*) (Deacon 1994 : 55) : "At one extreme, it was the central tenet of the nineteenth century Poor Law that unemployment – or 'idleness' – was always due to individual failing."³⁵ En effet, la distinction entre différentes catégories de personnes pauvres

³⁴ « Mettre une limite au cumul des allocations est un élément central du plan économique de la coalition et de la réforme de l'État-providence pour donner une chance *aux gens qui travaillent dur* et réparer le système défaillant. De nouvelles statistiques montrent pour la première fois l'ampleur des résultats de la limitation des allocations. 19,000 personnes vivant dans des foyers potentiellement affectés par la limitation sont maintenant entrées sur le marché du travail et, en octobre 2013, la limitation s'est déjà appliquée à 28,500 foyers. Iain Duncan Smith a déclaré : "Ces chiffres soulignent notre engagement pour soutenir *ceux qui veulent travailler dur* et s'en sortir et en finir avec la dépendance aux allocations." » (Ministère du travail et des retraites, 09 décembre 2013, on souligne).

³⁵ « Dans sa version extrême, cette idée se trouvait au cœur de la loi sur les indigents du 19^{ème} siècle, puisque celle-ci se partait du principe que le chômage – ou l'inactivité – était toujours dû à un manquement individuel. » (Deacon 1994 : 55).

– celles en mesure de travailler, celles incapables de travailler, les inactifs (*idle*) et les vagabonds – instituée par les *Poor Laws*, système d'allocations sociales en faveur des plus pauvres en vigueur en Angleterre et au Pays de Galles de leur promulgation par Elizabeth I en 1601 jusqu'à la mise en place de l'État-providence béveridgien en 1942, revenait à distinguer entre les pauvres méritant de recevoir un soutien matériel et ceux, les inactifs, ne le méritant pas (Rosanvallon 1981 : 143-144). C'est parce que cette distinction est effectuée sur le plan moral que Deacon effectue un parallèle entre ces lois et les arguments de dissuasion mobilisés par les conservateurs pour stigmatiser les bénéficiaires des allocations sociales.

Le second paradigme mobilisé pour justifier le recours à des réformes d'activation est, selon Deacon, le paradigme utilitariste. Au cœur de celui-ci se trouve la notion de dépendance, qui se retrouve déjà dans le texte officiel de présentation de la réforme³⁶. En fait, ce paradigme suppose que l'État-providence, en assurant la subsistance des personnes qui ne travaillent pas, les place dans une situation de dépendance envers l'État, perçue comme intrinsèquement mauvaise. Tout comme le paradigme dissuasif, ce paradigme se base donc sur l'idée que la pauvreté est, au moins dans une certaine mesure, un problème lié aux individus et non à des causes structurelles (Deacon 1994 : 56) :

There is now an extensive literature upon the notion of behavioural dependency. This asserts that it is possible to distinguish between poverty which is caused by a lack of income or opportunities and that which "springs in significant measure" from the behaviour of the poor themselves (Novak, 1987 p. 5). It further argues that a strategy of penalising those who exhibit such behaviours and attitudes will serve to deter others, not least because such policy will also enhance the status and financial reward enjoyed by those who are or become self-reliant. The solution here, then, is not to withdraw state welfare but to use it to reform the character of the poor.³⁷

À la différence du paradigme dissuasif, le paradigme utilitariste met en évidence les avantages que l'activation présente à la fois sur le plan individuel et sur le plan social. Diminuer

³⁶ Voir section : 2. 1. 1. Présentation de la réforme par le gouvernement Cameron.

³⁷ « Il y a maintenant une littérature fournie sur la notion de dépendance comportementale. Celle-ci soutient qu'il est possible de distinguer entre la pauvreté qui est due à un manque de ressources ou d'offres d'emploi et celle qui "découle de manière non négligeable" du comportement des pauvres eux-mêmes. Elle avance aussi que la stratégie de punir celles et ceux qui manifestent de tels comportements et de telles attitudes servira à dissuader les autres, notamment parce que de telles mesures améliorent aussi le statut et la récompense de celles et ceux qui sont ou deviennent indépendant-e-s. La solution, dans ce cas, n'est donc pas de supprimer l'assistance publique mais de l'utiliser pour réformer le caractère des pauvres. » (Deacon 1994 : 56).

l'assistance sociale aux personnes sans emploi serait ainsi un moyen de rendre la société meilleure. De cette façon, Iain Duncan Smith, cité dans le *Guardian* aux premiers jours de la promotion de la réforme du système de protection sociale, évoquait la nécessité de mettre en place une réforme d'activation en insistant sur le service que cela rendrait aux personnes bénéficiant des allocations (*The Guardian*, 27 mai 2010) :

"Worse than the growing expense, though, is the fact that the money is not even making the impact we want it to. A system that was originally designed to support the poorest in society is now *trapping* them in the very condition it was supposed to alleviate." [...] It was a "*tragedy*" that people on incapacity benefit for more than two years were more likely to retire or die than get a job, [the minister] said. "We must be here *to help people improve their lives*, not just park them on long-term benefits. *Aspiration*, it seems, is in danger of becoming the preserve of the wealthy."³⁸

Les choix lexicaux de Duncan Smith montrent sa volonté de présenter la situation pré-réforme comme une situation inacceptable, dont la responsabilité de la faire évoluer revient au gouvernement. Ainsi, l'idée de « piéger » ou « d'enfermer » les bénéficiaires des allocations est opposée à l'idée qu'il est du devoir du gouvernement de les « aider » à améliorer leur vie, ce qui renvoie à la dimension individuelle du paradigme utilitariste. La dimension collective de l'utilitarisme est ici exprimée avec l'idée que l'ambition fait l'objet d'une répartition sociale inégalitaire et qu'il faut y remédier : l'ambition est présentée comme une ressource, ce qui revient sur le plan rhétorique à placer les Conservateurs dans le camp de ceux qui luttent contre les inégalités et pour plus de justice sociale. Enfin, l'emploi du terme « tragédie » est un choix lexical fort, dans la mesure où cela revient à suggérer que pour ne pas être complice de la situation, présentée comme abominable, des personnes en incapacité de travail, la lectrice se retrouve forcée d'adhérer à la nécessité d'une réforme. En somme, Iain Duncan Smith manie ici des éléments de langage qui s'inscrivent pleinement dans le paradigme utilitariste, puisqu'il présente la réforme comme une solution salutaire à la situation tragique dans laquelle les pauvres seraient placé-e-s par

³⁸ « "Il y a pourtant pire que l'augmentation des dépenses sociales : c'est le fait que cet argent n'a même pas les effets escomptés. Le système qui était au départ censé venir en aide aux plus pauvres de la société les *enferme* désormais dans la situation qu'il était censé rendre supportable." [...] Le ministre a également déclaré que c'était une "*tragédie*" que les personnes bénéficiant des allocations pour incapacité de travail depuis plus de deux ans aient plus de chance de prendre leur retraite ou de décéder que d'obtenir un emploi. "Nous devons être là pour *aider les gens à améliorer leur vie*, et pas seulement les enfermer dans la spirale des allocations au long cours. *L'ambition*, semble-t-il, risque de devenir l'apanage des riches." » (*The Guardian*, 27 mai 2010).

le système de protection sociale, qui, en agissant directement sur les bénéficiaires des allocations, serait finalement profitable à l'ensemble de la société.

Le troisième et dernier paradigme identifié par Deacon est celui du paternalisme, qui est particulièrement important dans le contexte britannique, car Deacon y inclut la justification originelle de l'État-providence telle qu'elle a été mise en avant par Beveridge (Deacon 1994 : 57) :

This justification is rooted in a broader concern at the impact of unemployment upon the character of its victims. This concern was a central theme of the ethical socialism of Tawney (Hasley and Dennis, 1988), and it was also expressed with stark clarity in the writings of [...] William Temple and William Beveridge. [...] Beveridge was [like Temple] concerned that the long term unemployed would become "demoralised". It is this which explains why he wrote so powerfully about unemployment as a "problem of industry" (and not individuals), but also advocated the introduction of a training condition for benefit.³⁹

Ainsi, ce paradigme n'attribue pas le chômage à des causes individuelles mais bien à des causes structurelles. En revanche, il se concentre également sur les effets du chômage au long cours sur les individus, et Beveridge insiste sur le risque de « démoralisation » liée à l'inactivité prolongée. Le terme pourrait être ambigu, et renvoyer à la fois à un état psychologique de détresse ou de dépression, et à une perte des valeurs morales, mais selon Deacon (Ibid. : 58), c'est bien des effets psychologiques dont Beveridge s'inquiète, et non de la question de l'intégrité des pauvres :

For Beveridge, then, the training condition was necessary to offset the demoralising effects of prolonged unemployment. By this, however, Beveridge did not mean a process of corruption by idleness leading to malingering or fraud. Rather he viewed demoralisation as something which arose out of the experience of rejection. It was the feeling of worthlessness engendered by being unwanted, the loss of self-esteem suffered by those denied the first condition of happiness – "the opportunity of useful service" (1944 p. 122).⁴⁰

L'activation, dans le cadre de ce paradigme, a donc des présupposés différents des deux

³⁹ « Cette justification se fonde sur une inquiétude plus globale pour les effets du chômage sur l'humeur et la personnalité de ses victimes. Cette inquiétude fut un thème central du socialisme éthique de Tawney (Hasley and Dennis, 1988), et elle a aussi été formulée de manière très claire dans les écrits de [...] William Temple et William Beveridge. [...] Beveridge s'inquiétait [tout comme Temple] que les chômeurs longue durée ne se "démoralisent". C'est ce qui explique qu'il ait décrit de manière si convaincante le chômage comme "un problème du secteur industriel" (et non un problème lié aux individus), mais qu'il se soit aussi fait l'avocat de l'idée de soumettre les allocations à une obligation de formation. » (Deacon 1994 : 57).

⁴⁰ « Pour Beveridge, donc, l'obligation de formation était nécessaire pour compenser les effets démoralisateurs du chômage au long cours. Pourtant, Beveridge ne désignait pas par là un processus de corruption par l'inactivité menant à la malveillance ou à la fraude. Il voyait plutôt la démoralisation comme découlant de l'expérience du rejet. Il la voyait comme le sentiment de n'avoir pas de valeur engendré par le fait d'être rejeté-e, comme la perte d'estime de soi dont souffrent celles et ceux qui se voient refuser la première condition du bonheur – "la possibilité de rendre un service utile". » (Ibid. : 58).

autres types de justification. Le fait de conditionner les allocations à une obligation de formation, comme le préconisait Beveridge, ne vise pas à punir les personnes au chômage mais à leur permettre de conserver un lien avec la communauté et d'y avoir une utilité. Ce paradigme, que Deacon qualifie de paternaliste, attribue donc implicitement au travail deux types d'effets qui vont au-delà de la question de la subsistance. D'une part, en faisant du travail une source de reconnaissance individuelle, ce paradigme est proche des théories de l'école de Francfort et en particulier d'Axel Honneth sur la lutte pour la reconnaissance (Honneth 2000 [1992]). D'autre part, le travail est également perçu comme étant une source d'intégration sociale, ce qui est caractéristique des théories de la citoyenneté qui conditionnent la participation politique au fait d'avoir un travail utile à la société.

On peut noter, à titre de comparaison, conformément aux analyses de Rueda (2012) sur le fait que les politiques d'activation ne sont pas l'apanage des conservateurs, que l'opposition travailliste ne remet pas en cause le principe du *workfare*. En revanche, sa nécessité est justifiée différemment (Miliband, 02 octobre 2012) :

I think it is incredibly important that to be One Nation we must show compassion and support for all those who cannot work. Particularly the disabled men and women of our country. But in order to do so, those who can work have a responsibility to do so. We can't leave people languishing out of work, for one year, two years, three years. We've got a responsibility to help them and they've got a responsibility to take the work that is on offer.⁴¹

Dans ce discours très lyrique donné à l'occasion de la conférence annuelle du parti travailliste à l'automne 2012, Ed Miliband, secrétaire général du parti (*Leader of the Labour Party* 2010-présent) promeut également une politique sociale d'activation, mais au moyen d'un discours de la responsabilité sociale collective, et non de stigmatisation des bénéficiaires des allocations sociales. L'anaphore « pour être Une Nation » insiste sur la dimension collective des mesures qu'il préconise, et sur le bien commun plutôt que sur les manquements individuels. La notion de

⁴¹ « Je crois qu'il est terriblement important, pour que nous puissions être Une Nation, de faire preuve de compassion envers celles et ceux qui ne peuvent pas travailler. En particulier les hommes et les femmes handicapé-e-s de notre pays. Mais pour cela, il est de la responsabilité de celles et ceux qui peuvent travailler de le faire. Nous ne pouvons pas laisser les gens dépérir à l'écart du marché du travail, durant un, deux, trois ans. Il est de notre responsabilité de les aider et il est de leur responsabilité d'accepter le travail qu'on leur offre. » (Miliband, 02 octobre 2012).

dépendance n'est pas une seule fois mobilisée dans ce discours. Si la justification de la nécessité des politiques d'activation de Miliband est différente de celle du gouvernement Cameron, elle emprunte toutefois aux images politiques habituellement associées aux conservateurs, puisqu'il entreprend ici de se réapproprier le concept de *One Nation*, caractéristique d'une forme de conservatisme plus social (notamment mis en œuvre par Disraeli) qui envisage la société comme une entité organique, et met l'accent sur la responsabilité que ses membres ont les un-e-s envers les autres.

Pour en revenir au gouvernement Cameron, on constate que dans ses discours de promotion des réformes, celui-ci recourt à des arguments qui s'inscrivent à la fois dans le paradigme dissuasif et le paradigme utilitariste tels qu'identifiés par Deacon. Les exemples cités sont également représentatifs des discours gouvernementaux de promotion du WRA sur le plan thématique, car ils mobilisent les notions de dépendance et de mérite. C'est d'autant plus important que c'est autour d'eux que se forme la polémique discursive ayant trait à la définition de ce en quoi doit consister l'État-providence. On se propose donc de montrer comment le thème de la dépendance structure les réactions au discours gouvernemental de promotion du WRA.

2. 2. Discours oppositionnels autour du WRA

2. 2. 1. Les mots comme enjeux de lutte

Dans la généalogie de la dépendance (*dependency*) réalisée en 1994 par Fraser et Gordon, les auteures retracent les évolutions sémantiques de la dépendance, et étudient comment ce terme est mobilisé dans le contexte étasunien par les politicien-ne-s pour qualifier l'aide sociale de manière péjorative. Elles montrent ainsi que le terme a acquis au cours des siècles un sens péjoratif, à fortes connotations psychologiques, qu'il n'avait pas dans les sociétés préindustrielles, et que son emploi actuel cible de manière particulière les femmes noires, qui représentent dans l'imaginaire social le parangon de la dépendance aux aides sociales.

Notre analyse des polémiques discursives autour des thèmes de la dépendance et du mérite

s'inscrit dans la continuité de leur travail. L'article de Fraser et Gordon consiste en une généalogie pragmatiste, dans la lignée des travaux de Raymond Williams (1976). Elles distinguent leur travail de l'approche foucauldienne (Foucault 1969) car elles attribuent à leur démarche une dimension normative : si l'analyse du sens social du terme de dépendance ne fournit pas un programme politique, cette analyse, en mettant au jour les normes sociales et les présupposés idéologiques qui sous-tendent l'évolution du terme de dépendance, comporte une dimension politique.

Cette généalogie est fondamentalement pragmatiste dans la mesure où Fraser et Gordon considèrent que les termes du débat public n'ont pas seulement une valeur représentationnelle, mais qu'ils contribuent également à structurer, orienter, et définir le débat lui-même (Fraser & Gordon 1994 : 310) :

Following Williams and others, we assume that the terms that are used to describe social life are also active forces shaping it. A crucial element of politics, then, is the struggle to define social reality and to interpret people's inchoate aspirations and needs (Fraser 1990). Particular words and expressions often become focal in such struggles, functioning as keywords, sites at which the meaning of social experience is negotiated and contested (Williams 1976).⁴²

Ainsi, on considère avec elles que les termes de dépendance et de mérite, tels qu'ils sont mobilisés dans le débat public, sont à la fois représentatifs des antagonismes sociaux et politiques liés à la définition de ce en quoi doit consister l'État-providence britannique, et qu'ils contribuent du même coup à définir ce débat.

On l'a dit, l'idée que le WRA devrait permettre de lutter contre la dépendance, perçue comme une chose très négative, est au cœur du projet politique du gouvernement Cameron, puisque cette idée figure en bonne place dans la présentation institutionnelle de la loi, et qu'à l'inverse la notion d'indépendance est mentionnée dès l'introduction du texte législatif (WRA 2012) et donne son nom à la nouvelle allocation pour les personnes handicapées (*Personal Independence Payment*) (on peut également noter ici que le nom de cette allocation tend également à individualiser la provision

⁴² « Dans la lignée de Williams et d'autres, nous postulons que les termes utilisés pour décrire la vie sociale sont aussi des forces actives qui lui donnent sa forme. Il s'en suit qu'une dimension majeure de la politique est la lutte pour la définition de la réalité sociale et l'interprétation des aspirations et des besoins en formation (Fraser 1990). Des mots et des expressions particulières deviennent souvent centraux dans de telles luttes, et fonctionnent comme des mots-clés, des lieux de négociation et de contestation du sens de l'expérience sociale (Williams 1976). » (Fraser & Gordon 1994 : 310).

sociale en insistant sur le caractère individuel du paiement).

La définition négative de la dépendance mobilisée par le gouvernement a fait l'objet d'une contestation relayée dans une certaine mesure par les médias. On présentera la manière dont quatre types d'acteurs et d'actrices différent-e-s (des universitaires, un haut dignitaire de l'Église d'Angleterre, des membres de l'opposition politique travailliste, et enfin des militant-e-s qui défendent l'État-providence) contestent le discours gouvernemental sur la dépendance. Selon les cas, ils et elles expriment un rejet du lexique de la dépendance, ou proposent une réhabilitation de cette notion.

2. 2. 2. Rejeter le lexique de la dépendance

Tout d'abord, une contestation du lexique de la dépendance émanant du monde universitaire a été relayée par les médias. On pense en particulier à l'article de Kevin Gulliver, directeur de l'institut de recherche *Human City Institute* publié par le *Guardian*, où il affirme que la mobilisation de la notion de « culture de la dépendance » est un mythe dangereux. Dans cet article, Gulliver (*The Guardian*, 20 novembre 2013) s'appuie sur un rapport publié par cinq chercheur-e-s pour la *Joseph Rowntree Foundation*, dans laquelle ils et elles ont testé empiriquement l'hypothèse, qui préside actuellement aux politiques publiques conservatrices, qu'il existe une « culture intergénérationnelle de l'oisiveté et de la dépendance » (Shildrick et al 2012 : 48) :

[M]uch contemporary government policy towards worklessness is underpinned by the idea that the workless tend to hold flawed attitudes towards work and welfare. We could find no evidence of this amongst the families we interviewed. Even in those families that had faced the most severe and multiple problems, and even where individuals had very prolonged worklessness, they held on to the view that working for a living was better than reliance on welfare.⁴³

Ainsi, les auteur-e-s démontrent, au moyen d'observations de terrain et d'entretiens avec des

⁴³ « Beaucoup des mesures prises par les gouvernements contemporains autour du chômage sont sous-tendues par l'idée que les personnes au chômage ont tendance à avoir des attitudes biaisées envers le travail et la provision sociale. Nous n'avons pas trouvé de preuve de ceci parmi les familles avec lesquelles nous avons réalisé des entretiens. Même dans les familles qui accumulaient les problèmes, et même quand les individus étaient au chômage depuis très longtemps, ils et elles continuaient de penser qu'il valait mieux gagner sa vie en travaillant qu'en dépendant des allocations. » (Shildrick et al 2012 : 48).

personnes vivant dans des logements sociaux, qu'il n'existe pas de « culture intergénérationnelle de la dépendance », et que les personnes interrogées ne sont pas satisfaites de la situation de dépendance aux aides sociales dans laquelle elles sont placées. L'article de Gulliver se conclut en outre par une dénonciation de l'opposition entre « pauvres méritants et pauvres non-méritants » (*deserving and undeserving poor*), dont on a montré qu'elle sous-tendait les discours de justification des réformes des conservateurs. Cette opposition fait en effet l'objet d'une contestation discursive qui complète la polémique autour de la dépendance. On peut citer, outre l'article de Gulliver, un éditorial du *Guardian* qui dénonce clairement le recours à cette distinction (*The Guardian*, 27 janvier 2012) et la prise de position de Rowan Williams, alors Archevêque de Canterbury, qui dénonce la recrudescence de ce vocabulaire, associé au contexte de l'Angleterre Victorienne (*New Statesman*, 08 juin 2011) :

The Archbishop also launches a sustained attack on the government's welfare reforms, complaining of a "quiet resurgence of the seductive language of 'deserving' and 'undeserving' poor." In comments directed at the Work and Pensions Secretary, Iain Duncan Smith, Williams criticises the "steady pressure to increase what look like punitive responses to alleged abuses of the system."⁴⁴

Même si cette intervention n'est pas inattendue dans la mesure où Rowan Williams est connu pour ses prises de positions en faveur de la justice sociale, le fait qu'il s'exprime dans le débat public pour dénoncer le recours au vocabulaire du mérite et de la dépendance est significatif de l'ampleur des enjeux discursifs qui entourent les réformes du gouvernement.

Dans les rangs des travaillistes, on note différents types d'attitude vis-à-vis de la notion de dépendance : tandis qu'elle est remplacée chez Ed Miliband par un discours de la responsabilité sociale (Miliband, 02 octobre 2012), Franck Field, ancien ministre en charge des questions sociales sous Tony Blair (*Minister of Welfare Reform*), actuellement proche du gouvernement Cameron, la reprend à son compte (Field, 22 janvier 2014). Quant à Kate Green (députée et déléguée à l'égalité

⁴⁴ « L'Archevêque a également lancé une attaque féroce contre les réformes gouvernementales de la provision sociale, en dénonçant un "retour discret du vocabulaire séduisant des pauvres 'méritants' et 'non-méritants'". Dans des commentaires adressés au Ministre du travail et des retraites, Iain Duncan Smith, Williams a critiqué la "pression soutenue pour augmenter ce qui ressemble à des réponses punitives contre des abus présumés du système." » (*New Statesman*, 08 juin 2011). « L'attaque féroce » dont il est ici question consiste en un article publié dans le *New Statesman* le 09 juin 2011.

dans le « cabinet fantôme » 2011-présent [*Shadow Equalities Minister*]), elle la dénonce dans son ensemble (Green, 07 janvier 2013) :

A combination of massive job losses in the public sector and a lack of business confidence, which is deterring investment in our economy, mean that many struggle to get a job, or when they do, find themselves in stop-go, poorly paid employment. Yet the narrative is all of "benefits scroungers" and "welfare dependency"; there is little recognition of the structural drivers of poverty and inequality.⁴⁵

Kate Green mentionne explicitement qu'il s'agit d'une rhétorique (*narrative*), ce qui souligne le caractère polémique de l'emploi de ce vocabulaire, qui est ici identifié comme telle par la députée. La critique qu'elle fait de la rhétorique de la dépendance consiste à rejeter cette notion en raison de son sous-texte d'individualisation des problèmes économiques, et à lui substituer une analyse structuraliste.

Les éléments qu'elle met en avant pour expliquer la situation des personnes au chômage sont des arguments économiques : « perte d'emplois » et « manque de confiance des investisseurs ». Elle rejette donc le lexique de la dépendance, sans lui attribuer un nouveau sens.

2. 2. 3. Réhabiliter la dépendance

À l'inverse, certains acteurs et actrices qui contestent le lexique de la dépendance ne se contentent pas de le rejeter, et tentent de lui attribuer d'autres connotations. On pense en particulier à une campagne lancée en 2013, intitulée *Who benefits?*, qui rassemble diverses organisations et associations caritatives (*charities*), par exemple *Mind*, *The Children's Society*, *Crisis*, parmi les plus connues. Cette campagne a ainsi explicitement pour objectif de contester la rhétorique dominante concernant la provision sociale et le fait de recevoir des allocations, et de diffuser, à l'inverse, les « vraies histoires » des personnes ayant à un moment donné de leur vie été financièrement aidées par l'État. La campagne est présentée en ces termes par Fleur Donnelly-Jackson, coordinatrice de la

⁴⁵ « La combinaison d'une perte d'emplois de grande ampleur dans le secteur privé et d'un manque de confiance des investisseurs, qui porte préjudice à l'investissement dans notre économie, se traduit par le fait que beaucoup ont du mal à trouver du travail, ou que, lorsqu'ils ou elles en trouvent, ils et elles obtiennent des emplois temporaires et mal payés. Pourtant la rhétorique dominante est celle des "profiteurs du système" ou des "dépendant-e-s à l'État-providence" ; on ne reconnaît pas les causes structurelles de la pauvreté et des inégalités. » (Green, 07 janvier 2013).

campagne (Donnelly-Jackson, *The Guardian*, 11 février 2014) :

We want to change the debate. We know it is a massive undertaking. We know we won't do it on our own. But there is an opening. Whatever you think of it, *Benefits Street* has presented an opportunity. There has never been a better time to challenge the dominant narrative, to use the current storm, to tell a real story rooted in people's lives and in doing so to change people's minds.⁴⁶

Donnelly-Jackson fait ici référence à *Benefits Street*, une émission de *Channel 4* présentée comme un documentaire sur une rue de Birmingham marquée par un très fort degré de précarité, et où la majorité des habitant-e-s sont au chômage et subsistent donc en partie grâce à des allocations sociales. Diffusée au milieu du débat sur la réforme de l'État-providence, cette émission a d'une part eu un fort succès en termes d'audience, et a d'autre part trouvé une grande résonance dans le débat politique, allant jusqu'à être évoquée par Iain Duncan Smith à la Chambre des Communes pour justifier la nécessité de la réforme de la provision sociale entreprise par le gouvernement (McTague, *The Mirror*, 13 janvier 2014). Le contenu de cette série, ainsi que son style, plus proche de celui de la télé-réalité que du documentaire, ont suscité une vaste polémique. Elle a ainsi été accusée, comme dans l'article du *Mirror* du 13 janvier 2014, de tourner la pauvreté en pornographie (*poverty porn*), ou à tout le moins de présenter une image faussée de la réalité sociale et humaine de la rue James Turner à Birmingham. Paul Baker, chercheur en sciences sociales, évoque ainsi dans un article du *Guardian* du 20 janvier 2014 l'enquête de terrain qu'il a réalisée dans le même quartier en 2008-2009, et estime que ses données et ses souvenirs contredisent les chiffres et les faits qui sont mis en avant dans l'émission (Baker, 20 janvier 2014). Une pétition, qui a rassemblé plus de 60 000 signatures, a également été adressée à la chaîne pour interrompre la diffusion de l'émission car celle-ci « présente une image fautive d'une partie de la société et incite à la haine »⁴⁷, sans succès. Selon Donnelly-Jackson, la diffusion de *Benefits Street* a au moins ceci de positif que la question des allocations sociales est placée, avec elle, au centre du débat public. La campagne *Who benefits?*

⁴⁶ « Nous voulons changer le débat. Nous savons que c'est une tâche immense. Nous savons que nous n'y arriverons pas seul-e-s. Mais il y a une ouverture. Quoi que vous pensiez de *Benefits Street*, cette émission a créé une occasion. Il n'y a jamais eu de meilleur moment pour remettre en question la rhétorique dominante, pour utiliser la tempête actuelle, pour raconter les vraies histoires ancrées dans la vie des gens et, ce faisant, changer ce que pensent les gens. » (Donnelly-Jackson, *The Guardian*, 11 février 2014).

⁴⁷ "Channel 4 should not broadcast any further episodes of the program – it is creating a skewed image of a section of society and stirring up hatred." <http://www.change.org/en-GB/petitions/channel-4-channel4-stop-broadcasting-benefits-street-and-make-a-donation-to-a-relevant-charity-for-the-harm-caused> (Consulté le 22 juin 2014).

entend saisir cette occasion pour diffuser plus largement, à travers les histoires personnelles des bénéficiaires des allocations, un contre-discours.

Cette diffusion se fait au moyen d'un blog⁴⁸ et surtout des réseaux sociaux : sur Twitter, le hashtag #WeAllBenefit est utilisé pour partager son histoire ; l'objectif affiché est de 2500 histoires personnelles, comme autant de discours alternatifs à la stigmatisation de la dépendance.

À titre d'exemple, on citera l'histoire de Rob Hetherington, membre de la campagne, dont l'histoire a été publiée sous la forme d'une tribune dans le *Guardian* le 15 avril 2014. Ce texte est particulièrement frappant car il articule clairement un contre-discours sur la question de la dépendance : Rob Hetherington commence par faire référence à un discours de Iain Duncan Smith du 07 avril 2014, intitulé "Jobs and welfare reform: getting Britain working" au cours duquel il emploie le terme de dépendance quatorze fois. Puis, il dénonce l'usage qui est fait par Iain Duncan Smith du schème de la dépendance : « En tant que personne qui ne peut pas travailler pour cause de maladie, je rejette l'idée de "dépendance" ». Les guillemets sont ici d'importance car Hetherington ne se contente pas de rejeter en bloc la notion de dépendance ; il ne rejette que les connotations qui lui sont données par Iain Duncan Smith (Hetherington, 15 avril 2014) :

You could say that me and my family are dependent on benefits. In the same way we were dependent on my salary and we are still dependent on my pension and the money my wife earns. *Unless we are born rich, we all depend on the money coming in every month.* But Iain Duncan Smith uses dependent in a way I reject. Dependency sounds like people are addicted to benefits. If that's the prevailing attitude, then no wonder people who need *support* feel picked on and ashamed.⁴⁹

Ainsi, Hetherington fait de la dépendance une condition partagée par la très grande majorité de la société – tous les gens qui ne sont pas « bien-nés » – ce qui redonne à la dépendance une dimension collective. En cela, il s'inscrit directement dans la lignée des discours contestataires identifiés par Fraser et Gordon comme ayant été initiés par l'association de défense des droits de bénéficiaires des allocations, la *National Welfare Rights Organization* (NWRO) (Fraser & Gordon

⁴⁸ <http://blog.whobenefits.org.uk/> (Consulté le 22 juin 2014).

⁴⁹ « On pourrait dire que moi et ma famille dépendons des allocations. De la même façon, nous dépendons de mon salaire et nous dépendons toujours de ma retraite et de l'argent que ma femme gagne. *À moins d'être né-e riche, nous dépendons tou-te-s de l'argent qui rentre tous les mois.* Mais je rejette la façon dont Iain Duncan Smith utilise le mot "dépendant-e". La dépendance sous-entend que les gens sont accros aux allocations. Si c'est cela l'attitude dominante, alors ce n'est pas étonnant que les gens qui ont besoin de *soutien* se sentent stigmatisés, et aient honte. » (Hetherington, 15 avril 2014, on souligne).

1994 : 330) :

In the claimants' view, welfare dependency is a social condition, not a psychological state, a condition they analyze in terms of power relations. It is what a left-wing English dictionary of social welfare calls enforced dependency, "the creation of a dependent class" as a result of "enforced reliance... for necessary psychological or material resources" (Timms and Timms 1982, 55-56).⁵⁰

La dépendance est ici analysée en termes matérialistes : toutes les personnes ne pouvant subvenir à leurs besoins sans travailler sont dans une situation de dépendance. Ce n'est donc pas une qualité psychologique individuelle, mais bien une caractéristique sociale largement partagée.

Hetherington substitue également le lexique de l'aide et du soutien à celui de la dépendance univoque. Un peu plus loin, il thématise la dimension polémique de la définition de la dépendance, et termine sa tribune par une réhabilitation finale des allocations sociales (Hetherington, 15 avril 2014) :

If I can't persuade people in power to stop talking about dependency, perhaps they would agree that, for every time they do, they match it with a reference to the millions of us for whom support from benefits is a lifeline, not a trap.⁵¹

En finissant son texte par l'idée que les allocations sont salutaires pour des millions de personnes, Hetherington confère une dimension universelle à la notion de dépendance. À nouveau, cette élaboration discursive correspond à l'une des tendances des discours de contestation de la stigmatisation de la dépendance identifiées par Fraser et Gordon, qui consiste à fournir de nouvelles interprétations, émancipatrices, de la dépendance (1994 : 332). Elles citent en exemple une militante féministe dont la réinterprétation de la dépendance s'inscrit dans la tradition de la NWRO (Gowens 1991 : 90-91, citée dans Fraser & Gordon 1994 : 333) :

Surely, "dependence" doesn't define the single mom who does it all: child-rearing, homemaking, and bringing in the money (one way or another). When caregiving is valued and paid, when dependence is not a dirty word, and interdependence is the

⁵⁰ « D'après les bénéficiaires des allocations, la dépendance est une condition sociale, pas un état psychologique, une condition qu'ils et elles analysent en termes de relations de pouvoir. C'est ce qu'un dictionnaire anglais de la provision sociale ancré à gauche qualifie de "dépendance forcée" : "la création d'une classe dépendante", qui est le résultat d'une "dépendance forcée... envers des ressources matérielles ou psychologiques" (Timms and Timms 1982, 55-56). » (Fraser & Gordon 1994 : 330).

⁵¹ « Si je ne parviens pas à persuader ceux qui sont au pouvoir d'arrêter de parler de dépendance, peut-être reconnaîtront-ils que, à chaque fois qu'ils emploient ce terme, ils l'associent aux millions d'entre nous pour qui le soutien des allocations est un salut, et pas un piège. » (Hetherington, 15 avril 2014).

norm – only then will we make a dent in poverty.⁵²

L'interprétation alternative de la dépendance que fournit Pat Gowens est une définition de la dépendance en termes « d'interdépendance », ce qui opère un retour à la norme sociale identifiée par Fraser et Gordon comme celle étant en vigueur dans les sociétés préindustrielles, où même le maître est perçu comme étant « dépendant » de ses serviteurs, sans que cela ne soit une condition sociale stigmatisante (Fraser & Gordon 1994 : 313).

Cette notion d'interdépendance, qui affleure dans le texte de Hetherington sous la forme du lexique de l'aide et du soutien, occupe une place centrale dans la production d'une définition alternative de la dépendance, car elle suggère un changement de paradigme social, en renvoyant aux théories de l'éthique du *care*. La première version des théories de l'éthique du *care* a été formulée par Carol Gilligan en 1982 dans *In a Different Voice*. Fabienne Brugères (2011 : 7) résume ainsi le lien entre (inter)dépendance et éthique du *care* :

La théorie du care est d'abord élaborée comme une éthique relationnelle structurée par l'attention aux autres. Aucun être humain ne peut se suffire à lui-même ; fondamentalement vulnérables et interdépendants, les individus ont souvent recours à un moment ou un autre de leur vie à des relations de protection, d'aide au développement, de traitement de la dépendance pourtant ignorées, euphémisées, ou méprisées.

Dans cette perspective, la dépendance est une condition humaine normale, qu'il faut valoriser et intégrer de manière effective à l'organisation de la société, notamment en promouvant un système de protection sociale adapté⁵³. Dans leur plate-forme de revendications, les militant-e-s de *Who Benefits?* réclament ainsi qu'une plus grande attention politique soit portée aux causes structurelles de précarité : "[Politicians] should do more to focus on the real reasons that people are struggling, like low wages, the high cost of living and the housing crisis."⁵⁴ Cette revendication politique

⁵² « Il ne fait aucun doute que la "dépendance" ne définit pas la mère célibataire qui fait tout toute seule : élever les enfants, tenir la maison, et faire rentrer de l'argent (d'une manière ou d'une autre). Quand le travail de soin sera valorisé et payé, quand la dépendance ne sera plus un gros mot, et que l'interdépendance sera la norme, alors, et seulement à ce moment-là, nous ferons reculer la pauvreté. » (Gowens 1991 : 90-91, citée dans Fraser & Gordon 1994 : 333).

⁵³ Pour une discussion détaillée de la façon dont l'éthique du *care* peut et doit informer les politiques publiques en termes de protection sociale, on peut se reporter à l'article de Fraser, "After the family wage" (1994), qui fournit une réflexion approfondie tant des enjeux politiques que des questions philosophiques et épistémologiques à ce sujet.

⁵⁴ « Les politicien-ne-s devraient se concentrer davantage sur les vraies raisons pour lesquelles les gens sont en difficulté, comme les bas salaires, le coût de la vie trop élevé et la crise du logement. » Site officiel de la campagne : <http://www.whobenefits.org.uk/page/content/the-campaign> (Consulté le 23 juin 2014).

correspond à la vision du monde mise en avant dans les discours des militant-e-s de la campagne, qui attribuent la dépendance à des causes structurelles et en font une condition universelle.

L'analyse du WRA et des discours antagonistes qui l'accompagnent a donc montré que les programmes politiques des acteurs et actrices et leur définition de ce qui constitue le besoin social d'assistance entretiennent un rapport dialectique, puisque les deux éléments s'informent mutuellement : une mesure politique reflète une vision du monde, et à une vision du monde correspond certaines mesures politiques. Les discours de justification et de revendication politiques sont le lieu où l'on peut observer ce rapport entre programme politique et vision de ce qui constitue un besoin social légitime. Ainsi, en analysant les discours qui entourent le WRA, on s'aperçoit que les mesures politiques que promeuvent les acteurs et actrices reflètent et renforcent l'affrontement entre leurs visions de la société. Le gouvernement Cameron promeut ainsi des mesures politiques d'activation, qui s'articulent au fait que les difficultés traversées par les individus sont attribuées à des causes individuelles, considérées comme des déviations par rapport à un idéal d'autosuffisance. Les militant-e-s de la campagne *Who Benefits?* promeuvent quant à elles et eux des mesures politiques qui prennent en compte les causes structurelles du chômage, car ils et elles perçoivent le fait d'avoir besoin de soutien, économique, physique ou mental comme faisant partie de l'expérience humaine. Les discours des acteurs et actrices, qui sont pour elles et eux un moyen de justifier et de légitimer leurs mesures et revendications politiques, sont informés par leur vision de la société, et contribuent à la diffuser, en faisant référence, du côté du gouvernement, à la dépendance en termes négatifs, et du côté de la campagne *Who Benefits?* à une forme d'interdépendance positive.

Après avoir étudié la lutte pour l'interprétation des besoins telle qu'elle s'exprime et se construit dans les discours des acteurs et actrices, il s'agit maintenant d'explorer comment la lutte pour l'interprétation des besoins peut se jouer sur le terrain, dans une lutte sociale, et étudier les effets subjectifs que celle-ci peut avoir sur les individus impliqués dans une telle lutte.

3. La campagne *Save Lifeworks* : la lutte contre la fermeture d'un centre de soin

Dans cette troisième partie, on se propose d'étudier le cas de la lutte contre la fermeture d'un centre de soin de santé mentale (*Lifeworks*), qui s'est déroulée à Cambridge entre le mois de mars et le mois de juillet 2014. Cette étude vise à apporter une nouvelle perspective sur la question de la lutte pour la définition du rôle de l'État-providence britannique : cette lutte sociale s'inscrit toujours dans ce cadre, puisque les personnes qui luttent contre la fermeture de *Lifeworks*, par leurs discours comme par leurs actes, promeuvent une organisation et une définition du système de soin qui est différente de celle du gouvernement. En revanche, l'étude qui en est faite ici diffère de l'étude des discours antagonistes autour du WRA : le but est ici d'étudier les modalités de la lutte sociale et ses effets sur les personnes qu'elle implique, et de voir comment cette lutte s'articule avec le programme politique gouvernemental.

3. 1. Contexte politique de la campagne

En 2012 a été promulgué le *Health and Social Care Act*, qui donne la possibilité à des entreprises et organismes privés de vendre leurs services ou leur matériel à l'État dans le cadre du *National Health Service*. Cette politique de privatisation n'est pas nouvelle, puisqu'elle prolonge le *NHS and Community Care Act* mis en place par les conservateurs en 1990, qui faisait du NHS un marché en introduisant une distinction entre fournisseurs et acheteurs de services et de matériel (*purchaser-provider split*⁵⁵). Cela revenait déjà à créer la possibilité pour l'État de recourir aux services de fournisseurs privés dans le cadre du NHS.

⁵⁵ The History of NHS reform : <http://nhstimeline.nuffieldtrust.org.uk/1990s.html> (Consulté le 06 juin 2014).

Dans les discours d'Andrew Lansley, Ministre de la santé (*Secretary of State for Health*, 2010-2012), responsable de la réforme de 2012, ce n'est pas la poursuite de cette politique de privatisation qui est mise en avant. Tout comme pour le *Welfare Reform Act*, les motifs mis en avant sont un gain du système en efficacité et en équité. Par exemple, dans son discours à la conférence du parti conservateur, le 04 octobre 2011, il présente le projet de loi en ces termes : “And [the Health Bill] will also improve quality, reduce health inequalities, empower patients and staff, improve local accountability and strengthen public health services.”⁵⁶

On l'a dit, l'opposition à cette loi est multiforme et multiscalaire. Synthétisant les motifs qui la catalysent, Davies (2013 : 566) écrit :

Critics argue that competition is incompatible with the core values of public services like the NHS, such as fairness and equal access. Instead of improving services for all NHS patients, they claim, competition is likely to create "winners" and "losers". Providers will compete to offer "profitable" services, drawing NHS resources away from services that are "unprofitable" but essential, such as care for those with complex needs.⁵⁷

L'idée que les patient-e-s ayant des « besoins complexes » seraient parmi les premières victimes du NHS post-réforme fait singulièrement écho à la situation des patient-e-s de *Lifeworks*, dont le nom complet est en effet *Cambridge Complex Cases Service*. *Lifeworks* est un centre de soin pour personnes souffrant de troubles mentaux graves, et notamment pour personnes à tendances suicidaires, qui a ouvert en 2002. La particularité de ce centre, qui est installé dans une maison du quartier de la gare de Cambridge (*Tenison Road*) est qu'au départ, il permettait aux personnes de venir sans rendez-vous (*drop-in center*), plusieurs heures par jour, 5 jours par semaine et sans avoir été adressées par un médecin (*without referral*), quand celles-ci étaient en période de crise et qu'elles avaient besoin d'aide. Dans un second temps, les horaires d'ouverture ont été réduits à 2

⁵⁶ « Et [ce projet de loi] va aussi améliorer la qualité du service, réduire les inégalités sanitaires, redonner du pouvoir aux patients et au personnel, améliorer la transparence à l'échelle locale et renforcer le service public de santé. » (Lansley, 2011).

⁵⁷ « Ceux qui critiquent [cette loi] affirment que la logique de compétition [qu'elle promeut] est incompatible avec les valeurs fondamentales des services publics comme le NHS, parmi lesquelles la justice et l'égalité d'accès aux soins. D'après eux, au lieu d'améliorer les services pour tous les patients du NHS, la compétition va probablement créer des "gagnants" et des "perdants". Les fournisseurs seront en compétition pour offrir des services "rentables", ce qui privera de moyens les services du NHS qui ne sont pas "rentables" mais essentiels, comme les soins aux personnes ayant des besoins complexes. » (Davies 2013 : 566).

jours et demi. Le centre offre aussi des services de psychothérapie et des activités de groupes, à visée sociale, et offre du soutien aux familles, ami-e-s et proches des malades, ainsi que des informations et des conseils (Luke, *Cambridge News*, 06 mars 2014). En ce sens, cet endroit a pour but de maintenir au sein d'une communauté les personnes qui sont dans une situation de grande souffrance psychique.

La fermeture imminente de *Lifeworks* a été annoncée début mars 2014 à ses patient-e-s, qui ont été renvoyé-e-s vers leur médecin généraliste. Cette annonce a été faite sans consultation préalable des patient-e-s, qui se sont organisé-e-s, notamment via une page *Facebook* dédiée à la campagne⁵⁸, et ont lancé une pétition⁵⁹. Suite à l'occupation du bâtiment le 04 mars 2014 par un groupe de patient-e-s, la commission d'observation des services de santé du Cambridgeshire (*Cambridgeshire Adults Wellbeing and Health Scrutiny Committee*, présidée par Kilian Bourke), a déclaré le 21 mars que l'annonce de la fermeture en l'absence de consultation du public n'était pas conforme au *Health and Social Care Act* (HSCA) et a alors lancé une consultation (Sweeney, 11 avril 2014). Le fait que les patient-e-s se relaient dans l'occupation et le fait que tou-te-s ne soient pas impliqué-e-s au même degré font qu'il est difficile de déterminer avec précision combien de personnes sont impliquées dans l'occupation ; on estime leur nombre à une trentaine de personnes. Les patient-e-s occupant *Lifeworks* ont annoncé d'emblée qu'ils et elles ne quitteraient les lieux que lorsqu'ils et elles auraient obtenu que *Lifeworks* reste ouvert en l'état – Ann Robinson, membre très active de l'occupation, explique dans une interview qu'idéalement, elle souhaiterait un retour à la situation où le centre était ouvert 5 jours par semaine, mais ce n'est pas ce qu'ils et elles revendiquent. Au bout de quatre mois d'occupation, le 26 juin 2014, les patient-e-s ont finalement obtenu satisfaction de leurs revendications, et ont accepté l'accord suivant avec le *Cambridge and Peterborough Foundation Trust* (CPFT) (Havergal, *Cambridge News*, 28 juin 2014) :

The main points of the proposals are: *Lifeworks* will continue for a period of five years; the group will continue to meet twice a week at a new venue which is still to be

⁵⁸ Page Facebook de la campagne *Save Lifeworks* : <https://www.facebook.com/SaveCCS?fref=ts> (Consulté le 02 juillet 2014).

⁵⁹ Lien vers la version numérique de la pétition "Save Cambridge's Complex Cases Service" <http://epetitions.direct.gov.uk/petitions/61183> (Consulté le 25 juin 2014).

determined while refurbishment work is carried out at Tenison Road; CPFT, service users and other interested groups will develop a business plan and proposals for future funding which will be taken to commissioners; the remaining service-users will end their occupation of Tenison Road, Cambridge, no later than July 7.⁶⁰

La question du rapport entre le projet de fermeture de *Lifeworks* et la situation nationale est thématifiée par les différent-e-s acteurs et actrices qui se sont exprimé-e-s à son sujet dans les médias, et s'articule avec les raisons qui ont été mises en avant pour justifier le projet de fermeture ; on note une variation parmi les explications en fonction des différentes personnes interrogées. Si l'on ne peut affirmer avec certitude que le projet de fermeture de *Lifeworks* est une conséquence directe du HSCA, ce contexte de réforme est bien lié au projet de fermeture, ce lien étant explicitement thématifié par une des actrices citées ci-dessous.

Pour justifier le projet de fermeture de *Lifeworks*, du côté du CPFT, l'organisme qui gère le centre, on a mis en avant les pressions budgétaires, et notamment les pressions qui pèsent en particulier sur les services de soin de santé mentale (Luke, *Cambridge News*, 05 avril 2014) :

A spokeswoman for CPFT told the [*Cambridge*] *News* the organisation was redesign [sic] some of its community services. She added: "We are doing this in order to balance the *challenging financial constraints* we, and many other mental health trusts, face, while also ensuring we maintain the highest quality of patient care."⁶¹

Cette porte-parole affirme ainsi que la situation de Cambridge n'est pas unique, et que les restrictions budgétaires sont à envisager à une échelle plus large. Sweeney, militant syndical, (11 avril 2014) confirme sur le blog du Parti Communiste l'affirmation de cette porte-parole, selon laquelle les services de santé mentale subissent de fortes restrictions budgétaires. Dans le cas du CPFT, il avance le chiffre d'une réduction de budget de 6.4 millions de Livres pour l'année 2014. Il replace également le cas du CCCS dans le contexte des services de santé mentale du

⁶⁰ « Les principaux éléments de la proposition d'accord sont les suivants : *Lifeworks* continue pour une période de 5 ans, le groupe continue à se rencontrer deux fois par semaine dans un nouvel endroit qui reste à déterminer tandis que des travaux de rénovation seront réalisés dans les locaux de Tenison Road ; le CPFT, des patient-e-s et les autres groupes impliqués établissent un plan économique et émettent des propositions pour un financement futur qui sera présenté à l'administration ; les patient-e-s encore sur place cessent leur occupation à Tenison Road avant le 7 juillet. » (Havergal, *Cambridge News*, 28 juin 2014).

⁶¹ « Une porte-parole du CPFT a confié au journal que l'organisation entreprenait une refonte des certains de ses services ancrés dans la communauté. Elle a ajouté : "Nous faisons ceci dans le but d'accommoder les contraintes financières importantes auxquelles nous faisons face au même titre que d'autres organismes spécialisés dans la santé mentale, tout en nous assurant que nous continuons à garantir la meilleure qualité de soin pour les patient-e-s." » (Luke, *Cambridge News*, 05 avril 2014).

Cambridgeshire, et souligne le nombre très important de fermetures de services et de centres de soin au cours des dernières années, dans la continuité desquelles s'inscrit l'annonce de la fermeture de *Lifeworks*.

Luciana Berger, quant à elle, députée travailliste, ministre fantôme de la Santé (*Shadow Health Minister*, 2013-présent), analyse le manque de concertation dans l'annonce de la fermeture de *Lifeworks* comme une conséquence directe de la réforme HSCA (Interview dans l'émission *Cambridge 105 Drive*, 05 mai 2014) :

Liz Pearl: Would you say that the closure of *Lifeworks* is a direct consequence of the *Health and Social Care Bill*?

Luciana Berger: I've met the very passionate campaigners here at *Lifeworks* today [...] it's clear from their concerns that they've raised that many challenges that have been created as a result of the HSCB, it means that service users here are not able to adequately present their concerns and have them adequately responded to, and that clearly as a result of the reorganisation of the HSCB.⁶²

Adam Luke, le journaliste du journal local *Cambridge News* qui a couvert toute l'occupation, présente la fermeture annoncée de *Lifeworks* comme étant le résultat d'une combinaison de facteurs (05 avril 2014) :

The open clinic, offering group sessions and support, is part of CPFT's Complex Cases Service for people with personality disorders, which is being changed to a more evidence-based model due to budget constraints and new NICE guidelines.

Selon lui, aux contraintes budgétaires s'ajoute l'obligation pour les services médicaux de se conformer aux directives NICE (*National Institute for Health and Care Excellence*), l'institut public qui établit la liste des traitements et thérapies prises en charge dans le cadre du NHS en fonction d'une logique de rentabilité (*cost-effectiveness*).

Enfin, lorsqu'elles sont interviewées dans la presse à ce sujet, les patient-e-s qui occupent le bâtiment mettent en avant le fait que le projet de fermeture est caractéristique d'une restructuration qui se fait pour des logiques économiques, et au mépris de l'intérêt des patient-e-s (Luke,

⁶² « Liz Pearl : Diriez-vous que la fermeture de *Lifeworks* est une conséquence directe de la HSCB ?

Luciana Berger : J'ai rencontré les personnes mobilisées à *Lifeworks* aujourd'hui, [...] elles sont très passionnées. Il est clair, quand on entend leurs inquiétudes, que beaucoup des problèmes qui ont été créés sont des conséquences de la HSCB, en ce que les usagers et les usagères du service n'ont pas pu présenter leurs inquiétudes de manière satisfaisante, que celles-ci n'ont pas été prises en charge de manière satisfaisante, et que ceci est une conséquence de la réorganisation induite par la HSCB. » (Interview sur *Cambridge 105 Drive*, 05 mai 2014).

Cambridge News, 06 mars 2014) :

Service user Ann Robinson, of Cambridge, said: "We understand that money rules all but what we don't understand is all these people at the top who make the cuts have no idea about these illnesses. It is the people at the bottom of the line who suffer."⁶³

Lors de l'entretien de groupe réalisé avec elles, les patientes de *Lifeworks* sont revenues sur les raisons qui président selon elles au projet de fermeture de *Lifeworks*, et ont quelque peu nuancé cette affirmation⁶⁴.

3. 2. Entretien avec des patientes : entendre la parole d'un groupe

3. 2. 1. Méthode de l'entretien et de son analyse

L'entretien de groupe avec 3 patientes de *Lifeworks* impliquées dans l'occupation du centre contre sa fermeture a été réalisé le 15 mai 2014 à Cambridge, autour d'une table occupée par 3 ordinateurs, située dans la pièce principale du bâtiment de *Lifeworks*, à Tenison Road. À ce moment-là, l'occupation en était à sa 10^{ème} semaine.

Le projet de départ de ce travail de terrain était de réaliser plusieurs entretiens individuels semi-directifs avec des patient-e-s occupant *Lifeworks*. Il s'agissait d'interroger ces personnes sur les raisons qui les avaient poussées à s'engager dans la lutte contre la fermeture du centre, et de replacer cet engagement dans l'ensemble de leur trajectoire et de leur passé militant. Il s'agissait aussi de les interroger, sur le plan personnel, sur le rapport qu'elles établissaient entre cette lutte et leur expérience de la maladie mentale. Il semblait également pertinent de les interroger sur leur perception du collectif de lutte qu'elles formaient. Enfin, la question du sens et de la portée attribués à cette lutte locale dans un contexte de réformes nationales faisait partie des questions préparées. En

⁶³ « Ann Robinson, usagère du service, qui vit à Cambridge, a déclaré : "Nous comprenons que l'argent fait la loi mais ce que nous ne comprenons pas c'est que ce soit toutes ces personnes haut placées qui décident des coupes budgétaires alors qu'elles n'ont aucune idée de la réalité de ces maladies. Ce sont les personnes qui sont tout en bas de l'échelle qui en souffrent." » (Luke, *Cambridge News*, 06 mars 2014).

⁶⁴ Voir section : 3. 3. 2. 1. Positionnement par rapport à la politique institutionnelle.

somme, il s'agissait de comprendre le rapport de ces personnes, à la fois individuellement et collectivement, aux différentes dimensions de la campagne *Save Lifeworks*. Mais au moment du rendez-vous que nous avons fixé, les 3 personnes présentes ont exprimé le souhait de réaliser un entretien collectif en lieu et place des entretiens individuels. Ce revirement a modifié les objectifs de la recherche ; plus que l'identification de trajectoires et des effets de cette lutte sur les individus, la question de l'élaboration d'un discours et d'une identité collective s'est retrouvée au cœur des enjeux. En particulier, cela a rendu plus saillants les rapports entre les personnes engagées dans la lutte, et a posé la question du fonctionnement et de la définition du groupe qu'elles forment, à la fois en tant que groupe de patientes et en tant que collectif de lutte.

Cet entretien de groupe a été abordé selon un modèle semi-directif (Combessie 1996 : 24) et dans une perspective à la fois interactionnelle et constructiviste, telle que les enjeux en sont résumés par Tschannen (2010 : paragraphes 3 & 4) :

[E]n se limitant au niveau interactionnel, on postule implicitement que le « moment » de l'entretien collectif, considéré comme une tranche temporelle de la vie sociale, instaure une coupure si radicale avec le contexte social plus large que les participants renoncent, pour le temps de l'entretien, à s'appuyer sur des ressources extérieures à la situation — postulat pour le moins suspect. On proposera au contraire de considérer l'entretien collectif, en tant que moment de la vie sociale délimité par un début et une fin, comme possédant certaines des propriétés à la fois de la performance [...] et du « générateur de biographie » [...].

Au fond, cela revient à dire que l'entretien est à considérer autant pour lui-même que pour les rapports sociaux et les relations interpersonnelles qu'il révèle et reproduit. Dans l'analyse de l'entretien, on identifiera donc, avec Tschannen, différents niveaux d'analyse (Ibid. : 10 & 14) : sur le plan interactionnel, on distinguera la dynamique du groupe (les relations entre les 3 enquêtées) et la dynamique de la recherche (les relations entre elles et la chercheuse). Sur le plan du contexte social, on distinguera la façon dont les rapports sociaux informent les interactions (ce que Tschannen nomme « le système des inégalités sociales comme système de formation d'attitudes et de valeurs partagées au sein de sous-groupes à l'intérieur de ce système ») et la dimension de l'identité individuelle des enquêtées (produit de contraintes sociales et de négociations individuelles et collectives).

La consultation du manuel de Duschene & Haegel (2004) a débouché sur l'utilisation d'un logiciel d'assistance à l'exploitation qualitative des données, *Dedoose*, au moyen duquel on a pu établir un codage de la transcription pour identifier les thèmes récurrents et réaliser un comptage des interventions.

Enfin, on considère avec Combessie que la spécificité d'un entretien de groupe réside dans la tension entre des prises de position individuelles et la tentative de déboucher sur une vérité collective (1996 : 31) :

La conduite d'un entretien de groupe est complexe, son déroulement manifeste une dynamique évolutive faite de censures, tout particulièrement en début d'entretien, de confrontations, de prises de position négociées, péremptoires parfois, tâtonnantes plus souvent. À travers bien des hésitations, cette dynamique tente de déboucher sur la production d'une « vérité » commune ajustée à la composition du groupe et à la conjoncture.

C'est en ayant à l'esprit ces différents niveaux d'analyse et cette tension entre prises de position individuelles et élaboration d'une parole collective que l'on entend présenter les résultats de cet entretien. On analysera dans un premier temps la répartition de la prise de parole entre les enquêtées, et ce que cette répartition quantitative révèle de la dynamique de groupe et de la dynamique de la recherche. Puis l'on passera à une approche qualitative de l'entretien, en se concentrant sur deux aspects constitutifs de cette lutte : la question des rapports de soin et la question de la politique.

3. 2. 2. Les enquêtées et leur prise de parole

Le groupe rencontré était composé de trois femmes qui se connaissaient avant l'entretien, et qui sont trois participantes de la campagne, à des degrés divers : Jane et Alex dorment sur place et sont fortement présentes dans les médias, tandis que Sandy passe régulièrement sur les lieux de l'occupation, mais sans y vivre de manière permanente.

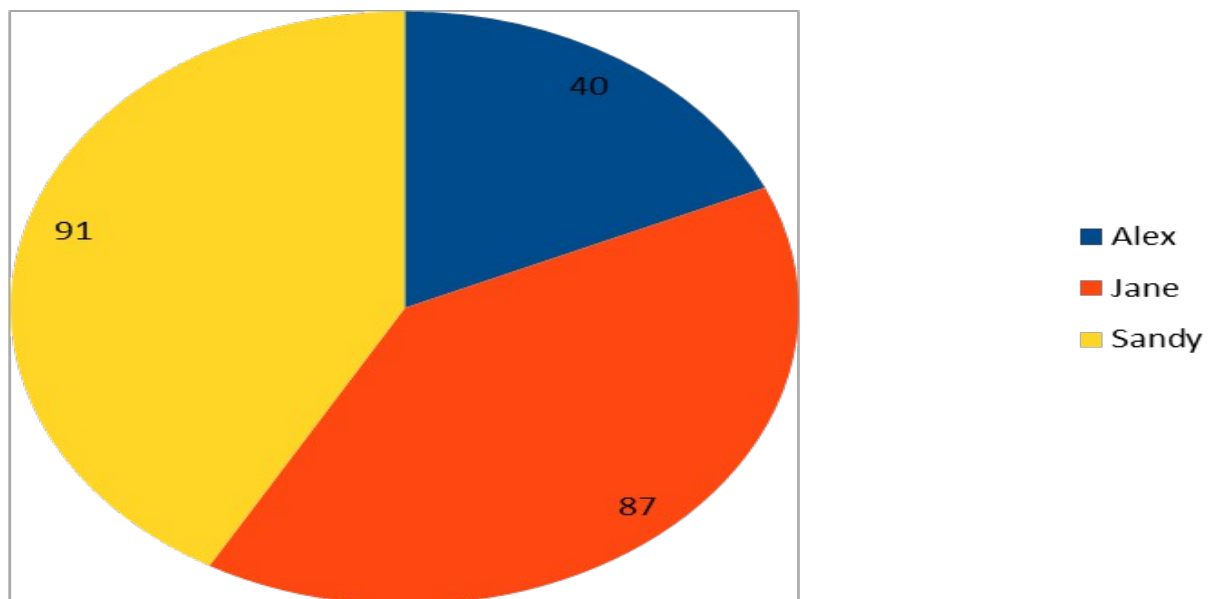
Sandy (42 ans), Alex (36 ans) et Jane⁶⁵ sont toutes des patientes de *Lifeworks*, qui souffrent

⁶⁵ Interrogée sur son âge, Jane, qui semble être la plus âgée des trois femmes présentes, a répondu « 21 ans » sur un ton humoristique, car il était clair pour toutes les personnes présentes ce n'était pas son âge véritable. Elle n'a pas

de différentes maladies mentales. Considérant que ce n'était pas là l'objet de ce travail de recherche, la question de la caractérisation exacte de leur état de santé a été laissée en-dehors de la discussion, bien que les enquêtées abordent facilement, notamment lors de discussions informelles, le type de troubles dont elles souffrent. Elles sont toutes trois en incapacité de travail ; Sandy, qui revient plusieurs fois sur le rapport des malades au travail, insiste sur le fait qu'elle a travaillé toute sa vie, mais qu'elle en est actuellement incapable. Les prénoms utilisés ici sont des pseudonymes, les trois enquêtées ayant manifesté le désir que leur anonymat soit conservé, bien qu'en d'autres lieux, notamment dans la presse, elles dévoilent leur état civil et témoignent de manière nominative.

L'entretien, d'une durée de 25 minutes, met en évidence une répartition de la parole fortement inégale entre les trois enquêtées :

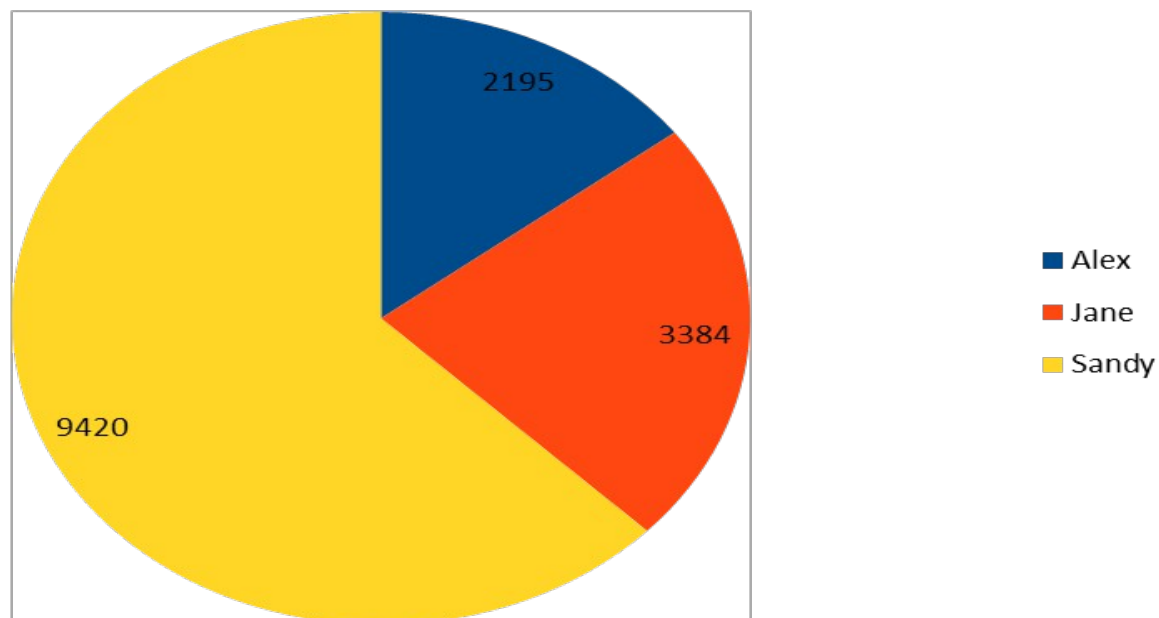
Nombre d'interventions par enquêtée



Un comptage en nombre d'interventions fait apparaître un fort écart entre Alex d'une part et Jane et Sandy d'autre part, puisque celles-ci ont plus du double du nombre d'interventions d'Alex. Si l'on affine ce comptage en dénombrant le nombre de caractères totalisé par chacune d'elles dans la retranscription de l'entretien, on obtient la répartition suivante :

souhaité donner d'autre réponse que celle-ci.

Longueur totale des interventions par enquêtée



Ainsi, en additionnant le nombre de caractères total des interventions de chacune des enquêtées, on constate que si Jane intervient presque aussi souvent que Sandy, cette dernière parle deux à trois fois plus longtemps que les autres. Cette répartition se reflète également dans le nombre d'interruptions que l'on peut attribuer à chacune d'entre elles : 6 pour Sandy, 0 pour Jane, et 2 pour Alex. Et sur les deux interruptions qui sont le fait d'Alex, l'une d'entre elles, dont elle s'excuse, consiste à interrompre Sandy dans une digression pour revenir à la question initialement posée :

Researcher: I've read in one of the support article, I think it was in the *Solidarity* article that what you're doing here has a national dimension [...] How do you feel about that, do you feel that you're part of something...

Sandy: It's shocking, it's shocking...

Alex: I think, [*looking at Sandy*] sorry, yeah I think we're part of something big.

Ainsi, Alex revient ici à la question initialement posée, qui portait sur le caractère représentatif de la campagne *Save Lifeworks* : selon elle, cette occupation s'inscrit bien dans un cadre plus général de lutte contre les politiques d'austérité et de restructuration des soins. En termes de dynamique de la recherche, la répartition des prises de parole est donc corrélée avec le fait qu'Alex, qui est celle qui parle le moins souvent et le moins longtemps, est également celle qui, par

ses interventions, manifeste le souhait que l'entretien remplisse les objectifs de la recherche, endossant ainsi un rôle de supervision de l'entretien. À 4 reprises (dont l'exemple cité ici), elle intervient en effectuant un travail de relance, ou de clarification des interventions de la chercheuse. Alex joue un rôle important dans l'aboutissement à une « "vérité" commune » (Combessie 1996 : 31) sur laquelle on reviendra dans la dernière section de ce travail.

On peut désormais aborder l'analyse du contenu proprement dit de l'entretien, en ayant à l'esprit la répartition des tâches discursives décrite ici.

3. 3. De la lutte pour l'interprétation des besoins à la subjectivation politique

3. 3. 1. Relations de lutte et relations de soin

La spécificité de cette lutte sociale est qu'il s'agit de l'occupation d'un centre de soin menée par des patient-e-s, et non par des membres du personnel. L'occupation de centres de soin est une pratique qui fait partie du répertoire militant britannique (*repertoire of contention*, Tilly 2003 : 45). Dans l'histoire des luttes contre les fermetures d'hôpitaux, cette forme d'action a déjà été utilisée, notamment dans les années 1980 en réaction aux fermetures d'hôpitaux des années Thatcher⁶⁶, et fait l'objet d'une thématization militante⁶⁷. Ces occupations d'hôpitaux sont d'ordinaire le fait du personnel de l'hôpital et constituent des luttes de travailleurs et travailleuses proches de la grève : les soignant-e-s décident d'occuper les lieux, et dans ce but continuent à y soigner les patient-e-s déjà sur place. Le maintien des patient-e-s à l'intérieur de l'hôpital assure une forme de pérennité à l'occupation, car les risques sanitaires que poserait une évacuation pèsent dans le rapport de force. Or, ici, dans le cas de l'occupation de *Lifeworks*, ce sont bien les patient-e-s qui ont lancé

⁶⁶ Pour des exemples de récits de ces occupations, on peut se reporter au site de ressources militantes *LibCom*, avec par exemple un article sur l'occupation en 1984-1985 d'un hôpital pour femmes au Sud de Londres <http://libcom.org/library/south-london-women%E2%80%99s-hospital-occupation-1984-85> ou l'occupation et la grève à l'hôpital St Mary's également à Londres, en 1981 <http://cohse-union.blogspot.fr/2013/06/st-marys-hospital-harrow-road-work-in.html> (Consultés le 24 juin 2014).

⁶⁷ On pense à la brochure "Occupy and Win" qui date de 1984, publiée sur *LibCom* le 08 novembre 2006 : <http://libcom.org/library/occupy-win-manual-fighting-hospital-closures> (Consulté le 24 juin 2014).

l'occupation. Sandy attribue à Jane la responsabilité et le mérite d'avoir initié l'occupation :

Sandy: All I just wanted to do is, mainly you know, Jane, Jane does more outreach than anybody. She was gonna sleep outside in a sleeping-bag. Chain herself to the railing for Goodness something like that!

Interrogées sur le soutien qu'elles ont reçu en faveur de l'occupation, les trois enquêtées ébauchent une liste des acteurs et actrices et des groupes impliqué-e-s. La liste des acteurs et actrices de cette lutte telle qu'elle émerge du discours de ces trois femmes est symptomatique de la spécificité de cette lutte. Elles mentionnent en premier la population générale, qu'elles désignent comme "general public" et les "outsiders", dont Sandy qualifie le soutien de « fantastique » (*fantastical*) et les personnes ayant été soignées à *Lifeworks* ou dont un-e proche l'a été (Sandy : "people who have been in the service or people who had somebody in the service".) Elles mentionnent également les syndicats et notamment les syndicats d'enseignant-e-s, dont certain-e-s membres apportent un soutien logistique et matériel à la lutte, en imprimant des tracts et s'occupant de démarches administratives pour les événements publics. Dans un article très complet (et salué par les occupant-e-s) sur l'occupation, Sarah Graham (*Feminist Times* 15 mai 2014) note que sur un mur de la salle commune est affichée la liste des personnes qui peuvent entrer dans le bâtiment et de celles qui en sont bannies :

The sofas, painted murals on the wall, and the abundance of teas, coffees and biscuits on offer almost belie the serious nature of what's going on here; it's the sign on the wall listing who can be trusted to enter and – most crucially – who cannot, that give [sic] away the building's occupied status.⁶⁸

Elle note ainsi le contraste entre l'atmosphère détendue de la pièce et cette liste très pragmatique qui rappelle qu'il s'agit d'une lutte sociale structurée entre les soutiens, les opposant-e-s, et les « neutres » (parmi lesquel-le-s figure la commission d'observation des services de santé du Cambridgeshire présidée par Kilian Bourke).

La question du positionnement du personnel de *Lifeworks* (désigné par "*staff*", qui semble

⁶⁸ « Les canapés, les fresques peintes au mur, et la quantité de thé, de café et de biscuits à disposition démentent le caractère très sérieux de ce qui se passe ici ; c'est l'affiche au mur, qui comporte la liste d'une part des personnes de confiance qui peuvent entrer, et d'autre part – bien plus importante – la liste de celles qui ne peuvent pas entrer, qui rappelle le fait que le bâtiment est occupé. » (Sarah Graham, *Feminist Times*, 15 mai 2014).

recouvrir à la fois le personnel médical et le personnel administratif du CPFT), suscite un débat entre les enquêtées :

Jane: They're only just now starting to show support.

Sandy: I gotcha.

Jane: And that's only because they have to tick boxes and prove that they have interacted with us.

Researcher: You think that's the only reason?

Jane and Sandy: Yeah. *[pause]*

Jane: Alex?

Researcher to Alex: You said "yes" when I asked about support...

Alex: Yeah now they're starting to support us... *[pause]* I disagree, I think it's not a tick-box exercise. I think some of them actually care⁶⁹. Not all of them, not all of them, but I think some of them do.

Jane et Sandy considèrent ainsi que l'intérêt tardif montré par le personnel n'est pas sincère, qu'il correspond à une tâche administrative de routine (*to tick boxes*). Lors d'une discussion informelle, Jane a affirmé que les visites du personnel sur les lieux de l'occupation ne servent selon elle qu'une fonction de contrôle, et non de soin, car il s'agit principalement de vérifier l'état des locaux. Elle a ajouté que les membres du personnel n'attendent qu'un prétexte sanitaire pour les expulser. Alex, en revanche, attribue à certain-e-s membres du personnel une démarche moins intéressée. On peut noter ici sur le plan de la dynamique de groupe que Jane fournit un effort pour inclure Alex dans la conversation, et lui permettre d'exprimer une opinion qu'elle sait différente ; cette répartition du travail de la conversation (Fishman 1978) affleure à plusieurs reprises dans l'entretien lorsque Jane s'assure qu'Alex puisse s'exprimer.

Selon Alex, le personnel s'intéresse véritablement à leur sort. La notion de "care" qu'elle mobilise ici est importante, car l'enjeu de la lutte est bien les soins médicaux que peuvent recevoir les patient-e-s. Le mot qu'elle emploie renvoie donc à l'expression « s'intéresser à quelque chose » (*to care about something*)⁷⁰, mais a également les connotations du terme "care" dans le contexte médical⁷¹. Cela pose finalement la question de la possibilité du maintien d'un rapport de soin dans

⁶⁹ On souligne.

⁷⁰ Sens 2. b. du verbe "to care" dans l'*Oxford English Dictionary* : "To feel concern (great or little), be concerned, trouble oneself, feel interest."

⁷¹ Sens donné dans la section "*draft additions March 2001*" pour le nom "care" dans l'OED : "The attention and treatment given to a patient by a doctor or other health worker."

un contexte où les patient-e-s sont engagé-e-s dans une lutte contre l'institution responsable de l'organisation des soins, le CPFT, et qui est donc aussi l'employeur des soignant-e-s. Pour Sandy, ce qui pose problème, c'est au fond la trahison dont les patient-e-s ont été victimes de la part du personnel, qui ne leur a pas transmis des informations dont ils et elles disposaient probablement :

Sandy: No, the thing is, I know they've got bills to pay, and mortgages to pay and children to see to. I respect that and this is why I would not, I try, you know, 'cause I'm [*inaudible word*], to push for an answer kind of thing, but knowing deep down they couldn't really give me what I wanted to know. But don't insult me by giving me nothing.

Sandy reconnaît ici que le personnel est lui-même pris dans des rapports professionnels et des rapports sociaux. Ce qu'elle ne supporte pas, c'est qu'on ne lui ait caché des informations, et cela remet en cause le fait de pouvoir avoir une relation thérapeutique satisfaisante. Pour elle, il n'est plus possible d'avoir un rapport de soin avec une membre du personnel qui lui a menti par omission en lui cachant le projet de fermeture de *Lifeworks* – sa réponse à la question qui porte sur ce point est sans équivoque :

Researcher: Can you still have a therapeutic, a caring relationship with them?

Sandy: No, I can't with her now, no. You see it's something, would you?

Sarah Graham (*Feminist Times*, 15 mai 2014) souligne également que ce qui émane du discours des patient-e-s qu'elle a rencontré-e-s à *Lifeworks* est le sentiment d'une trahison :

“Open up the door and let the people in that need help, and stop using us as an excuse. You knew you were closing us down, you used all of our techniques and all of ticks against us because you know us.” Her voice wavers: “They used our mental health against us.” It’s that betrayal that smarts the most.⁷²

Ainsi, indépendamment de l'issue du conflit quant à l'organisation des soins, on voit que la lutte modifie les relations interpersonnelles et les rapports thérapeutiques, et qu'au moins une des patient-e-s exprime ses doutes quant à la possibilité du maintien de relations thérapeutiques satisfaisantes. À l'inverse de cette altération potentiellement durable des rapports de soin, l'entretien a aussi mis en évidence une autre forme de souci des autres, qui affleure dans le rapport entre les

⁷² « "Ouvrez les portes et laissez entrer les personnes qui ont besoin d'aide, et cesser de vous servir de nous comme d'une excuse. Vous saviez que vous alliez fermer *Lifeworks*, vous avez utilisé toutes nos techniques et toutes nos manies contre nous parce que vous nous connaissez bien." Sa voix faiblit : "Ils ont utilisé notre santé mentale contre nous". C'est cette trahison qui fait le plus mal. » (*Feminist Times*, 15 mai 2014).

trois enquêtées. On perçoit ainsi une claire entre-aide entre les enquêtées, même si elles sont parfois en désaccord. Cette entre-aide se manifeste à plusieurs niveaux.

Sur le plan discursif, on a montré que Jane s'assure qu'Alex puisse exprimer son opinion, même si elle ne la partage pas. Elles s'aident également à trouver des mots quand ceux-ci leur manquent :

Jane: We... whenever they book a table for somewhere to do a demonstration and you have to have permission to be there, they let us know so that we can put a table up beside them. So that we don't need permission, we can just put a table up beside them and use their, their... *[looking for the word]*

Alex: Permit.

Jane: Permit, thank you.

Le fait que Jane remercie Alex d'avoir trouvé le mot qu'elle cherchait – le « permis » de tenir une table pour faire signer leur pétition – montre qu'elle ne considère pas l'intervention d'Alex comme une interruption intempestive, et qu'il s'agit bien d'une forme de coopération lexicale.

Cette entre-aide se manifeste, au-delà du niveau discursif, dans la façon dont les trois femmes font preuve de bienveillance les unes envers les autres, notamment lorsque l'une d'entre elles semble en difficulté. De cette façon, le fait de poser la question du rapport que les enquêtées entretiennent avec la politique a, à un certain moment, mis Jane mal à l'aise, et l'a conduite à s'emporter :

Jane: In the fight, politics has... it is in it, is in it. Whether we want it to be or not. Politics is in it. And it's been hard work *[emphasis hers]*. Looking up shit, reading shit, working out shit, well no... *[almost shouting]* what we are doing now!

Sandy *[to Jane]*: Calm, calm honey.

Alex: It's okay.

Jane: Well, it's how I feel.

Alex and Sandy: Okay... *[calming her down]*

Jane: If I'm not allowed to express how I feel...

Sandy: Okay, drop...

Researcher: Yeah you are.

Jane: I feel that way about politics.

Devant l'énervement de Jane, Sandy et Alex cherchent à la rassurer, en l'appelant affectueusement "honey" et en faisant des gestes d'apaisement. Cet échange dénote une bienveillance mutuelle, et elles prodiguent une forme de *care* à mi-chemin entre les liens affectifs et

médicaux, dans la mesure où elles se connaissent bien, qu'elles savent que l'instabilité d'humeur peut faire partie des symptômes des troubles de la personnalité, et qu'elles semblent vouloir désamorcer d'emblée une situation qui met en difficulté l'une d'entre elles.

Cette bienveillance s'exprime ici dans un moment critique, où l'on sent que l'une d'entre elles pourrait s'emporter vraiment violemment. En-dehors des moments de crise, Sandy met en œuvre à 5 reprises au cours de l'entretien une autre forme de bienveillance, en ayant le souci de valoriser le travail accompli par les autres. À titre d'exemple, elle souligne qu'Alex et Jane effectuent le travail ingrat de planification et d'organisation de la lutte : "You and Alex you know, and Richard, and even Alex and, you know, have all been doing the hefty work kind of thing", ou encore : "I don't know much, I just let these get on with it, they're the brains [*laughs*]". Cette valorisation du travail militant de Jane et Alex est à comprendre à la fois en termes de dynamique de groupe et de dynamique de la recherche : la valorisation qu'effectue Sandy s'adresse autant à ses camarades qu'à la chercheuse.

Enfin, il faut aussi souligner la façon dont le fait que la lutte soit menée par des patient-e-s est perçue et prise en compte par le CPFT et les autorités sanitaires. Annette Mackin (*The Socialist Worker*, 18 mars 2014), rapporte les paroles d'une personne impliquée dans la lutte :

[They] said, "Hospital bosses think that because we're well enough to protest we don't need the service, but they couldn't be more wrong. It's brought us together as a community, but it's incredibly stressful too."⁷³

Cette personne souligne ici comment le fait que l'occupation soit menée par des patient-e-s est utilisé par les autorités sanitaires pour décrédibiliser les fondements mêmes de la lutte : si les patient-e-s sont en état de mener une lutte politique pour sauver leur service de soin, alors cela signifierait qu'ils et elles n'ont pas vraiment besoin dudit service. On voit, avec la réaction évoquée ici, que la rhétorique des autorités sanitaires est spécifiquement adaptée aux actrices et acteurs de la lutte, probablement dans le but de les déstabiliser. Au-delà de cette question de tactique politique, cette réaction suggère aussi qu'il est visiblement difficile pour les autorités sanitaires d'envisager

⁷³ « D'après cette personne: "Les chefs hospitaliers pensent que parce qu'on va assez bien pour manifester cela veut dire que nous n'avons pas besoin de ce service, mais ils se trompent complètement. Cela a rapproché notre communauté mais c'est aussi incroyablement stressant." » (Mackin, *The Socialist Worker*, 18 mars 2014).

que des personnes atteintes de troubles psychiques puissent se constituer en groupe déterminé et articulant des revendications sur ce qui constitue un bon système de soin pour elles et eux. En d'autres termes, les patient-e-s de *Lifeworks* constituent dans les faits un groupe de personnes qui se sont rencontré-e-s dans le cadre des services du NHS, et correspond donc à la définition que donne Pierson (1996 : 151) des acteurs et actrices politiques que l'État-providence a constitué comme telle-s. L'enjeu, pour les autorités sanitaires, consiste ici à ne pas reconnaître ces personnes comme un groupe à dimension politique – c'est-à-dire organisé, se reconnaissant dans une cause commune et se donnant les moyens matériels d'obtenir la satisfaction de ses revendications – et à les maintenir au rang d'individus, malades qui plus est, usagers et usagères d'un service sur lequel ils et elles n'ont pas de prise. En ce sens, au-delà de la question pragmatique des revendications portant sur l'organisation de *Lifeworks*, se joue aussi dans cette lutte la reconnaissance des patient-e-s comme sujets politiques, d'une part dans le regard des personnes à qui s'adressent les revendications (*the object of claim*, Tilly 2003 : 45), mais aussi, et peut-être surtout, dans le regard des personnes qui expriment les revendications (*the claimant*, Ibid.), c'est-à-dire les patient-e-s elles et eux-mêmes.

Ainsi, la lutte que mènent les patient-e-s de *Lifeworks* modifie les relations de soin qui se jouent avec le personnel médical, en raison de la rupture des relations de confiance. En revanche, l'entretien est aussi un moment qui met en scène des relations d'entre-aide, et révèle un fonctionnement de groupe basé sur l'estime et la bienveillance, notamment lorsqu'est abordée la question polémique du rapport entre la lutte et la politique, et de la façon dont les enquêtées perçoivent leur propre statut dans le champ politique.

3. 3. 2. Quels rapports à quelle politique ?

La question du rapport qu'entretient cette lutte avec la politique est une thématique qui a occupé une place majeure dans l'entretien. Le terme "*politics*" dans l'entretien désigne à la fois la politique en tant qu'elle est menée par les gouvernements et les institutions dirigeantes et le

caractère « politique » d'une question qui concerne l'ensemble de la société, que celle-ci fasse l'objet d'une thématization par les institutions dominantes ou non.

La discussion sur la façon dont les enquêtées envisagent leur rapport à la politique s'est subdivisée en deux questions principales : d'une part la façon dont elles négocient leur rapport à la politique institutionnelle dans l'organisation de la lutte, et d'autre part la question de comment elles se perçoivent elles-mêmes. Cette distinction recouvre la dualité sémantique du terme *politics*, puisque dans le premier cas on se situe sur le plan institutionnel et dans le second sur la question du rapport au militantisme.

3. 3. 2. 1. Positionnement par rapport à la politique institutionnelle

La question du rapport à la politique institutionnelle a été abordée sous deux angles : la façon dont les enquêtées analysent les causes qui président au projet de fermeture de *Lifeworks*, et la façon dont, à l'inverse, la politique institutionnelle peut servir leurs revendications.

Interrogées sur les raisons qui, selon elles, sont à l'origine du projet de fermeture de *Lifeworks*, les trois enquêtées nuancent et complètent l'analyse en termes de facteurs économiques structurels mis en avant dans la presse⁷⁴. Ainsi, elles mettent en avant la personnalité de la nouvelle directrice médicale du CPFT, Chess Denham :

Jane: But the hard issue we have is that even if they had the money they were gonna close us down anyway.

Sandy: Well that's what I'm saying they say "it's money", it's never, it's not the money.

Jane: It wasn't money.

Sandy: It's just: "we play with these toys, next subject please". That's what it is.

Jane: Chess Denham's new fad!

Sandy [*interjecting*]: Yeah, sociopath of the year!

Jane: ...yeah, her new fad is [*pause*]

Researcher: If it's not money what is it then?

Jane: It's her new fad.

Sandy: It's her new fad, you know.

Elles la qualifient un peu plus loin de « narcissique », et estiment que celle-ci a des idées

⁷⁴ Voir section : 3.1 Contexte politique de la campagne.

arrêtées quant au type de soin le plus adapté pour traiter les troubles de la personnalité, et que le type de soins prodigué dans le cadre de *Lifeworks* n'est pas à son goût. L'expression « sa nouvelle lubie » ("*her new fad*"), employée 4 fois en l'espace de 6 interventions, met en évidence le caractère arbitraire et contingent du projet de fermeture. Selon Jane, l'organisation des soins que promeut Chess Denham comporte beaucoup moins de thérapie individuelle (*one-to-one therapy*) qu'à *Lifeworks*.

Mais à ces analyses en termes de décisions d'économie politique, et de décisions individuelles de la directrice médicale du CPFT, les trois enquêtées ajoutent une autre dimension explicative :

Jane: I don't [*pause*] I never thought of it in a, and I still don't think of it really in a political view. It's being...

Sandy [*interrupting her*]: Right or wrong, what's right and wrong.

Jane: Yeah, I think I do, I think of it in right and wrong. Hem. I don't think of it as who is in power, who has got the money and who's spending the money...

En estimant que la question de la restructuration des services de soin relève des notions de bien et de mal, elles substituent ainsi un paradigme moral, ou éthique, au paradigme politique : il s'agit d'une question de ce qui est bien non pas dans le cadre d'une gouvernance donnée, mais de manière absolue.

Un peu plus tard dans l'entretien, Sandy revient sur cette notion de bien et de mal pour la développer. Elle prend l'exemple d'un enfant autiste pour étayer son argument et suggérer qu'il s'agit bien d'une question morale lorsqu'on détermine la façon dont de telles situations sont prises en charge :

Sandy: Politics aren't never... it's right or wrong, you know, I mean, if some child has something like autism, you know they get distressed, they need, they need, the parents need to know, they got a break and then the educator can be there for them, so that person, just 'cause he has autism, doesn't mean he can't go out in the world and take all that away. [*Inaudible*] What are they gonna do? Stick us all in one big house, back to the Victorian days and let's get on with it!

Researcher: Do you think it's gonna...

Sandy: I think it's gonna get like that! Where are they gonna stick us all?

Dans cette tirade, Sandy établit une connexion entre la situation de cet enfant autiste et la

situation des patient-e-s de *Lifeworks* : le « nous » qu'elle emploie semble renvoyer à toutes les personnes souffrant de maladies mentales. Ensuite, l'imagerie à laquelle elle recourt pour décrire les récentes restructurations du système de santé est celle de la période victorienne : la « grande maison » qu'elle décrit évoque les asiles d'aliénés (*madhouse*)⁷⁵. On constate que, tout comme dans le discours de contestation du *Welfare Reform Act*⁷⁶, l'époque victorienne apparaît comme un repoussoir, et un retour hypothétique à la situation d'alors devient l'incarnation de la régression sociale. Ce discours de dénonciation du risque de retour à une époque jugée dure et injuste peut être opposé au discours de Margaret Thatcher, qui, au contraire, revendiquait les « valeurs victorienne » comme étant les siennes et comme étant des éléments informant sa politique (Interview sur *London Weekend Television*, 16 janvier 1983). Ainsi, derrière la description que fait Sandy de la prise en charge sociale des problèmes psychiatriques se joue également l'affrontement de deux interprétations de l'histoire britannique et de l'héritage victorien.

Au-delà de la façon dont les enquêtées interprètent la réorganisation des soins et les mesures politiques gouvernementales, la question du rapport que les enquêtées entretiennent à la politique institutionnelle se joue aussi dans la façon dont elles peuvent faire usage de celle-ci. Au fur et à mesure que l'occupation a obtenu une couverture médiatique importante, celle-ci a eu des échos dans le monde politique. En particulier, Luciana Berger (ministre fantôme de la santé) a manifesté à plusieurs reprises son soutien aux patient-e-s, en leur rendant visite sur les lieux de l'occupation le 28 avril 2014 (pour un compte-rendu de la visite, voir Luke, *Cambridge News*, 30 avril 2014). Elle a également publié une tribune (Berger, *Daily Mirror*, 16 mai 2014) dans laquelle elle commence par évoquer les patient-e-s en lutte de *Lifeworks* en termes élogieux, avant d'affirmer que le cas de *Lifeworks* est représentatif de la situation nationale : "It's not just in Cambridge. In every community in England and Wales, mental health services are under threat."⁷⁷ Luciana Berger insiste donc sur le caractère systématique de la destruction des services de soin de santé mentale, car le

⁷⁵ Pour une discussion détaillée de la prise en charge de la psychiatrie au XIXème siècle, voir Foucault 1972 et, au sujet de l'Angleterre en particulier, Brown 2006.

⁷⁶ Voir section : 2. 2. 2. Rejeter le lexique de la dépendance.

⁷⁷ « Il n'y a pas qu'à Cambridge que cela arrive. Dans toutes les collectivités d'Angleterre et du Pays de Galles, les services de soin de santé mentale sont menacés. » (Berger, *Daily Mirror*, 16 mai 2014).

développement de ces services est une de ses priorités politiques. Enfin, le 24 juin 2014 une délégation des patient-e-s s'est rendue au Parlement pour la rencontrer à nouveau. L'investissement de Luciana Berger a, à son tour, renforcé la couverture médiatique de l'occupation.

Lorsque les enquêtées sont interrogées sur leur rapport à la politique (comprise par elles comme la politique institutionnelle), leur réponse manifeste deux sentiments principaux. En premier lieu, l'évocation de la politique conduit Jane à faire, sur un ton très grave, cette intervention, retranscrite ici intégralement, qui est la plus longue qu'elle ait faite de tout l'entretien :

Jane: And as much, and I'm really sorry, but because the health authority has lied through their back teeth, and every time they have something to say we find lies in it one way or the other, whenever anybody, be it *Healthwatch*, be it *Scrutiny*, I will still come home and scroll the Internet and read it for myself. Because I don't trust nobody. I will read it for myself and check it for myself and check it for us to make sure that what is being said is right. [Pause] Because [pause] authority is authority and I wanna know that whoever it is, working on our side [pause] is doing it properly [emphasis hers].

Jane exprime ici un sentiment de forte défiance vis-à-vis des autorités sanitaires et de la politique institutionnelle. Même les groupes qui, sur l'affiche distinguant les alliés des ennemis, sont classés comme « neutre » comme le comité d'évaluation de Kilian Bourke, ne sont pas, selon Jane, entièrement dignes de confiance.

Au-delà de ce sentiment, les enquêtées expriment un rapport pragmatique à la politique institutionnelle. Interrogées spécifiquement sur leurs sentiments vis-à-vis des parlementaires (l'entretien ayant eu lieu deux semaines après la visite de la députée Luciana Berger), elles répondent sur un ton qui passe de la colère à la détente :

Jane: Hey listen Okay. I learnt out very quickly, [pause] very very quickly [pause] that *Lifeworks* for [the MPs] is an issue that is...

Sandy [interrupting her]: It gives them [inaudible word] us as steppingstones that's what I say...

Jane [interrupting her]: And I have learnt that also to spin that round and use it for our benefit. So, do I like them? I don't know whether I like them but if they're gonna use us I'll fucking use them oops!

Sandy [laughing, reacting to the fact that Jane said "fucking"]: Ooops thank you, thank you...

Jane: Back.

Researcher [laughing]: Yes. [pause]

Jane: Is that fair?

Sandy: Use them as steppingstones, you're not disrespecting them, you're just doing to them what they are doing to us.

Alex: Yeah, yeah, exactly!

Sandy: When they're using us to win points, we're using them to win points. You know, tit for tat innit.

Elles sont ici unanimes : les parlementaires peuvent se révéler utiles, et elles n'expriment aucun scrupule à manifester ce rapport instrumental, ce qui est cohérent d'une part avec le sentiment de trahison exprimé à plusieurs reprises vis-à-vis du personnel du CPFT, et d'autre part avec la défiance exprimée vis-à-vis des autorités politiques et sanitaires. Cet échange est également marqué par une des seules occurrences d'un mot vulgaire de tout l'entretien, avec l'emploi par Jane du mot "*fucking*". Le fait que ce mot lui échappe montre sa détermination et, à nouveau, que cette question du rapport à la politique est une question sensible.

Les enquêtées manifestent donc, vis-à-vis de « la politique », comprise comme politique institutionnelle, un rapport complexe, où c'est finalement le pragmatisme qui domine. La même attitude affleure lorsqu'est évoquée la question du rapport au féminisme, à partir de l'article paru dans *Feminist Times*. Dans son article, Sarah Graham considère que la proportion de femmes parmi les patient-e-s de *Lifeworks* et parmi les personnes impliquées dans la lutte fait de la fermeture annoncée de *Lifeworks* une question féministe. Interrogées sur cette question, les enquêtées soulignent qu'il y a aussi des hommes impliqués dans la lutte, et que ce n'est pas une lutte féministe. C'est Jane qui répond le plus précisément sur ce point : plus que le fait qu'il s'agisse d'un journal féministe, c'est la couverture médiatique qui l'a conduite à accepter que Sarah Graham viennent réaliser une interview à *Lifeworks*. Elle résume ainsi sa philosophie : "Publicity is publicity."

Ainsi, les enquêtées montrent dans cet entretien qu'elles sont engagées physiquement et émotionnellement dans le but d'obtenir la satisfaction de leurs revendications, et que, dans ce but, elles font des choix rationnels vis-à-vis des ressources (parmi lesquelles les parlementaires et la presse) qui peuvent être mobilisées (Tilly 1978). En ce sens, elles correspondent, d'un point de vue sociologique, à la définition de militantes (*activists*). Pourtant, cette définition, d'un point de vue subjectif, n'est pas évidente.

3. 3. 2. 2. *Rapport au militantisme*

Partir du principe que les enquêtées se trouvaient dans une situation de militantisme et les interroger sur leur passé militant a ainsi révélé que le fait même de qualifier leur action de militantisme n'allait pas de soi :

Researcher: Is it the first time that you're doing... you're doing activism, if I can say that, at the moment.

Sandy and Alex: Yeah yeah!

Researcher: Is it the first time?

Sandy and Alex: Yeah, yeah..

Jane: Would you call it activism?

[*Unrelated intervention by Sandy*]

Researcher: You wouldn't call it activism, Jane?

Jane: No, I'd call it fighting for my service.

Researcher: Okay.

Jane: I wouldn't call it a...

Sandy: [*interjecting, inaudible words*]

Jane: Would you call it...?

Sandy: [*speaking at the same time; inaudible words*]

Jane [*pause*] [*to Alex*]: Would you call it activism?

Sandy: I would now.

Jane: I know we get a lot of outreach; we get a lot of people coming down and... But I mean we never thought of it that way when we started it.

Alex: No, that's not what she's saying.

Sandy: Yeah.

Alex: She's saying... now.

Sandy et Alex affirment immédiatement que c'est la première fois de leur vie qu'elles sont impliquées dans une action militante, reprenant à leur compte le terme, et n'hésitant pas à qualifier ainsi l'occupation. En revanche, Jane répond à la question sur son passé militant par une autre question : celle de savoir si l'occupation qu'elles mènent peut bien être qualifiée de militantisme. Elle préfère qualifier l'occupation en termes de lutte personnelle : si elle maintient le lexique de l'affrontement dans sa réponse ("I'd call it *fighting* for my service", on souligne), elle se positionne comme une usagère de *Lifeworks* mobilisée pour la défense de son service, mais refuse de se reconnaître comme un sujet militant.

Alex, dont on a établi qu'elle effectuait un travail de soutien et de relance du travail de

recherche, endosse ici à nouveau ce rôle, en désignant la chercheuse à la troisième personne, et en précisant le sens de la question initiale ("That's not what *she's* saying", on souligne). À partir de ce moment de l'entretien (7'15) ce rôle d'Alex va marquer les échanges. En effet, la conversation se poursuivant sur la question de la pertinence de qualifier l'occupation de militantisme, Alex tente de dépasser cette question :

Jane: I don't know, I don't know if I'd call it...

Sandy: [*inaudible words*]

Jane: I don't know, I don't know, do you?

Alex: Well what's the definition of activism?

De cette façon, Alex retourne la question : le problème n'est plus de définir l'occupation, mais de définir le militantisme lui-même. Dans le but de répondre à cette question, elle entreprend, tandis que la discussion se poursuit sur le rapport des enquêtées à la politique institutionnelle, de faire progresser efficacement la discussion en vérifiant la définition du terme sur Internet – son ordinateur est posé devant elle sur la table autour de laquelle l'entretien a lieu. Elle informe le groupe de sa démarche à 8'29 : "I'm looking it up now". Mais ce n'est qu'à 15'18 qu'elle évoque à nouveau son entreprise, en interrogeant le groupe sur l'orthographe du mot "activism". À 16'32, interrogée sur les résultats de sa recherche, elle nous informe que la connexion Internet n'étant pas de très bonne qualité, elle est encore en train d'accéder à la page. C'est finalement à 22'08 qu'elle accède enfin à la page *Wikipedia* "Activism"⁷⁸ :

Alex [*the Wikipedia page is loaded*]: I'm an activist.

Researcher: Are you?

Alex: Yes.

Jane: Are we fighting for a cause?

Sandy: Well yeah.

Jane: Is that what it is?

Alex: It is. [*She reads from her computer with difficulty.*] "Activism consists of efforts to promote, impede, or direct social, pol, politital, no, political, even, eco, [*laughs*] economic, or environmental change, or stasis. The term connotes a peaceful form of conflict. Various forms of ac, ac, activism..."

Sandy [*interrupting*]: Wait, is it just fighting for a cause?

Alex: I can't read today "range from writing letters to newspapers or politicians, political campaigning, economic activism such as boycotts or preferentially

⁷⁸ <http://en.wikipedia.org/wiki/Activism> (Consulté le 27 juin 2014).

patronizing businesses, rallies, street marches, strikes, sit-ins, and hunger strikes. Research is beginning to explore how activist groups in the United States and Canada are using social media to facilitate” yeah blablablah, so yeah...

Jane: We're activists.

Alex: Yeah!

Jane [*unenthusiastic*]: Great.

Researcher: How do you feel about that Jane, is that okay?

Jane: Doesn't bother me. It's how you look at yourself, isn't it. I don't fit in a box.

Sandy: The thing is, we're not militia, we're not out to riot.

Alex: They say peaceful, activism is peaceful.

Sandy [*to Jane*]: So you don't mind being called that, do you?

Jane: No.

Sandy: I've been called a lot worse.

Alex: [*inaudible words*]

Sandy: I am certainly a lot worse. [*laughs*]

On retranscrit cet échange en intégralité car il soulève des enjeux primordiaux en termes de rapport à la politique dans son sens non-institutionnel d'une part, et en termes d'autodéfinition des enquêtées d'autre part. Avant tout, on peut noter les difficultés d'Alex à lire à voix haute un texte inconnu ; cet exercice semble la mettre en difficulté, mais elle utilise l'humour comme stratégie de dédramatisation lorsqu'elle butte sur le terme "political". Au vu de cet élément, ainsi que des réponses du groupe lorsqu'elle leur demande d'épeler "activism", on déduit que la compétence linguistique des enquêtées indique qu'elles appartiennent probablement à une classe défavorisée sur le plan du capital linguistique et culturel (Bourdieu 1977). Ensuite, le fait de lire la définition de *Wikipédia* à voix haute révèle que la démarche d'Alex vise à produire une définition collective du groupe, en proposant des critères objectifs pour celle-ci. Si Alex revendique à son compte le titre de militante, Sandy et Jane expriment quelques réticences, mais finissent par l'accepter également.

Les réticences de Sandy portent sur le contenu de la définition : elle récuse la connotation de violence du terme. Les réticences de Jane portent en fait sur le fait même de se voir appliquer une définition : devant l'énoncé de la définition, elle accepte que celle-ci s'applique à elle-même, puisqu'elles sont bien engagées dans la lutte pour une cause, mais elle souligne que cette définition *extérieure* n'a pour elle qu'un intérêt limité, et affirme que ce sont les autodéfinitions qui sont véritablement déterminantes.

Ces échanges autour de la définition d'abord de l'occupation, ensuite de la notion de militantisme et enfin des enquêtées elles-mêmes consistent à élaborer progressivement une vérité commune : malgré certaines réticences, les trois enquêtées finissent par se reconnaître dans une dénomination commune, après en avoir examiné rationnellement les implications. On considère que ces échanges participent d'un processus de subjectivation politique, car il s'agit bien pour elles de se reconnaître comme militantes (Rancière 1995 : 58) :

La politique est affaire de sujets, ou plutôt de modes de subjectivation. Par subjectivation on entendra la production par une série d'actes d'une instance et d'une capacité d'énonciation qui n'étaient pas identifiables dans un champ d'expérience donné, dont l'identification va donc de pair avec la reconfiguration du champ de l'expérience.

Ainsi, la définition collective des enquêtées comme militantes, qui conclut l'entretien, est aussi une réponse au double mouvement de dépolitisation et de pathologisation effectué par les autorités sanitaires lorsque celles-ci refusaient de considérer les revendications des patient-e-s comme légitimes parce qu'elles n'étaient « que » des patient-e-s (et que ce statut était incompatible avec le fait de se mobiliser, car il ne pouvait correspondre qu'à de la passivité).⁷⁹ En cela, cette définition collective a aussi pour effet de remettre en question les données de l'espace social, de remettre en cause les évidences de statut, et de contester l'ordre sanitaire et social, selon le processus décrit par Rancière dans un entretien (Poirier, 2000 : 32) :

Un mode de subjectivation politique est pour moi une forme de redécoupage du sensible commun, des objets qu'il contient et de la manière dont des sujets peuvent les désigner et argumenter à leur sujet. En effet l'enjeu du rapport politique/police porte toujours sur la constitution des « données » de la communauté.

Selon le vocabulaire de Rancière, cette subjectivation collective correspond donc à la substitution du politique à la police, et est le lieu d'une véritable élaboration démocratique. Ainsi, même si l'issue d'une lutte sociale a une influence sur la façon dont ses acteurs et actrices la perçoivent, la satisfaction des revendications est, dans une certaine mesure, indépendante de ces processus de création de politique. En l'occurrence, dans la lutte des patient-e-s de *Lifeworks*, puisque celle-ci s'est avérée victorieuse (Havergal, *Cambridge News*, 28 juin 2014), cette

⁷⁹ Voir section : 3.3.1 Relations de lutte et relations de soin.

subjectivation se double d'une perception positive de l'action politique, d'une valorisation collective importante, ainsi que d'une reconnaissance sociale importante, notamment de la part des personnes ayant manifesté leur solidarité envers la lutte (en témoigne l'avalanche de commentaires de félicitations sur la page Facebook de l'occupation au moment de l'annonce de l'accord de sortie de conflit). La perception de la lutte et du groupe par les patient-e-s impliqué-e-s dans l'occupation elles et eux-mêmes est ainsi extrêmement positive. À titre d'exemple, citons le message posté le 27 juin 2014 pour annoncer la signature imminente de l'accord avec le CPFT :

Hi People Contract has been agreed and we are signing on Monday At 10:30am at Tension Rd. Everybody is welcome to witness this historic event and our victory. We have achieved at [sic] great thing and all of us should be proud. xxxx

Il s'agit ainsi, pour les patient-e-s mobilisé-e-s, d'un événement historique, dont l'un des aspects marquants est qu'il impose finalement la vision des patient-e-s dans la lutte pour la définition de ce besoin de soin : à l'issue de cette confrontation et du rapport de force instauré par les patient-e-s militant-e-s, ce n'est pas la logique de rentabilité des directives NICE et les restrictions budgétaires qui l'emportent, mais bien le modèle de soin communautaire que représente *Lifeworks* qui est reconnu et reproduit.

En guise de conclusion, on notera que lors de la signature de l'accord de fin de conflit, le 30 juin 2014, une patiente impliquée dans la lutte a déclaré à la presse que l'occupation avait montré qu'il était possible d'avoir un problème de santé mentale et de se faire entendre⁸⁰. La presse était bien représentée pour la signature de l'accord, moment symbolique qui a rassemblé autour d'une table Ann Robinson, devenue en quelque sorte porte-parole de la lutte, Kilian Bourke, du comité d'observation du Cambridgeshire, et Aidan Thomas, le directeur général du CPFT (Havergal, *Cambridge News*, 30 juin 2014). Cela a aussi été l'occasion d'échanger quelques mots avec les enquêtées. Jane a alors déclaré, radieuse, qu'elle allait continuer cette lutte pour les droits des patient-e-s atteint-e-s de maladies mentales dans d'autres espaces, notamment au sein de l'organisation *NHS Citizen*⁸¹. Ce bref échange a confirmé que le processus de subjectivation

⁸⁰ Cette déclaration a été entendue en observation directe : "We have shown that it is not because you have a mental health problem that you don't have a voice."

⁸¹ Site officiel de NHS Citizen : <http://www.nhscitizen.org.uk/> (Consulté le 02 juillet 2014).

politique initié avec la campagne *Save Lifeworks* n'était pour elle que le début d'une participation active à la vie politique. Cette participation, qui s'inscrit toujours dans la lutte pour la définition des besoins et du régime social britannique, est aussi une redéfinition de la citoyenneté en-dehors de la participation au marché du travail, puisque Jane, tout en étant en incapacité de travail pour raisons médicales, est bien engagée dans le processus politique de délibération sociale, et est à ce titre une citoyenne à part entière.

Ainsi, l'analyse de cet entretien de groupe a révélé que, sur le plan individuel, les patient-e-s qui ont lutté contre la fermeture de *Lifeworks* n'avaient jamais milité auparavant, et qu'elles ont, dans le cadre de cette lutte, participé pour la première fois à une forme d'action politique directe. Au moins une d'entre elles entend poursuivre cet engagement au-delà de cette lutte. Sur le plan collectif, du groupe de patient-e-s a aussi émergé un collectif militant, où se sont nouées des relations militantes en plus des relations affectives qui existaient déjà. Les dynamiques de groupe de l'entretien ont révélé une division inégale du travail de la conversation et du travail militant entre les interviewées. L'attention que les patientes se portent les unes aux autres témoigne de leur attitude bienveillante, et de la manière dont elles gèrent collectivement le stress engendré par l'occupation. Relations de soin et relations politiques sont donc ici intrinsèquement liées, notamment dans les relations interpersonnelles, car ces relations sont marquées à la fois par une dimension affective, politique et thérapeutique. En dernière analyse, il s'agit bien pour ces patientes de lutter pour l'organisation des soins qu'elles-mêmes jugent être la plus à même de prendre en charge leur besoin de soin.

Conclusion

Le cas de la lutte des patient-e-s de *Lifeworks* à Cambridge est finalement aussi à replacer dans le contexte de la lutte pour l'interprétation des besoins qui se joue à l'échelle du Royaume-Uni autour des réformes de l'État-providence entreprises par le gouvernement Cameron. La lutte politique et philosophique globale qui se joue autour des besoins sociaux pour les identifier, les définir, et décider des modalités de leur prise en charge s'exprime localement par des luttes dont l'enjeu n'est pas la définition globale de ce qu'est un besoin social, ou la détermination du rôle que doit jouer l'État dans sa prise en charge, mais bien l'organisation matérielle de cette prise en charge. Les revendications des acteurs et actrices mobilisé-e-s portent ainsi sur des questions matérielles qui peuvent sembler, si on se place du point de vue de la théorie normative de l'action publique, relativement triviales (emplacement du centre de soin, nombre d'heures quotidiennes d'ouverture, etc.). Mais ces revendications matérielles entretiennent un rapport dialectique avec la théorie normative des régimes sociaux : ce sont elles qui modifient et déterminent quotidiennement les conditions matérielles d'existence des personnes qui ont besoin de ce service en particulier, et à ce titre, elles informent la théorie de ce qui constitue une organisation des soins efficace et juste.

Localement toujours, on a pu observer avec la campagne *Save Lifeworks*, de manière parfois très concrète comme avec les affiches qui ornaient les murs des bâtiments, que la lutte autour de ce centre de soin constituait les acteurs et actrices sociaux en groupes antagonistes. Les conflits qui les opposent ne portent pas seulement sur le contenu des revendications exprimées, mais également sur le fait même de se reconnaître mutuellement comme des acteurs et actrices ayant une légitimité à s'exprimer sur l'organisation sociale. En somme, se manifester dans le champ social comme acteur ou actrice ayant toute légitimité à exprimer sa propre interprétation des besoins est à la fois nécessaire pour pouvoir effectivement peser sur la définition du régime social, et extrêmement difficile dans la mesure où c'est par l'articulation de cette interprétation que les acteurs et actrices

peuvent obtenir cette légitimité.

Cette structuration de l'espace social en différents groupes qui s'opposent autour du contenu de l'interprétation des besoins mais aussi autour de la légitimité requise pour exprimer cette interprétation se retrouve à des échelles plus petites. Ainsi, avec le cas du *Welfare Reform Act*, on a vu que l'espace discursif ouvert par la presse reflète également cette opposition de contenu et de statut, dans la mesure où des définitions antagonistes de la dépendance s'affrontent, et qu'il s'agit d'imposer non seulement le débat mais également les termes dans lesquels celui-ci doit être mené. À ce titre, le statut des acteurs et actrices a une influence sur le poids social que peuvent avoir les dénominations et les définitions qu'ils et elles mettent en avant. Dans un premier temps, la lutte pour l'interprétation des besoins peut ainsi consister simplement à mettre en avant le fait que les termes du débat ne vont pas d'eux-mêmes, et qu'ils peuvent être remis en question. Ouvrir une brèche dans le mur du discours dominant, c'est alors déjà se lancer dans la lutte pour l'interprétation des besoins.

Ces luttes discursives sont ancrées dans un contexte économique et social, qui, en plus de conférer aux acteurs et actrices des capitaux politiques et linguistiques différents, influe sur le type de rhétorique mis en avant autour de la question des besoins sociaux. Ainsi, en temps de crise économique, ce n'est plus tant les besoins qui sont mis en avant que les nécessités, économiques, sociales, et même morales. La conjoncture économique actuelle a, en outre, des effets à tous les niveaux du régime social britannique, puisque par exemple la hausse du chômage qu'elle induit peut jouer sur la capacité des personnes à recourir à des services de santé privés. Cette modification de la situation économique et sociale des personnes qui bénéficient de la provision sociale implique donc en retour de prendre en charge les éventuels ajustements et réinterprétations nécessaires, à nouveau en repartant de l'évolution des conditions matérielles d'existence des personnes, que ce soit en termes d'accès à l'emploi ou en termes d'accès aux services de santé ou d'éducation. La crise économique modifie donc les discours qui sont tenus autour des besoins sociaux, mais également le contenu même de ces besoins et la possibilité pour les personnes d'y subvenir dans une organisation

donnée.

Étudier un régime social suppose alors de se concentrer sur son fonctionnement à un instant t , mais aussi sur les facteurs qui ont été déterminants dans la mise en place de ce fonctionnement précis. Cela permet, avant même d'évaluer les effets de ce régime sur la population à laquelle il s'applique en termes de justice sociale, de déterminer dans quelle mesure les principes qui sont aux fondements mêmes de ce régime sont inégalitaires ou non. Ensuite, parce que la lutte pour l'interprétation des besoins est un phénomène constant, informé par les évolutions économiques, sociales et culturelles, l'étude d'un régime social donné implique de s'intéresser aux contestations internes et externes dont il fait l'objet. Regarder les zones de tension de l'espace social permet ainsi d'apercevoir non seulement ce que les différent-e-s acteurs et actrices d'une société estiment poser problème et devoir faire l'objet d'une (re)thématisation, mais également les normes et valeurs à l'aune desquelles cette thématization est formulée, et les éléments qui rassemblent les groupes qui formulent différentes interprétations.

Enfin, élaborer, formuler, diffuser et défendre une interprétation d'un besoin social est en soi-même un processus complexe qui mérite d'être analysé : cela suppose un travail d'élaboration discursive et politique par différents groupes d'acteurs et d'actrices, ou différent-e-s acteurs et actrices que le processus même d'interprétation des besoins constitue comme groupe. Ce travail modifie les relations entre les personnes qu'il implique : il les constitue comme opposant-e-s des groupes à l'origine des définitions des besoins antagonistes, crée de nouvelles relations interpersonnelles, et modifie, à la fois sur le plan personnel et sur le plan collectif, la perception de ces personnes dans le champ social. Ainsi, à partir du moment où une personne dont la vie est modifiée, à n'importe quelle échelle, par un régime social, et que celle-ci entre dans la lutte pour l'interprétation des besoins et de son expression dans le régime social, celle-ci devient un sujet politique. Pour autant, cette définition sociologique ne suffit pas à rendre compte de tous les enjeux subjectifs qu'implique cette entrée en lutte, puisque, au-delà de la question de la reconnaissance sociale des sujets politiques et de leur légitimité, se pose également la question de la

reconnaissance, par les acteurs et actrices en question eux et elles-mêmes, de leur statut de sujet politique. Cette définition n'est pas évidente, et peut nécessiter un travail de réajustement de soi et de sa propre perception, notamment dans la mesure où le fait d'être reconnu-e comme sujet politique parce que l'on exprime une interprétation des besoins alternative impose également de reconnaître que l'on porte une parole contestataire, et que l'on se place dans une situation oppositionnelle. Finalement, étudier un régime social impose donc de considérer ses effets directs ainsi que les effets de ses manques et de la remise en cause de ses manques sur tous les groupes sociaux impliqués dans cette remise en cause. Ces effets se jouent à l'échelle de la société toute entière, mais aussi des groupes antagonistes, et au sein de ceux-ci pour les individus impliqués.

En somme, étudier un régime social implique de penser d'une part les rapports entre les individus et la société, et d'autre part entre la théorie normative de l'action sociale et ses enjeux politiques immédiats. Identifier les mécanismes qui permettent de passer de l'un à l'autre sur le plan épistémologique est un enjeu majeur de la recherche portant sur l'action sociale. Il s'agirait finalement de mettre au jour et d'étudier dans le détail les liens théoriques et politiques qui constituent les rapports dialectiques qu'entretiennent l'individu social et la société, et la théorie et la politique tels que ces éléments sont mis en jeu dans la lutte pour l'interprétation des besoins. Dans le cadre de ce travail, si ces liens n'ont pas été décortiqués dans le détail, la conjugaison d'une approche épistémologique, linguistique et sociologique aura, on l'espère, montré que la lutte pour l'interprétation des besoins actuelle structure l'espace social britannique en créant des espaces de contestation de la définition-même du politique.

Bibliographie

Rapports institutionnels, textes de loi et discours politiques

Beveridge, W., 1942, *Beveridge Report*, Labour Research Department, London. Texte intégral du rapport accessible en ligne : <http://www.sohealth.co.uk/resources/public-health-and-wellbeing/beveridge-report/> (Consulté le 06 juin 2014).

Beveridge W., 2012 (1942), *Le rapport Beveridge*, traduction Michel Bessières, Paris : Perrin.

Beveridge, W., 1944, *Full Employment in a Free Society*, London: George Allen and Unwin.
Department for Work and Pensions, "Simplifying the welfare system and making sure work pays" (première publication 06 avril 2013) <https://www.gov.uk/government/policies/simplifying-the-welfare-system-and-making-sure-work-pays> (Consulté le 14 juin 2014).

Department for Work and Pensions, 09 décembre 2013, communiqué de presse : "Benefit cap: 19,000 potentially capped into work" <https://www.gov.uk/government/news/benefit-cap-19000-potentially-capped-into-work> (Consulté le 14 juin 2014).

Iain Duncan Smith, 07 avril 2014, "Jobs and welfare reform: getting Britain working" <https://www.gov.uk/government/speeches/jobs-and-welfare-reform-getting-britain-working> (Consulté le 22 juin 2014).

Lansley, A., 04 octobre 2011, "Let me tell you about the NHS today", discours à la conférence du parti conservateur <http://www.politics.co.uk/comment-analysis/2011/10/04/andrew-lansley-speech-in-full> (Consulté le 04 juin 2014).

Miliband, E., 02 octobre 2012, "One Nation", Discours à la conférence annuelle du parti travailliste, <http://labourlist.org/2012/10/ed-milibands-conference-speech-the-transcript/> (Consulté le 21 juin 2014).

Welfare Reform Act, 2012, texte intégral (Consulté le 21 juin 2014)

<http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2012/5/contents/enacted/data.htm>.

Articles et ouvrages de recherche

Andersen, T. M., Basso, G., et al., "The welfare state after the Great Recession", in *Intereconomics, Review of European Economic Policy*, Vol 47, No 4, 200-229.

Arts, W. A. & Gelissen, J., 2002, "Three worlds of welfare capitalism or more? A state-of-the-art report", *Journal of European Social Policy*, 12: 137-158.

Arts, W. A. & Gelissen, J., 2010, "Models of the welfare state", *The Oxford Handbook of the Welfare State*, Oxford: Oxford University Press, Chapter 39.

Aspalter, C., 2011, "The development of ideal-typical welfare regime theory", *International Social Work*, vol. 54 no : 6, 735-750.

Barbier, J-C, 2008, « Pour un bilan du workfare », *La Vie des idées*, <http://www.laviedesidees.fr/Pour-un-bilan-du-workfare.html> (Consulté le 13 juin 2014).

Bergounioux, A., 1983, « Typologie des rapports syndicats-partis en Europe occidentale », *Pouvoirs* n°26, septembre, *Le pouvoir syndical*, 17-29.

Blakemore, K., and Griggs, E., 2007 (2003), *Social Policy: an Introduction*, Buckingham: Open University Press.

Bourdieu P., 1977, « L'économie des échanges linguistiques », *Langue française*, N°34, 17-34.

Brown, M., 2006, "Rethinking early nineteenth-century asylum reform", *Historical Journal*, vol. 49, 2, 425-52.

Browne, P. L., 2010, "The dialectics of health and social care: toward a conceptual framework", *Theory and Society*, Volume 39, Issue 5, 575-591.

Brugères, F., 2011, *L'éthique du care*, *Que sais-je ?* N° 3903, Paris : PUF.

- Castles, F.G., 1994, "On religion and public policy: does Catholicism make a difference?", *European Journal of Political Research*, 25 (1): 19–40.
- Castles, F., G., 2004, *The Future of the Welfare State: Crisis Myths and Crisis Realities*, Oxford: Oxford University Press.
- Claassen, R., 2011, "The Commodification of Care", *Hypatia*, vol. 26, no.1, 43-64.
- Clarke, J., 2003, "Turning inside out?: globalization, neo-liberalism and welfare states.", *Anthropologica*, 45 (2), 201-214.
- Combessie, J-C., 1996, *La méthode en sociologie*, Paris : La Découverte.
- Cousins, M., 2005, "Typologies of welfare", in *European Welfare States, Comparative Perspectives*, Los Angeles: Sage, 107-122.
- Dale, J., & Foster, P., 1986, *Feminists and State Welfare*, London: Routledge and Kegan Paul.
- Daly, M., & Lewis, J., 2000, "The concept of social care and the analysis of contemporary welfare states", *The British Journal of Sociology*, 5, 1(2), 281-298.
- Davies, A.C.L., 2013, "This time, it's for real: the health and social care act 2012", *The Modern Law Review*, 76: 564–588.
- Deacon, N., 1994, "Justifying 'workfare'", in M. White (ed.), *Unemployment and Public Policy in a Changing Labour Market*, London: Policy Studies Institute, 53-63.
- Delphy, C., 1999, *L'ennemi principal. I, Économie politique du patriarcat*, Paris : Éditions Syllepse, Coll. « Nouvelles questions féministes ».
- Duchesne, S., Haegel, F., 2004, *L'enquête et ses méthodes: l'entretien collectif*, Paris : Armand Colin.
- Esping-Andersen, G., 1990, *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Oxford: Polity Press.
- Ferrera, M., 1996, "The 'Southern Model' of welfare in social Europe", *Journal of European Social Policy*, vol. 6 no. 1, 17-37.
- Fishman, P. M., 1978, "Interaction: the work women do", *Social Problems*, Vol. 25, No. 4,

397-406.

Folbre, N., (ed), 2012, *For Love and Money: Care Provision in the United States*, New York: Russell Sage Foundation.

Folbre, N., & Nelson, J. A., 2000, "For love or money – or both?", *Journal of Economic Perspectives*, 14: 4, 123-140.

Foucault, M., 1969, *Archéologie du savoir*, Paris : Gallimard.

Foucault, M., 1972, *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris : Gallimard.

Fourton, C., 2013, « Nancy Fraser, Le féminisme en mouvements », *Variations* [En ligne], 18 | 2013, <http://variations.revues.org/621> (Consulté le 26 juin 2014).

Fraser, N., 1987, "Women, welfare and the politics of need interpretation", *Hypatia*, 2: 103-121.

Fraser, N., 1990. "Struggle over needs: outline of a socialist-feminist critical theory of late-capitalist political culture", *In Women, the State, and Welfare*, ed. Gordon, L., Madison: University of Wisconsin Press, 199-225.

Fraser, N., 1994, "After the family wage: gender equity and the welfare state", *Political Theory*, Vol. 22, No. 4, 591-618.

Fraser, N., 2013 (1989), "Struggle over needs: outline of a socialist-feminist critical theory of late-capitalist political culture", *Fortunes of Feminism, from State-Managed Capitalism to Neo-Liberal Crisis*, London: Verso, 53-82.

Fraser, N. & Gordon, L., 1994, "A genealogy of dependency: tracing a keyword of the U.S. welfare state", *Signs*, Vol. 19, No. 2, 309-336.

Gilligan, C., 1982, *In a Different Voice: Psychological Theory and Women's Development*, Cambridge: Harvard University Press.

Greve, B., 2011, "Editorial introduction: overview and conclusion", in *Social Policy & Administration*, Special Issue: *The times they are changing? Crisis and the welfare state*, Volume 45, Issue 4, 333-337.

Handler, J. F., 2004, *Social Citizenship and Workfare in the United States and Western Europe – The Paradox of Inclusion*, Cambridge: Cambridge University Press.

Hasley, H. A., & Dennis, D., 1988, *English Ethical Socialism*, Oxford: Oxford University Press.

Hausman, M., & Sauer, B. (ed), 2007, *Gendering the State in the Age of Globalization: Women's Movements and State Feminism in Postindustrial Democracies*, Lanham; Plymouth: Rowman and Littlefield Publishers Inc.

Honneth, A., 2000 (1992), *La lutte pour la reconnaissance*, Paris : Editions du Cerf.

Kammer, A., Niehues, J., & Peichl, A., 2012, "Welfare regimes and welfare state outcomes in Europe", *Journal of European Social Policy*; 22: 455-471.

King, Desmond & Ward, H., 1992, "Working for benefits: rational choice and the rise of work-welfare programmes", *Political Studies*, XL. 479-495.

King, D. and Ross, F., 2010, "Critics and beyond", *The Oxford Handbook of the Welfare State*, Oxford: Oxford University Press, Chapter 4.

Korpi, W., 1980, "Social policy and distributional conflict in the capitalist democracies – a preliminary comparative framework", *West European Politics*, 3:3, 296-316.

Lewis, J., 1992, "Gender and the development of welfare regimes", *Journal of European Social Policy*, 2/3: 159–73.

Lewis, J., 2001, "The decline of the male breadwinner model: implications for work and care", *Social Politics*, 8 (2): 152-169.

Lewis, G., Gewirtz, S. and Clarke, J. (eds.), 2000, *Rethinking Social Policy*, London: Sage/Open University.

Lister, R., 1998, *Citizenship: Feminist Perspectives*, New York: NYU Press.

Lister, R., 2001, "Doing good by stealth: the politics of poverty and inequality under New Labour", *New Economy*, 8(2), 65–70.

Marx, K., 1969 (1867), *Le Capital*, Livre I, Paris : Garnier-Flammarion.

- Mead, L. M., 1986, *Beyond Entitlement: The Social Obligations of Citizenship*, New York: Free Press.
- Mishra, R., 1999, *Globalization and the Welfare State*, Cheltenham: Edward Elgar.
- Murray, C., 1984, *Losing Ground: American Social Policy, 1950-1980*, New York: Basic Books.
- Myles, J., Quadagno, J., 2002, "Political theories of the welfare state", *Social Service Review*, Vol. 76, No. 1, 75th Anniversary Issue (March), Chicago: University of Chicago Press, 34-57.
- Novak, M. (ed), 1987, *The New Consensus on Family and Welfare*, Washington: American Enterprise Institute.
- O'Connor, J., 1973, *The Fiscal Crisis of the State*, New York: St Martin's.
- O'Connor, J., 1993, "Gender, class and citizenship in the comparative analysis of welfare state regimes: theoretical and methodological issues", *The British Journal of Sociology*, Vol. 44, No. 3, 501-518.
- Orloff, A. S., 1993, "Gender and the social rights of citizenship: the comparative analysis of gender relations and welfare states", *American Sociological Review*, Vol. 58, No. 3, 303-328.
- Orloff, A. S., 2009a, "Should feminists aim for gender symmetry?: why the dual-earner/dual-carer model may not be every feminist's utopia", *Gender Equality: Transforming Family Divisions of Labor*, Gornick, J., & Meyers, M. (eds), New York: Verso, 129-157.
- Orloff, A. S., 2009b, "Gendering the comparative analysis of welfare states: an unfinished agenda", *Sociological Theory*, Vol. 27, No 3, 317-343.
- Pascall, G., and Lewis, J., 2004, "Emerging gender regimes and policies for gender equality in a wider Europe", *Journal of Social Policy*, 33, 373-394.
- Peck, J., 1998, "Workfare: a geopolitical etymology", *Environment and Planning D: Society and Space*, 16(2) 133-161.
- Pierson, P., 1994, *Dismantling the Welfare State? Reagan, Thatcher, and the Politics of Retrenchment*, Cambridge: Cambridge University Press.

Pierson, P., 1996, "The new politics of the welfare state", *World Politics* 48.2, 143-179.

Pierson P. (ed.), 2001, *The New Politics of the Welfare State*, Oxford: Oxford University Press.

Poirier, N., 2000, « Entretien avec Jacques Rancière », *Le Philosophoire* 3, n° 13, 29-42.

Rancière, J., 1995, *La Méésentente*, Paris : Galilée.

Rosanvallon, P., 1981, *La Crise de l'État-providence*, Paris : Seuil.

Rosanvallon, P., 1995, *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*, Paris : Seuil.

Rueda, D., 2012, "West European welfare states in times of crisis", *Coping with Crisis*, Bermeo N., & Pontusson, J.,(eds.), New York: Russell Sage Foundation, 361-398.

Sainsbury, D., 2003, *Gender and Welfare State Regimes*, Oxford Scholarship Online.

Schmidt, V., 2002, "Does discourse matter in the politics of welfare state adjustment?", *Comparative Political Studies*, 35: 168-193.

Schmidt, V., 2008, "Discursive institutionalism: the explanatory power of ideas and discourse", *Annual Review of Political Science*, Vol. 11: 303-326.

Schmidt, V., 2010, "Taking ideas and discourse seriously: explaining change through discursive institutionalism as the fourth 'new institutionalism'", *European Political Science Review*, 2, 1-25.

Schmidt, V. A., 2014, "Speaking to the markets or to the people? A discursive institutionalist analysis of the EU's sovereign debt crisis", *The British Journal of Politics & International Relations*, 16: 188-209.

Shildrick, T., MacDonald, R., Furlong, A., Roden J., and Crow R., 2012, "Are 'cultures of worklessness' passed down the generations?", Joseph Rowntree Foundation.

Skocpol, T., 1992, *Protecting Soldiers and Mothers: The Political Origins of Social Policy in the United States*, Cambridge: Harvard University Press.

Spicker, P., 1995, *Social Policy, Themes and Approaches*, London: Prentice Hall.

Taylor-Goodby, P., 2001, "Sustaining state welfare in hard times: who will foot the bill?", *Journal of European Social Policy*, 11 (2): 133-147.

Taylor-Gooby, P., 2012, "Beveridge overboard? How the UK government is using the crisis to permanently restructure the welfare state", *The Welfare State After the Great Recession*, in *Intereconomics, Review of European Economic Policy*, Vol 47, No 4, 224-229.

Tilly, C., 1978, *From Mobilization to Revolution*, Reading: Addison-Wesley.

Tilly, C., 2003, *The Politics of Collective Violence*, Cambridge: Cambridge University Press.

Timms, N., & Timms, R., 1982, *Dictionary of Social Welfare*, London: Routledge & Kegan Paul.

Tschannen, O., 2010, « L'entretien collectif en contexte », *Communication* [Online], Vol. 28/1, <http://communication.revues.org/2091> (Consulté le 24 juin 2014).

Van Kersbergen, K., 2002, "The politics of welfare state reform", *Swiss Political Science Review*, 8:2, 1-19.

Van Kersbergen, K., Vis, B., Hemerijck, A., 2014, "The great recession and welfare state reform: is retrenchment really the only game left in town?", *Social Policy & Administration*, 48, 2, 10.1111/spol.12063.

Wilkensky, H., 1975, *The Welfare State and Equality*, Berkeley: University of California Press.

Williams, R., 1976, *Keywords: A Vocabulary of Culture and Society*, Oxford: Oxford University Press.

Articles de presse, émissions de radio et de télévision

Baker, P., 20 janvier 2014, "Benefits Street? It's nothing like the Turner Street we researched", *The Guardian*, <http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/jan/20/benefits-street-james-turner-birmingham-channel-4> (Consulté le 24 juin 2014).

Berger, L., 16 mai 2014, "This government must stop treating the mentally ill as if they don't matter", *Daily Mirror*, <http://www.mirror.co.uk/news/uk-news/shadow-public-health-minister-luciana-3548803#.U3ZJoAvEZsY.facebook> (Consulté le 26 juin 2014).

BBC4, *Today Programme*, 01 avril 2013, interview de Iain Duncan Smith par John Humphrys, extrait disponible sur BBC News : <http://www.bbc.co.uk/news/uk-21993453> (Consulté le 21 juin 2014, extrait retranscrit : 9'31-10'36).

Cambridge 105 Drive, 05 mai 2014, interview de Luciana Berger et de patientes de *Lifeworks* par Liz Pearl, podcast : http://cambridge105.fm/?powerpress_pinw=15207-podcast (Consulté le 24 juin 2014).

Donnelly-Jackson, F., *The Guardian*, 11 février 2014, "Seen *Benefits Street* ? Now get the real welfare story" <http://www.theguardian.com/society/2014/feb/11/benefits-street-welfare-media-claimants> (Consulté le 22 juin 2014).

Eaton, G., 08 juin 2011, "Archbishop of Canterbury: 'no one voted' for the coalition's policies", *New Statesman* <http://www.newstatesman.com/blogs/the-staggers/2011/06/rowan-williams-government> (Consulté le 22 juin 2014).

Field, F., 22 janvier 2014, "2014, Labour's year of... Winning the welfare debate", *Fabian Review*, <http://www.fabians.org.uk/2014-labours-year-of-winning-the-welfare-debate/> (Consulté le 21 juin 2014).

Gowens, P., 1991, "Welfare, learnfare-unfair! A letter to my Governor", *Ms.* (September-October), 90-91.

Graham, S., 15 mai 2014, "Save *Lifeworks* campaign: 'They used our mental health against us'", *Feminist Times*, <http://www.feministtimes.com/save-lifeworks-campaign-they-used-our-mental-health-against-us/#sthash.bLC1CGAu.dpuf> (Consulté le 25 juin 2014).

Green, K., 07 janvier 2013, "The Five Giants: Want", *Fabian Review*, <http://www.fabians.org.uk/the-five-giants-want/> (Consulté le 21 juin 2014).

Gulliver, K., 20 novembre 2014, "The idea of a dependency culture in social housing is a

dangerous myth", *The Guardian*, <http://www.theguardian.com/housing-network/2013/nov/20/dependency-culture-social-housing> (Consulté le 22 juin 2014).

Hart, T., 19 mars 2012, "Health and social care bill: who's against (and for) it? Full list visualized", *The Guardian Datablog*, <http://www.theguardian.com/news/datablog/2012/mar/19/health-social-care-bill-visualised> (Consulté le 04 juin 2014).

Havergal, C., 28 juin 2014, "Mental health drop-in centre *Lifeworks* saved from closure after four-months sit-in by Cambridge patients", *Cambridge News*, <http://www.cambridge-news.co.uk/News/Mental-health-drop-in-centre-Lifeworks-saved-from-closure-after-four-month-sit-in-by-Cambridge-patients-20140628074058.htm> (Consulté le 28 juin 2014).

Havergal, C., 30 juin 2014, "Deal signed to keep Cambridge mental health drop-in center *Lifeworks* open and to end occupation by patients", *Cambridge News*, <http://www.cambridge-news.co.uk/Cambridge/Deal-signed-to-keep-Cambridge-mental-health-drop-in-centre-Lifeworks-open-and-to-end-occupation-by-patients-20140630134516.htm#ixzz36821ejZ1> (Consulté le 02 juillet 2014).

Hetherington, R., 15 avril 2014, "Iain Duncan Smith says I'm dependent. But my benefits are a lifeline, not a trap", *The Guardian*, <http://www.theguardian.com/society/2014/apr/15/iain-duncan-smith-dependent-benefits-lifeline> (Consulté le 22 juin 2014).

Luke, A., 06 mars 2014, "Mental health patients in Cambridge rally against the closure of a drop-in centre for people with personality disorders", *Cambridge News*, <http://www.cambridge-news.co.uk/Health/Health-news/Mental-health-patients-in-Cambridge-rally-against-the-closure-of-a-drop-in-centre-for-people-with-personality-disorders-20140306063556.htm> (Consulté le 24 juin 2014).

Luke, A., 05 avril 2014, "As protesters' occupy Cambridge's *Lifeworks* building in opposition to mental health service cuts, NHS chief says row has turned 'hostile'", *Cambridge News*, <http://www.cambridge-news.co.uk/Health/Health-news/Mental-health-patients-in-Cambridge-rally->

[against-the-closure-of-a-drop-in-centre-for-people-with-personality-disorders-20140306063556.htm](http://www.cambridge-news.co.uk/News/Under-threat-Lifeworks-drop-in-centre-in-Tenison-Road-Cambridge-visited-by-Labours-shadow-health-minister-Luciana-Berger-20140430084705.htm)

(Consulté le 24 juin 2014).

Luke, A., 30 avril 2014, "Under-threat *Lifeworks* drop-in centre in Tenison Road, Cambridge, visited by Labour's shadow health minister Luciana Berger", *Cambridge News*, <http://www.cambridge-news.co.uk/News/Under-threat-Lifeworks-drop-in-centre-in-Tenison-Road-Cambridge-visited-by-Labours-shadow-health-minister-Luciana-Berger-20140430084705.htm>

(Consulté le 26 juin 2014).

Mackin, A., 18 mars 2014, "Occupiers resist cuts to Cambridge mental health services", *The Socialist Worker*,

<http://socialistworker.co.uk/art/37711/Occupiers+resist+cuts+to+Cambridge+mental+health+services>, (Consulté le 26 juin 2014).

McTague, T., 13 janvier 2014, "Iain Duncan Smith suggests hit show Benefits Street justifies savage welfare cuts", *The Mirror*, <http://www.mirror.co.uk/news/uk-news/benefits-street-iain-duncan-smith-3019449> (Consulté le 22 juin 2014).

Osborne, G., 21 mars 2012, Budget speech 2012: full text, *The Guardian*, <http://www.theguardian.com/uk/2012/mar/21/budget-speech-2012-full-text> (Consulté le 13 juin 2014).

Osborne, G. & Duncan Smith, I., 31 mars 2013, "We're fixing the benefits system, and giving a better deal to those in work", *The Telegraph*,

<http://www.telegraph.co.uk/news/politics/9964373/Were-fixing-the-benefits-system-and-giving-a-better-deal-to-those-in-work.html>, (Consulté le 13 juin 2014).

Press Association, 27 mai 2010, "Iain Duncan Smith vows to tackle 'absurd' welfare dependency", *The Guardian*, <http://www.theguardian.com/politics/2010/may/27/iain-duncan-smith-welfare-dependency> (Consulté le 17 juin 2014).

Sweeney, S., 11 avril 2014, "LIFEWORKS OCCUPATION – health trust cuts delayed by brave action", Communist Party Website, <http://www.communist-party.org.uk/britain/save-public->

[services/1897-lifeworks-occupation-health-trust-cuts-delayed-by-brave-action.html](http://www.margaretthatcher.org/speeches/displaydocument.asp?docid=105087) (Consulté le 24 juin 2014).

Thatcher, M., 16 janvier 1983, "The Resolute Approach", Interview sur *London Weekend Television*, émission Weekend World, Thatcher Archive: LWT transcript fo. 28.

<http://www.margaretthatcher.org/speeches/displaydocument.asp?docid=105087> (Consulté le 26 juin 2014).

The Guardian, 27 janvier 2012, editorial, "Rich and poor: deserving and undeserving" <http://www.theguardian.com/commentisfree/2012/jan/27/rich-poor-deserving-undeserving> (Consulté le 28 juin 2014).

Williams, R., 09 juin 2011, *New Statesman*, editorial, "The government needs to know how afraid people are" <http://www.newstatesman.com/uk-politics/2011/06/long-term-government-democracy> (Consulté le 13 août 2014).

Sites webs consultés

Adviceguide, Citizens Advice : site d'aide aux démarches liées aux prestations sociales <http://www.adviceguide.org.uk/england.htm> (Consulté le 02 juillet 2014).

Blog de la campagne *Who benefits?* <http://blog.whobenefits.org.uk/> (Consulté le 22 juin 2014).

Cambridgeshire County Council : page web du conseil du Cambridgeshire, en particulier la page sur le comité de surveillance : http://www.cambridgeshire.gov.uk/info/20050/council_structure/187/overview_and_scrutiny/3 (Consulté le 24 juin 2014).

CPFT : site officiel du *Cambridge and Peterborough NHS Foundation Trust* <http://www.cpkt.nhs.uk/> (Consulté le 23 juin 2014).

Gov.uk : page web du gouvernement Cameron <https://www.gov.uk/government/policies/>

(Consulté le 02 juillet 2014).

LibCom : site de ressources militantes : <http://libcom.org/> (Consulté le 24 juin 2014).

NHS Timeline : site interactif présentant la chronologie des réformes du NHS depuis sa création : <http://nhstimeline.nuffieldtrust.org.uk/> (Consulté le 02 juillet 2014).

Pétition pour l'arrêt de la diffusion de *Benefits Street*, sur Change.org

<http://www.change.org/en-GB/petitions/channel-4-channel4-stop-broadcasting-benefits-street-and-make-a-donation-to-a-relevant-charity-for-the-harm-caused> (Consulté le 22 juin 2014).

Pétition "Save Cambridge's Complex Cases Service",

<http://epetitions.direct.gov.uk/petitions/61183> (Consulté le 25 juin 2014).

Save Cambridge's Complex Cases Service, page *Facebook* de la campagne *Save Lifeworks* :

<https://www.facebook.com/SaveCCS?fref=ts> (Consulté le 28 juin 2014).

Who benefits? Site de la campagne <http://www.whobenefits.org.uk/page/content/front>

(Consulté le 22 juin 2014).